

COMMENT FAIRE ?

Avec la participation de
Jean-Luc Mélenchon
Manuel Bompard
Clémence Guetté
Mathilde Panot



Table des matières

AVANT DIRE.....	4	CINQUIÈME PARTIE : L'ACTION ET SES MOYENS	52
UNE CONCEPTION CONSTRUISTE	7	L'outil fait la main.....	53
PREMIÈRE PARTIE : LA QUESTION POSÉE.....	8	Moyens matériels et accomplissement.....	53
Un nouvel acteur.....	10	L'onde du message	54
La ville produit de la politique.....	11	Les moyens évoluent.....	54
Le temps social produit du conflit	12	Le centralisme téléphonique	55
Collapse des temps sociaux.....	12	Nouvel espace temps.....	55
Les moyens techniques de l'action	13	Notre ère modèle notre action.....	56
DEUXIÈME PARTIE : LES RÉPONSES DU PASSÉ.....	14	Tous connectés	57
Au temps d'origine	16	Nouveau centre de gravité.....	57
«Le mouvement ouvrier»	17	Former un réseau social autonome	58
Classe d'intérêt commun	18	Rapport de force numérique	59
Société dans la société	19	Le revers de la médaille	60
Production de la conscience politique.....	20	La murmuration révolutionnaire	60
«Conscientisation»	20		
Organisation organique.....	21		
Classe ouvrière fusionnelle	22		
Intérêts de classe	22		
Action syndicale et action politique	23		
Homogénéisation ouvrière	23		
Le substitutisme social-démocrate russe.....	24		
L'archipel ouvrier	25		
Centralité de la stratégie.....	26		
Le congrès de tours français et sa scission	26		
Le vrai discours de Léon Blum	27		
La dictature du prolétariat	28		
La forme du parti comme seul débat.....	29		
Tradition révolutionnaire	29		
Le mouvement ouvrier a échoué	30		
TROISIÈME PARTIE : LE MONDE A CHANGÉ DE BASE	31	SIXIÈME PARTIE : LE MOUVEMENT DANS LA RÉVOLUTION CITOYENNE ...	61
Changements radicaux	32	Les fonctions du mouvement	62
Nouvelle humanité, anciens formats.....	32	Les assemblées citoyennes	63
Individuation et collectif	33	La révolution citoyenne	63
Le nouveau monde émietté	34	Processus permanent	64
La fin d'une identité	34	Les phases de la révolution citoyenne	64
Le peuple et ses méthodes	36	Les caractéristiques	65
Nouvel agrégat social.....	36	Nourrir les transitions de phase	65
QUATRIÈME PARTIE : LA FORME MOUVEMENT.....	38	La stratégie de l'unification populaire	66
L'internationale socialiste begaie	39	S'approprier l'histoire de l'émancipation	66
Un parti de toute la gauche ?	39		
Le renouveau latino	40		
Le parcours vers la France insoumise	41		
Démocratie institutionnelle et capitalisme	42		
Écroulement des partis de gauche traditionnels	43		
Enfants de 2005	44		
La deuxième rupture	45		
Un pari stratégique fort	45		
Quel programme historique ?	46		
Vers l'harmonie	47		
Un programme de transition	47		
S'inscrire dans une époque	48		
Le mouvement et ses outils	48		
Le fétiche du système des courants	49		
Nouveau prolétariat	50		
Le mouvement répond à la nouvelle action populaire	50		
Le refus du substitutisme.....	51		
CINQUIÈME PARTIE : L'ACTION ET SES MOYENS	52	SEPTIÈME PARTIE : L'ORGANISATION INTERNE DU MOUVEMENT.....	68
L'outil fait la main.....	53	A) Les principes du mouvement	69
Moyens matériels et accomplissement.....	53	L'adaptation permanente	69
L'onde du message	54	Consensus et conflictualité	69
Les moyens évoluent.....	54	La méthode «inclusive» et «fédérative»	70
Le centralisme téléphonique	55	Fédérer	71
Nouvel espace temps.....	55	Inclure	72
Notre ère modèle notre action.....	56	B) Le fonctionnement du mouvement	73
Tous connectés	57	Coordination des espaces	73
Nouveau centre de gravité.....	57	Le programme, les livrets	74
Former un réseau social autonome	58	Les boucles départementales	74
Rapport de force numérique	59	Les groupes d'action	75
Le revers de la médaille	60	Financer l'action	76
La murmuration révolutionnaire	60	Désignation des candidats	77
SIXIÈME PARTIE : LE MOUVEMENT DANS LA RÉVOLUTION CITOYENNE ...	61	Assemblée représentative	77
Les fonctions du mouvement	62	C) Au-delà du mouvement	79
Les assemblées citoyennes	63	Marcher fait le chemin	79
La révolution citoyenne	63	La forme onde	79
Processus permanent	64	Interface intellectuelle	80
Les phases de la révolution citoyenne	64	Éducation populaire	80
Les caractéristiques	65	La plateforme est le point de jonction	81
Nourrir les transitions de phase	65	L'action fait l'organisation	82
La stratégie de l'unification populaire	66	Individuation, mouvement et réseau	83
S'approprier l'histoire de l'émancipation	66	CONCLUSION	84
		L'osmose	85
		La guerre du vocabulaire	86

Avant dire

.....

Le nombre des descriptions faites de «la France insoumise» par des gens qui n'en connaissent rien réellement nous a incités à peindre notre propre tableau sur le sujet. Peut-être permettrons-nous ainsi d'avoir le débat honnête sur les formes de l'organisation politique à notre époque pour un mouvement révolutionnaire populaire de masse. Il aurait fallu le faire depuis longtemps. Mais ces pages permettront sans doute de nous connaître d'une autre façon et de faire mesurer la nouveauté absolue qu'incarne notre mouvement. Mais aussi de comprendre les raisons qui nous ont conduits à faire le choix d'un bouleversement complet des habitudes et routines qui prévalaient partout ailleurs. Car depuis sa fondation, les insoumis ont assumé un effort de réflexion persévérant et sérieux sur ce thème. Il ne retient pas l'attention des bureaucraties blasées de la politique. Il en va tout autrement dans la société. Les expériences populaires telles que «Nuit Debout», «les Gilets jaunes» ou «Bloquons tout» témoignent dans la sphère populaire d'une authentique recherche de formes nouvelles d'action des mobilisations politiques. En tirer des enseignements concrets n'intéresse aucune autre force politique, sinon la nôtre.

Il est alors d'autant plus déplorable de voir tant de plumes à gages refuser de s'y intéresser pour se limiter à colporter à notre sujet des ragots ou des confidences venimeuses vendus comme des «révélations» ou même des «enquêtes». Car souvent nous aurions préféré être aidés dans nos efforts par la lumière d'un débat. D'autant que dans notre esprits comme dans notre pratique concrète, la forme actuelle du «mouvement Insoumis» n'est pas considérée comme «définitive». Nous sommes donc conscients de la difficulté à mettre en discussion les problèmes soulevés par la différence des modes opératoires des organisations politiques dans l'histoire de la gauche. Pourtant la question a déjà eu un effet déflagratoire dans le passé, comme l'a montré en France la scission des communistes et des socialistes au congrès de Tours de 1920. Et avant cela celles du même type à l'origine de l'Internationale socialiste ou à la fondation de la Confédération générale du travail (CGT).

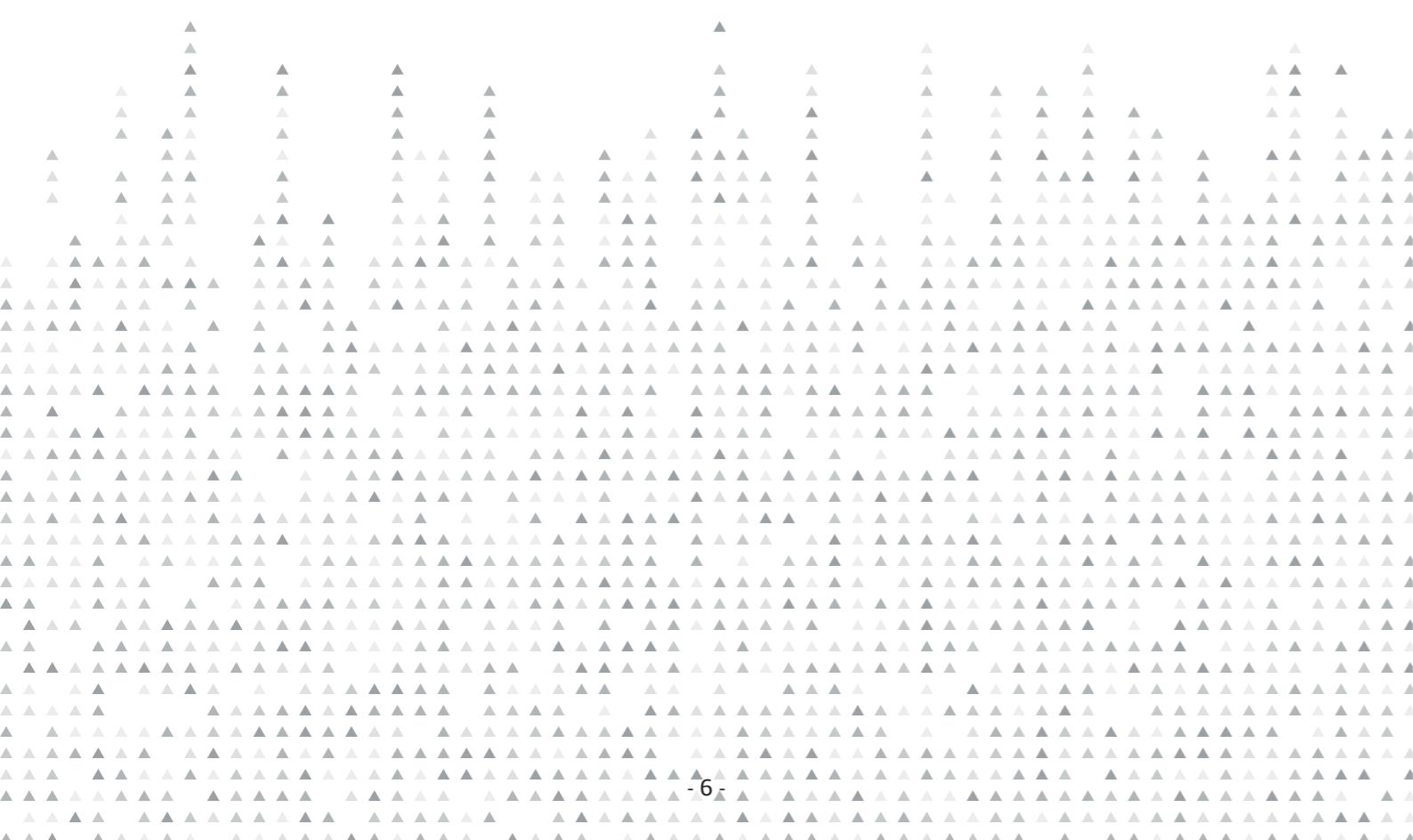
Certes notre mouvement lui-même a déjà produit des documents pour se décrire. Un d'entre eux a été édité sous la forme d'une brochure de Manuel Bompard et Clémence Guetté, distribuée aux nouveaux participants. Ses contours sont présentés sur la page d'accueil du site de la France insoumise et davantage encore dans l'application «Action Populaire». D'un autre côté, dans le cadre des écoles internes de formation, une présentation en profondeur est faite en relation avec la théorie de «l'ère du peuple». De nombreux autres partis dans le monde sont venus nous rencontrer en mission d'étude. À plusieurs reprises, des envoyés insoumis ont été à leur tour en observation dans le monde, mais aussi pour installer des copies de notre plateforme «Action Populaire» ou présenter la théorie de «l'ère du peuple».

Le travail d'écriture de notre récit a été toujours retardé par la masse des autres devoirs de nos responsabilités. Ici une trame a été rédigée par Jean-Luc Mélenchon puis elle a circulé pendant trois ans entre ceux qui avaient eu à connaître en première ligne le fonctionnement du mouvement. Ils figurent souvent dans la liste de ses fondateurs et acteurs depuis le premier jour. Manuel Bompard, Mathilde Panot, Clémence Guetté, Antoine Salles-Papou, Alexandra Mortet, Lise Maillard, Paola Collado et Francis Parny ont donc pris leur part aux étapes de la rédaction. Chacun a fait ses propositions de plan, d'ajouts et de retraits. Qu'ils en soient remerciés avec reconnaissance car on les sait eux aussi engloutis sous les tâches d'écriture de toutes sortes, sans oublier la part de la vie concrète de l'organisation qu'ils assument, pour ne parler que de cela. D'autres éditions de ce document seront sans doute mieux documentées encore. Comme toutes choses dans le monde des insoumis, tout cela bouge et bougera encore.

Bien sûr, il existe aussi divers livres et articles de presse sur le mouvement Insoumis. Ils sont hélas d'une faible valeur intellectuelle. En effet, leurs auteurs se gardent bien de dire qu'ils sont parfois eux-mêmes des militants politiques adverses ou des «journalistes» qui ne le sont pas moins. Mettons de côté ceux dont le projet se résume à nuire pour le compte de commanditaires et qui nous ont qualifiés de «secte». Ils ne méritent ni attention ni respect puisqu'ils sont seulement une des entrées de l'extrême droite médiatique et de quelques agences étrangères pour disqualifier le seul obstacle politique cohérent qu'elle rencontre en France. Mais il faut surtout noter combien, le plus souvent, le travail des autres consiste pour l'essentiel à plaquer sur le mouvement Insoumis des normes d'évaluation correspondant aux préjugés de leurs auteurs sur ce que doit être une «bonne organisation» sans tenir aucun compte du projet et de la méthode spécifique des fondateurs. Reconnaissions que nous nous serions épargné bien des difficultés en allant nous-mêmes au-devant du travail de présentation et d'explication qui aurait pu nous éviter d'être exclusivement décrits par nos adversaires et nos frustrés. Ou pire par des gens qui ne savent rien de notre fonctionnement concret réel. Car nous avons pu observer comment plusieurs de ces auteurs ignoraient tout du maniement des plateformes et outils numériques du mouvement, pourtant en accès libre. Néanmoins, ils sont au centre de l'identité et du fonctionnement réel de notre organisation. Alors, quand des boucles de messagerie départementales ou nationales délibèrent trois fois dans une journée, l'observateur archaïque ou partisan regrette l'absence de convocation par la poste huit jours avant et le vote à main levée des seuls présents en «réunion présentielle»...

Une conception construite

.....



Loin de la caricature médiatique du mouvement Insoumis vertical et «dirigé» par un petit noyau de personnes, ou bien à l'inverse celle d'un agrégat «gazeux» sans forme réelle, la France insoumise est le résultat d'une conception où l'on a plutôt cherché le moyen d'éviter ces deux écueils. Pour nous, militants de longue date, cela commençait par le devoir d'interroger nos propres pratiques dans le passé. Depuis, cette méthode de l'auto-interrogation est restée permanente. Nous avons décidé d'être constamment en évolution au fur et à mesure des expériences, sans aucune sacralisation de notre propre passé récent. Et cela quand bien même, rappelons-le, il est rempli de succès sans précédent dans l'histoire de la gauche. Le mouvement adapte en permanence et sur de nouvelles bases ses méthodes, ses modes opératoires et ses formes de relation à la société. Il a donc délibérément entrepris de se redéfinir sans cesse. Cette méthode est devenue un fait identitaire pour nous. Nous différons en cela totalement, sous cet angle aussi, des partis traditionnels dont l'instinct de survie se confond avec un vigoureux conservatisme dans ce domaine... Pour nous, depuis le premier jour, une organisation politique est un produit de son époque. Sa forme n'est donc pas plus immuable que la société elle-même. Surtout si l'on accepte de comprendre le rôle structurant des moyens techniques utilisés. Une organisation politique est toujours le produit d'une réalité historique. C'est-à-dire le résultat d'un ensemble de conditions données dans une époque donnée. Le mouvement Insoumis se déploie en le sachant. D'où tirerait-il un modèle ? Ni les fantômes du passé, ni les zombies du présent, n'ont à proposer quoique ce soit d'autre que des coteries de professionnels à gages. Ils restent sans pratiques ni attaches dans ces masses de millions de gens qui nous intéressent prioritairement. Ils les ont dégoutés de la politique et sont donc autant leurs victimes que celles du système qu'ils ont maintenu en vie.

PREMIÈRE PARTIE : **LA QUESTION POSÉE**

.....

Notre travail dans ces pages est réalisé à partir d'une méthode de pensée : le matérialisme historique. Cette méthode nous conduit à chercher à préciser comment notre organisation s'insère dans l'accomplissement du processus historique populaire spécifique de notre époque et dans la réalité du capitalisme de notre temps. Le processus que nous avons découvert et auquel nous nous référons est un produit de la civilisation urbaine. C'est «la révolution citoyenne». Celle-ci prend des formes et des contenus spécifiques par rapport aux autres formes de révolutions identifiées dans le passé. C'est une révolution où les rapports juridiques de domination, les conditions politiques de la décision publique, les rapports sociaux de propriété sont mis en cause à travers certaines étapes d'activités populaires insurrectionnelles. Elles ont un fil conducteur. Il s'agit de la volonté de contrôle des gens sur le déroulement et l'organisation des conditions de leur vie quotidienne. Les insoumis agissent donc au service de l'aboutissement positif de ce processus. Leur méthode est l'auto-organisation populaire et la convocation d'une Assemblée Constituante comme paroxysme au terme d'un processus où le peuple définit ses droits politiques en relation avec la recherche de ce qu'il considère comme l'intérêt général.

Notre mode d'action est «un pied dedans, un pied dehors». C'est-à-dire aussi bien dans l'action institutionnelle que dans l'action populaire de base comme le soutien aux grèves, les manifestations, les collectes de soutien et autres actions auto-organisées. Notre mouvement cherche ainsi à mettre à profit sa position dans les deux champs pour permettre leur articulation dans un processus unique. Par exemple lorsque des lois sociales importantes sont débattues dans les assemblées et combattues dans la rue. Cette pratique est celle d'une politique qui vise une symbiose continue avec l'action populaire de terrain. Cela suppose de savoir distinguer les nouveautés produites par l'évolution de la société et les nouvelles formes de sociabilité dans lesquelles s'inscrit l'action politique.

UN NOUVEL ACTEUR

Le but du mouvement Insoumis est de passer à une autre forme de société, en rupture avec les règles du capitalisme, son productivisme aveugle, sa prédatation exponentielle sur la planète et sa maltraitance sociale généralisée. Son action vise donc à faire de ceux qui sont intéressés à réaliser cette tâche un bloc politique cohérent dont le programme soit majoritaire dans la société. Pour nous c'est «le peuple». Certes le mot peut prêter à confusion car il a désigné des réalités différentes au fil des siècles. Voici sa présentation en résumé. Ici il s'agit d'une réalité sociale différente de celle nommée «classe ouvrière». Il englobe cette dernière mais il ne s'y résume pas. Contrairement à elle, il ne se définit pas uniquement par sa place dans la production marchande : il s'agit d'un «agrégat social» dont la coagulation politique vient de sa dépendance à l'ensemble du processus de circulation par lequel se réalise concrètement l'accumulation capitaliste ! Pour autant il prend place socialement dans une opposition frontale avec un adversaire qui veut étendre sa domination à tous les rouages de la société. Le peuple le lui conteste, il réclame la répartition des richesses dès la production mais aussi dans toutes les étapes suivantes de la réalisation de la valeur contribuant à l'accumulation du capital. Il met en cause aussi la conception même de la production et de son utilité. Il met à l'ordre du jour la gestion collective des biens communs et les relations entre les personnes et avec la nature. Notre vision de cette conflictualité oppose donc «le peuple» à «l'oligarchie» maîtresse de la société. En l'absence de «révolution socialiste» depuis la chute de l'URSS en 1991, les peuples se sont affirmés au fil de deux décennies par des «révoltes citoyennes» en Amérique latine, dans le monde arabe et en Asie. Pour l'identifier nous avons mené un travail théorique approfondi pour les analyser méthodiquement et cerner leur identité sociale et leur action politique. Cela s'est fait en étudiant les conditions matérielles de leur émergence et la nature de leur insertion dans les rapports sociaux de notre époque. Mais aussi en étudiant les modes d'interventions sociale et politique dans la vingtaine de pays où «le peuple» est entré ainsi dans ce type de révolution politique.

Nous avons défini le peuple de notre temps dans un registre matérialiste c'est-à-dire à partir de sa place dans les rapports sociaux. Nous avons alors identifié sa dépendance aux réseaux du collectif comme ceux de l'eau, de l'électricité, de l'alimentation qui rendent possibles la production et la reproduction de la vie matérielle des populations. Cependant nous n'avons jamais réduit cet acteur à cela, ni supposé que sa conscience de soi serait le «reflet» mécanique de ses conditions sociales. Notre travail inclut donc aussi l'identification de nouveaux types de rapports sociaux, culturels et interpersonnels, issus de l'individuation caractéristique de notre époque. Mais contrairement aux analyses superficielles, nous n'avons pas confondu ce processus avec un désir égoïste d'isolement de l'individu. Nous l'avons identifié bien au contraire comme un mode nouveau de maîtrise dans des relations d'interdépendance devenues plus complexes et étendues.

LA VILLE PRODUIT DE LA POLITIQUE

Le matérialisme historique exige de prendre en considération l'ensemble des paramètres à l'intérieur desquels se déroulent la vie quotidienne et l'action politique qu'elle produit. Ils sont souvent invisibilisés par nos routines mentales. Ici a surgi pour nous un premier constat : la forme de l'action politique est dépendante de l'espace matériel dans lequel le milieu social visé se déploie. La ville dans son ensemble, ou encore le quartier, l'entreprise, chaque lieu est aussi une sorte de concentré socioculturel de la société. On l'a bien vu quand les grands rassemblements ouvriers se faisaient dans et grâce à l'existence d'entreprises elles-mêmes de grandes tailles. Ou quand la barricade est venue couper les rues des villes où se trouvaient les sièges physiques des institutions. Ou quand l'occupation des ronds-points a structuré la révolte des Gilets jaunes. D'ailleurs on trouve dès l'Antiquité romaine de Paris une manifestation urbaine de légionnaires hostiles à leur départ en Orient. Les légionnaires se mirent en chemin tous ensemble vers le siège du pouvoir à l'île de la Cité. La rue a fait d'un rendez-vous commun une autre réalité : la manifestation.

Un lieu n'est jamais un espace inerte en forme d'arrière-plan neutre. L'espace est au contraire une production historique et une des coordonnées fondamentales de toute action politique. Le Parti d'autrefois correspondait à une configuration sociale particulière de l'espace. Le mouvement populaire d'aujourd'hui traite avec une autre réalité qui structure toute son existence. L'émergence de la civilisation urbaine a d'abord pour résultat de modifier la conscience de soi de ceux qui y vivent.

LE TEMPS SOCIAL PRODUIT DU CONFLIT

Le Temps est l'autre dimension sociale élémentaire structurant la réalité sociale. Il n'est pas question ici du temps tel que le mesurent les divers instruments de mesure comme le réveil, la montre, l'horloge, etc. Il s'agit des séquences d'activité diverses qui s'enchaînent et structurent le déroulement de notre existence. Qui a vu le tableau «L'Angélus» connaît la conjonction autrefois de l'heure de la prière avec celle de la fin des travaux champêtres quotidiens. On y voit en effet un couple de paysans du dix-neuvième siècle, dans son champ, à l'heure de la prière quotidienne de l'angélus. Le rythme et le cycle des temps sociaux sont une composante physique de la réalité sociale. C'est son métronome. Le temps contraint par le contrat de travail et le temps libre où l'on fait ce que l'on est censé vouloir sont notoirement deux formes du temps social. Leur déploiement donne son rythme à toute la vie quotidienne. Tout autant que le jour et la nuit, maîtres des horloges circadiennes du corps humain, l'amplitude du temps contraint et du temps libre ainsi que leurs usages sont eux-mêmes des rapports sociaux. Ils sont eux aussi façonnés par des dominations et des résistances à celles-ci. Les horaires de mobilité générale dans les artères urbaines, par exemple. Ce sont autant de pulsations, en apparence spontanées, structurantes pour la vie quotidienne qui s'y déroulent. On peut dire alors que le temps est une propriété de l'univers social. Sa mesure correspond d'abord à l'époque qui la réclame. Aucune organisation politique ne peut vivre «hors du temps». Prendre en compte cette dépendance a des conséquences structurantes.

COLLAPSE DES TEMPS SOCIAUX

La première horloge publique à Paris date de 1371. Elle est installée sur l'île de la Cité où siège le pouvoir administratif de l'époque. On s'amusera de savoir que la plus ancienne société par actions de notre pays date de 1372 et concerne la propriété d'un ensemble de moulins autour de Toulouse. Une conjonction significative. La mesure méthodique et mécanique du temps naît à l'étape du mode de production qui le rend possible mais aussi qui le rend nécessaire. L'horloge naît de la capacité technique de cranter des rouages fins mais aussi avec le besoin de mesurer le temps pour l'attribuer au travail, à la prière, à l'étude ou au repos. Cela suppose la division du travail lui-même. Le temps mesuré rend possible la soumission coordonnée de chacun. Il délimite pour l'actionnaire le temps de travail payé, le temps gratuit de l'exploitation, et les temps subalternes liés à eux. La synchronie des temps sociaux s'est construite dans le passé profond à partir d'une organisation générale de la société et de la répartition des rôles sociaux. Notre époque au contraire est témoin d'un *collapse* des temps sociaux. L'aspect le plus fondamental parmi des dizaines de manifestations de ce *collapse* est celui qui oppose le temps des tâches de reproduction sociale et celui du reste des autres temps sociaux qui l'environnent, le menacent, le percutent, l'explosent du fait de l'entrée massive des femmes dans la sphère du travail salarié et de ses temps dominés strictement contraints. Dans ces conditions les luttes féministes ne sont pas une dimension sociétale s'ajoutant aux conditions du bien-être des sociétés mais plutôt une réplique sociale à la concurrence des temps socialement genrés. Le temps socialisé produit un conflit social central dans l'ère du peuple. En identifiant ses manifestations on étend l'action politique dans l'ordre du vécu quotidien intime de tous.

LES MOYENS TECHNIQUES DE L'ACTION

Ces deux exemples concernant le cadre fondamental de l'action montrent comment l'analyse matérialiste doit sans cesse réintégrer dans son déroulement un regard vigilant sur les conditions concrètes de la production de la réalité dans son ensemble. Une façon de le pratiquer est alors de l'appliquer à l'action politique elle-même. C'est une autre réalité bien concrète. Mais elle n'est jamais intégrée à la réflexion pour comprendre l'obsolescence des organisations traditionnelles. Pourtant l'action politique a toujours été directement liée aux moyens techniques dont elle usait pour organiser les relations d'une part entre les membres d'une organisation et d'autre part avec la société. Cette évidence n'est jamais pensée autrement que comme s'il s'agissait d'un arrière-plan neutre. La thèse des insoumis est toute autre. Concrètement, pour nous, l'existence d'une sphère numérique globale fonde une relation sociale d'une nouveauté aussi grande que l'a été la création de l'agora de l'Antiquité. Ou bien le surgissement des «chaînes» YouTube, TikTok et autres fonctionnent comme un écho de la naissance de la presse d'opinion dans le processus de 1789. Camille Desmoulins, Jean-Paul Marat et le Père Duchesne ont leurs héritiers : femmes et hommes blogueurs, influenceurs, streamers et autres. Elle affecte la totalité des actions dont elle devient le support et cela autant pour la forme que pour le fond. Les boucles de messagerie, l'immédiateté, la diffusion individuelle de masse et combien d'autres données sont entrées dans le quotidien de la vie militante. Elles en ont redéfini tous les aspects. Un absurde passéisme prétend en hiérarchiser la légitimité. Le SMS serait moins « officiel » qu'un courriel qui lui le serait moins qu'une enveloppe timbrée... Ainsi vont les ombres portées de la routine.

Espace, temps, moyens de contact social sont ces trois dimensions cachées, faussement neutralisées faute de pensée à leur sujet. Leur réinsertion dans la pensée militante intervient comme une des conditions de base de l'entrée en scène du «mouvement». Mais au-delà, tout cela inaugure une façon de poser le problème de la forme de l'organisation en relation avec son environnement externe et non en fonction des coutumes internes héritées d'un passé technique et sociétal révolu.

DEUXIÈME PARTIE : **LES RÉPONSES DU PASSÉ**

.....



Pour le sens commun, la «politique» est une activité particulière qu'accomplissent ces organisations spécialisées qu'on nomme «partis». Leur aire d'activité sont les diverses élections et la vie des assemblées dans lesquelles siègent les élus labellisés par les partis. Ces partis mènent traditionnellement des campagnes de communication pendant les élections. Ils y proposent des programmes plus ou moins précis. Pour eux tout se passe comme si l'opinion des électeurs constituait un «marché» auquel ils présentent une «offre». Ce système décalque finalement en tous points les aspects dominants de la société de marché dans laquelle il prend place et à laquelle adhèrent ses gestionnaires.

Cependant, dans le passé, une autre vision a prévalu. Elle faisait des partis politiques des organes d'expression et d'action des classes sociales. Tel fut le cas des «partis ouvriers» de la gauche au dix-neuvième et au vingtième siècles. Le lien est alors d'une autre nature. La nouvelle pratique portée par le mouvement Insoumis est pour partie héritière de cette façon de penser l'action politique.

Il est donc utile de proposer d'abord un rappel sommaire de ce qu'a été l'histoire des organisations représentatives de la gauche. Car elle constitue encore aujourd'hui, pour une bonne part, la matrice non-dite des structures contemporaines qui en sont issues. C'est le cas pour nous. Connaître cette histoire, c'est aussi apprendre à repérer ce qu'il en reste dans le présent. Et c'est ainsi mieux comprendre pourquoi elles ne sont rien d'autre que des constructions toujours matière à discussion liées à un contexte largement disparu depuis. Certes la nature même du mouvement Insoumis interdit que ce récit sur l'histoire soit proposé comme celui de notre organisation. Chacun gardera évidemment sa liberté totale d'interprétation des événements et des étapes qui sont rapportées ici. Mais des repères sont fournis qui doivent permettre la production d'une mémoire critique collective.

AU TEMPS D'ORIGINE

En France, on constate d'abord les structures d'action politique antisystème avec le réseau des clubs révolutionnaires de la révolution de 1789. Ils fonctionnent comme des organisations structurées autour de débats philosophiques et programmatiques puis stratégiques. Enfin, ils deviennent des lieux de conduite d'actions. Ce fut le cas à Paris au fil des évènements révolutionnaires. La tenue de réunions d'affiliés et leurs rites de conduite, la correspondance et le compte rendu comme mode de connexion des membres ont été ses temps internes essentiels.

On pourrait également établir un lien entre la pratique des loges maçonniques de la bourgeoisie et de la noblesse libertines passant à celle des clubs révolutionnaires leur succédant. Mais aussi, avant cela, les cercles ou «académies» de la période des «Lumières» résistant dans la clandestinité aux répressions de l'Église. Dans tous les cas, quand l'action populaire s'engage dans un processus révolutionnaire, elle se dote aussitôt de ses propres outils et organes distincts de tous ceux qui l'ont précédé. Ce sont par exemple des structures d'action directe comme les sections de la Commune de Paris à partir de 1790. Elles interviennent jusque par des invasions de l'Assemblée nationale pour forcer le vote des élus. L'articulation entre ces niveaux d'action politique est déjà une question posée aux protagonistes de l'époque. Cet exemple réunit déjà les trois modes permanents de la vie d'une organisation : la production d'échanges internes à propos de la situation de la société, la définition en commun d'objectifs et un mode opératoire dans la société. Les moyens techniques mis en œuvre dans l'action sont alors limités. C'est l'imprimerie, la poste, les prises de parole publiques, les chansons, le journal d'opinion.

Autre remarque : tout cela est déjà rendu possible seulement du fait des conditions de rencontres que l'espace urbain organise. Il faut des rues pour les manifestations, des salles pour les réunions, des bistrots pour les échanges, une Poste et donc des adresses pour les messages. La preuve du contraire existe. La Grande Jacquerie de 1358, massive révolte de la paysannerie concomitante à la révolution parisienne d'Étienne Marcel pendant la captivité en Angleterre du roi Jean II dit «le Bon», reste l'angle mort des récits sur la révolution en cours dans les villes de l'époque. Mais les faits et gestes des bourgeois et des corporations des villes de l'époque nourrissent une abondante masse de témoignages. Ces documents confisquent le récit et absorbent de ce même coup toute la réalité dont le récit des historiens rend compte. Le milieu rural, de tradition orale et aux relations distendues, est incapable d'en tirer quelque transmission que ce soit. Cet imaginaire amputé ne produira plus un écho après plus d'un an et demi de répression violente pour effacer à peine un mois d'action paysanne.

En toute hypothèse, «les temps de contacts» rendus disponibles par la vie urbaine profondément socialisée produisent la composition des structures d'action, leurs moyens et leurs rythmes d'action. L'activité révolutionnaire hérite directement du cadre et des relations sociales qui la provoquent.

«LE MOUVEMENT OUVRIER»

Le «mouvement ouvrier» est la dénomination pour désigner l'ample galaxie des organisations de toutes sortes qui furent un temps la réalité sociale, culturelle et politique de la classe ouvrière. Solidement organisée et amplement diffusée, il prolonge la gauche politique telle que la Révolution de 1789 l'avait laissée. Mais bien sûr il naît avec la classe ouvrière elle-même. C'est-à-dire avec le mode de production capitaliste industriel et les rapports sociaux qu'il généralise à partir du milieu du dix-neuvième siècle jusqu'à la fin du vingtième. En France, cette production se fait dans un registre particulier. La classe ouvrière y est une entité plus diffuse que dans les autres pays où l'industrialisation et l'urbanisation ont eu lieu plus tôt et plus vite. La vocation «messianique» du peuple surgit du rôle qu'il a joué pendant la première Révolution. Il est l'héritier de la déclaration des droits universels et de la nouvelle citoyenneté acquise par la Révolution. La thèse marxiste de la classe ouvrière révolutionnaire émancipant la société en s'émancipant elle-même est un rôle assumé dans les doctrines de l'époque alors même que les conditions sociales n'en étaient pas encore réunies. Mais de nouveau, des moyens matériels et des lieux spécifiques ont structuré pour cela cette catégorie sociale et les organisations qu'elle produit.

Puis à partir de la Première Guerre mondiale, l'organisation fordiste de la production a imposé ses méthodes. Pour résoudre des questions de productivité, et donc de profit, l'industrie capitaliste va considérablement accroître pendant cette période la taille des usines et le nombre des ouvriers employés à les faire produire. Les collectifs de travail deviennent beaucoup plus amples. Des dizaines de milliers de travailleurs peuvent être alors concentrés sur un site de production. Du côté de la consommation, le modèle fordiste favorise aussi l'uniformisation des biens et des modes de vie comme un des facteurs décisifs de l'accumulation. Le modèle consumériste du capitalisme a même prouvé sa capacité à créer des «traditions» désirables. Ainsi homogénéisait-il par des comportements communs profitables à un secteur de l'économie. Le premier exemple en a été donné aux États-Unis avec la propagation par la publicité au lendemain de la Première Guerre mondiale d'un modèle de petit déjeuner «bacon-œufs», pourtant inconnu auparavant dans le monde anglo-saxon. Le lobby de l'agro-alimentaire payait pour élargir son marché de consommateurs au moment où lui-même augmentait sa production en mécanisant à outrance le travail agricole... Cette homogénéisation massive dans le travail et la consommation est alors à l'origine de cette «conscience de classe» commune attendue du mouvement ouvrier.

CLASSE D'INTÉRÊT COMMUN

À l'origine, «le mouvement ouvrier» commence en France avec la nébuleuse des Bourses du travail. Pour ceux qui les fréquentent, elles produisent, par leur activité concrète, la conscience de soi d'un «peuple ouvrier». Elles sont le lieu de pratiques régulières d'activités mêlant l'appel à des compétences interprofessionnelles et des actions revendicatives communes. Ensuite viennent les syndicats dans les ateliers.

En Angleterre, pays phare de la mutation capitaliste du mode de production global, les syndicats émergent à partir de revendications liées aux conditions de travail et aux salaires. Ils organisent alors pour la première fois en une classe d'intérêts communs des individus sans liens, auparavant écrasés de travail et de misère. Les uns sont arrachés à la plèbe des villes, les autres à la paysannerie très pauvre éjectée des campagnes. Leur concentration dans des lieux partagés de travail et de vie leur assigne vite une identité commune. Les syndicats créeront ensuite leur parti politique pour se porter, par ce moyen, candidats au pouvoir politique sur la société tout entière. Le modèle se propagera à toute l'Europe. Soit le syndicat crée le parti, soit le parti crée le syndicat.

Un continuum d'intérêts, de formes d'action, de lieux de présence faisait ainsi d'une identité sociale, pour finir, une identité politique. Cette description comporte de nombreuses variantes en fonction des pays et des époques. Mais au total cela se réalisait comme le résultat d'une manière de vivre. En effet, tous les moments de la vie sociale des ouvriers étaient alors inclus dans une continuité de conditions communes à tous. Le coron, comme lieu d'habitation, en est une figure représentative. Le bistrot, la place centrale de l'usine ou de la mine, sont à la fois des lieux où se déroulent des moments sociaux spécifiques mais aussi des temps particuliers de l'action politique. Ce que veut dire «le parti» ne peut donc être compris si on le disjoint de cette matrice culturelle formatant la classe qu'il représente politiquement. Il ne pouvait se concevoir non plus en dehors d'une culture générale de l'organisation elle-même. Celle-ci ne tombait pas du ciel. Elle correspondait étroitement aux schémas venus de la production, du maniement des outils de travail, et à ses hiérarchies de fonctionnement. Les formes de la division du travail politique s'en décalquent. La nouveauté de la forme d'organisation politique en «parti de classe» s'affirmait à l'intérieur de ce qui constituait un continuum social hautement inclusif.

SOCIÉTÉ DANS LA SOCIÉTÉ

Après la Seconde Guerre mondiale, la transformation des villes avec la construction des «grands ensembles» a montré comment l'habitat ouvrier concentré du passé pouvait fournir un modèle de «machine à habiter» uniformisant les modes de vie et les comportements urbains. Cette période correspond dans les pays occidentaux à l'apogée du monde ouvrier. Celui-ci avait alors une capacité à organiser une véritable «société dans la société» unifiant le milieu social ouvrier dans un ensemble de cadres communs. Tous les moments de vie pouvaient être impliqués. Et c'est bien ce que produisait l'activité d'un ensemble d'instruments spécifiques tels que les mutuelles, les coopératives d'achat, les comités d'entreprise, les cantines, les centres de loisirs et les colonies de vacances. À cela s'ajoutait l'activité des municipalités «rouges» en France et dans toute l'Europe qui inventait les habitations à bon marché (HBM), les piscines et les bibliothèques municipales. Ce monde a été poussé vers une homogénéisation sociale toujours plus intense dans tous les aspects de la vie quotidienne. Il va développer une tendance «inclusive» très forte par l'aspiration aux mêmes consommations, vêtements et musiques. Il y a eu là un terreau fertile pour des organisations politiques ouvrières à leur tour très intégratrices pour les individus. Un fort continuum social ouvrier s'affirmait entre les lieux de production et ceux de la vie courante. Cela ne pouvait manquer de formater les pensées et les comportements sociaux qui s'y rapportaient. Les organisations politiques spécifiques, massives et hiérarchisées les reflétaient et s'en légitimaient. Tout y contribuait.

Un rapport de force permanent s'en déduisait. Pendant un long temps, il s'est aussi combiné avec la situation géopolitique générale issue de la Première Guerre mondiale. La peur de l'expansion de l'URSS a directement contribué au rapport de force entre les classes en Europe de l'Ouest. Cette peur est aggravée après la Seconde Guerre mondiale et la formation du «bloc de l'Est» communiste et de son alliance militaire, le «pacte de Varsovie». D'un autre côté, le modèle de compétition entre les capitalismes se faisait dans le cadre et avec l'appui de l'État-nation. Cela aussi obligeait ce capitalisme à un compromis global avec le monde du travail. Il garantissait alors progressivement au travailleur salarié un statut stable qui confortait à son tour l'identification et l'ancrage dans un univers social et politique stable. Plus que jamais, l'attelage syndicat-parti produisait un effet de faveur pour la classe ouvrière organisée. Au lendemain de la guerre, le taux de syndicalisation est quatre fois plus élevé qu'aujourd'hui. L'identité politique ouvrière homogène permet une conscience de classe et donc une organisation commune qui dit l'incarner. Tout cela s'est disloqué depuis.

PRODUCTION DE LA CONSCIENCE POLITIQUE

Ce schéma postule comment pour que l'organisation se constitue, tout commence alors avec la prise de conscience de soi dans la classe concernée. Comment se construit la conscience de soi d'une classe sociale dominée ? Des précédents nous l'apprennent. La conscience, c'est d'abord celle de sa propre existence et donc celle des relations qui la constituent. Toute condition sociale crée sa conscience de soi. La conscience politique émerge donc de la situation ordinaire dans laquelle évoluent les individus.

Ici on doit un rappel sur le sens des mots. Le matérialisme historique marxiste distingue la classe «en soi» de la classe «pour soi». C'est une distinction utile pour discerner les étapes de l'analyse. Dans ce cadre, il y a une classe dont l'existence est décrite par les conditions d'exploitation de sa force de travail, et sa position dans les rapports de production en général. Le contrat de travail est le document juridique qui l'établit. Mais cette classe existe ensuite comme telle aux yeux de ceux qui la composent. Sans doute aussi parce qu'elle apparaît comme telle dans les yeux de ceux qui la redoutent. En tous cas, elle en fait l'expérience dans son existence concrète. Surtout par la conflictualité inévitable avec ceux qui exploitent son travail. Ces derniers sont les propriétaires des moyens de production qui achètent la force de travail.

Mais on sait aussi comment cette auto-identification se construit par l'ensemble des rapports socio-culturels ordinaires du quotidien : vêture, parler, domicile, rites sociaux ou culinaires et autres. Ces rites et coutumes sont les outils de l'inclusion de chacun dans le collectif. Leur valeur inclusive est à maints égards souvent aussi leur raison d'être. La valeur inclusive est à nos yeux la facette cachée de la valeur d'usage et de la valeur d'échange de toute marchandise, inclus les rites de la production.

«CONSCIENTISATION»

La classe «en soi» est une situation objective. Ce sont des personnes partageant des conditions de vie similaires, parfois identiques. C'est bien vite un statut juridique : elle existe dans l'acte de vente de sa force de travail qu'est le contrat de travail. La classe «pour soi» est un fait subjectif. C'est une forme de «conscience de soi» sociale. C'est une prise en compte de ces conditions de vie partagées et de la possibilité d'une action collective pour les améliorer, d'une organisation basée sur des revendications communes. Mais on aurait tort d'y voir une réalité évanescante et subalterne. Tort aussi de le croire d'intérêt politique secondaire. Marx disait à son époque : «la classe ouvrière est révolutionnaire ou bien elle n'est rien». Cela peut paraître étrange ! Un tel matérialiste attribue à une condition subjective une importance plus grande qu'à un fait objectif, matériellement établi par un document juridique comme le contrat de travail... Mais on ne saurait mieux résumer la situation de l'histoire réelle et concrète : elle se fait par l'action des êtres humains de leur propre chef, dans les conditions de leur temps. Et celle-ci dépend de leur volonté et de l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Cette compréhension est à l'origine de quelques débats qui ont compté dans le passé des congrès du «mouvement ouvrier». Anarchistes, communistes et socialistes ont produit des réponses différentes à ces questions.

Le passage de «l'en soi» au «pour soi» n'est cependant pas un mécanisme de simple transmission du vécu au conscient. L'acquisition d'une conscience révolutionnaire porteuse d'un projet historique est nécessairement une construction. Un résultat. Où se réalise-t-il ? Dans un apprentissage nécessairement ! Marx en évoque une forme. Il parle en effet du syndicat comme de «l'école du communisme». En France la question fut discutée et disputée. Plus généralement, le passage de «l'en soi» au «pour soi» fut l'un des grands objectifs de l'organisation ouvrière. Les militants ont même forgé un barbarisme pour désigner ce travail : «la conscientisation».

ORGANISATION ORGANIQUE

La polémique entre marxistes et anarchistes a bien souligné les enjeux tels que les percevaient les théoriciens de l'époque. Cette discussion nous intéresse car elle soulève des questions qui restent au moins aussi pertinentes que la façon avec laquelle elles furent tranchées à l'époque.

Délimitée dans la société, au milieu des paysans et des artisans, la classe ouvrière est pensée par ses organisateurs comme une entité qui doit d'abord surmonter ses propres clivages professionnels et statutaires. C'est une condition pour se constituer comme une force sociale et politique, comme un bloc social et idéologique. La vision à l'œuvre est celle d'une classe fusionnelle fondamentalement vouée à «la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat». C'est ce que proclame la fameuse «Charte d'Amiens» du congrès de la CGT française en 1906. Cette conception unit étroitement la lutte quotidienne et le projet politique final. Ainsi est-il d'abord précisé dans cette Charte : «dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc...». L'ancrage de la classe ouvrière dans la défense et la négociation de ses intérêts matériels est ici première et incontournable.

Pour autant, un horizon plus ample est inscrit à l'ordre du jour : le changement de société. La même Charte d'Amiens est très directe sur ce thème. «Mais cette besogne, précise le texte, n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale». Le syndicat est ainsi directement voué à une visée politique révolutionnaire clairement énoncée. Et il adopte une stratégie de combat : la grève générale révolutionnaire comme mode d'affrontement avec la classe dominante. Le plus spectaculaire vient ensuite. Le syndicat est d'abord non seulement l'organisation du quotidien mais plus encore celle du futur. En effet la Charte «considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale». Le syndicat est ainsi la forme de l'organisation future de la société elle-même. Dans cette vision, l'identité sociale de la classe ouvrière devient à elle seule une identité politique prise en charge par l'appartenance syndicale. C'est pourquoi, dit le texte, les travailleurs «quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, ont un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat». L'organisation dans ce cas est la forme organique qui

fait le lien entre «l'en soi» et le «pour soi» dans un projet global de transformation sociale radicale. Ici les mots et la thèse sont ceux des anarchistes qui gagnent ce congrès de la CGT.

CLASSE OUVRIÈRE FUSIONNELLE

Vient la question toujours posée jusqu'à notre époque. Comment concilier diversité des points de vue et unité organique des travailleurs affiliés ? La Charte, on l'a compris, décrit un mode où l'organisation, son action quotidienne, sa stratégie et le projet de société forment un tout indissociable. Mais pour rendre possible la coexistence de tous dans l'unité d'action, chacun renonce à introduire dans le syndicat les débats qui diviseraient les travailleurs. Dès lors, dit la Charte, «*pour que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes*». La séparation du syndicat et des partis n'a donc pas pour but d'éviter l'action politique ! Il s'agit, tout au contraire, de la rendre possible avec efficacité pour toute la classe sans autre intermédiaire ni outil d'action que le syndicat. Et dans un but clairement annoncé : la grève générale révolutionnaire. On se demandera si cet objectif continue d'être visé par ceux qui se revendiquent de la Charte parfois très obsessionnellement.

Dans les faits, le lien conflictuel créé par la lutte de classe n'a pas abouti au résultat escompté. Avec la bureaucratisation des organisations au fil du temps, c'est plutôt l'entente de classe qui a prévalu !

INTÉRÊTS DE CLASSE

Les partis issus de la volonté syndicale ou bien ceux qui ont créé le syndicat affichent, dès cette époque initiale, une vision du développement historique vers le socialisme par étapes graduelles. Ils croient à un chemin progressif vers la nouvelle société socialiste. D'une façon générale, cela ne sera pas sans conséquence. Mais sans rien vouloir justifier, disons que cette conviction procédaient de la pratique vécue. En effet, l'intrication avec le mode de production par le biais des négociations sociales, l'incorporation des contraintes et nécessités du cadre dans lequel «son» capitalisme se développe à échelle nationale, tout cela changera vite la donne. «*C'est à l'intérieur du système que se fait la prise d'avantages pour les travailleurs*» me résumera bien plus tard un Premier ministre français se réclamant de la social-démocratie.

Dès le début du courant politique de la social-démocratie, au dix-neuvième siècle, une ample bureaucratie émerge en Allemagne, au cœur du plus puissant de ses partis. Elle développe à son tour, comme toute catégorie sociale, une conscience de soi, de ses intérêts spécifiques et des conditions nécessaires à sa conservation sociale. Elle est alors liée au capitalisme national avec lequel elle négocie les rapports de force et practise à longueur d'année. Elle y trouve son intérêt et recueille des avantages ponctuels pour ses mandants. Mais, de fait, elle accompagne le capitalisme dans sa trajectoire générale. Et lorsque celle-ci le conduit vers la guerre,

elle se montre très vite incapable de tenir sa vocation internationaliste, tout autant que sa promesse révolutionnaire socialiste avant cela. De son côté, l'internationale syndicale se montre également incapable de proposer ou de faire quoi que ce soit. La social-démocratie allemande a pu faire renoncer l'internationale socialiste à la grève générale en cas de guerre, au congrès de Bâle de 1912. Le moment venu, en 1914, elle votera les crédits de guerre contre la France. Et les socialistes français en réplique feront de même. L'échec est total. La construction d'organisations sur la base de négociations d'acquis sociaux s'est avérée fonctionner comme un appariement social et politique d'intérêts communs, plutôt qu'une garantie d'aboutissement de la lutte de classes. Des millions de morts ont été le prix de cet alignement.

ACTION SYNDICALE ET ACTION POLITIQUE

La séparation en France du politique et du syndicat depuis la Charte d'Amiens a fait oublier son caractère exceptionnel en Europe. On souligne souvent le faible taux de syndicalisation des Français. Il est imputé aux supposées «dérives politiques» des syndicats qui les priveraient d'une meilleure participation et de ce fait d'une protection plus avantageuse. La réalité est exactement inverse. Partout en Europe, les syndicats sont liés aux partis sociaux-démocrates. Et cela au prix fort. La tradition est la suivante : un accord entre syndicat et patrons ne s'applique qu'aux ouvriers syndiqués et seulement si le patron appartient lui-même au syndicat patronal qui a signé l'accord de branche. À l'inverse, en France, la loi étend à tous les travailleurs d'une branche les avantages acquis par une négociation. Le résultat est que les Français sont davantage couverts par les bénéfices d'une convention collective que n'importe où ailleurs en Europe.

Au total, dans presque tous les pays d'Europe, l'action syndicale et politique se distinguent certes quant au champ d'expression, mais il s'agit tout de même quasiment d'une seule et même organisation. À l'époque initiale par exemple, les représentants des syndicats anglais votaient dans les congrès du Parti travailliste Labour. C'est toujours le cas. Ce résumé sommaire permet de mieux comprendre pourquoi Lénine et son concept de «parti d'avant-garde révolutionnaire» ont représenté ensuite une nouveauté complète. En fait, c'est une redéfinition du rôle de l'organisation politique par rapport à sa classe sociale de référence. Mais c'est aussi, et peut-être surtout, une nouvelle définition de l'identité et des aptitudes de cette classe.

HOMOGÉNÉISATION OUVRIÈRE

Mais une autre trajectoire du syndicalisme a opéré. Autour de la majorité du petit parti russe de la social-démocratie, une autre version du passage à l'action révolutionnaire socialiste s'est construite. Le parti social-démocrate russe est alors concentré dans les rares bastions ouvriers des usines de deux ou trois grandes villes du pays, notamment Petrograd où se trouvera le cœur de la révolution de 1917. La mobilisation militaire va ouvrir à ses militants, eux-mêmes conscrits, la possibilité d'innombrables contacts avec la population enrégimentée venue de tout

le pays et de toutes les catégories sociales. Depuis le premier jour où les mobilisations de femmes ouvrières à Petrograd font tomber le tsarisme, jusqu'au coup de force et la Révolution d'octobre 1917, la guerre, son organisation et son déroulement, vont réunir les conditions d'uniformisation et de communauté de vie que le développement économique n'avait nullement réalisé avant cela, comme dans les pays où le mouvement ouvrier était bien plus fort.

Mais cette forme d'homogénéisation a pourtant été le facteur décisif d'où est venue l'identité du mouvement ouvrier de cette époque dans tous les pays favorisant la «contagion révolutionnaire». Les conséquences de l'évènement révolutionnaire russe comme résultat des choix de forme d'une organisation politique ont été si considérables ! Car d'une façon résumée et donc assez simplifiante, on pourrait dire «le vingtième siècle a commencé avec la Première Guerre mondiale et il s'est achevé avec la chute de l'URSS». C'est pourquoi il est utile de s'intéresser aux débats dans lesquels les décisions ont été prises. Et tout autant à l'environnement qui les suscitait.

LE SUBSTITUTISME SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE

Léon Trotsky s'interroge sur la raison pour laquelle la Révolution trouva à Petrograd son point d'appui essentiel. Sa réponse fut que la ville d'une façon générale est un concentré des rapports sociaux d'une époque. Dans le cas de Petrograd, la présence de la puissante usine métallurgique Poutilov et des industries du textile très féminisées fournissaient une base sociale d'avant-garde pour l'action. Elle était capable d'entraîner le reste de la société. Mais cette situation restait extrêmement isolée dans l'immense population paysanne russe. Compte tenu des conditions politiques sous la dictature tsariste, la majorité politique à la tête du parti social-démocrate russe développe alors une vision particulière, inhabituelle dans la social-démocratie européenne de l'époque. Cette dernière est installée dans la pratique d'un parti de classe tourné vers les rapports de force ponctuels et la négociation. En Russie, le noyau social-démocrate est capable d'attaquer des banques sous la poigne d'un militant peu connu alors : Staline. Pour la tendance majoritaire (cela se dit «bolcheviks») des sociaux-démocrates russes, le parti est lui-même le dépositaire de la conscience collective du destin historique de la classe ouvrière révolutionnaire. Le parti «injecte» de la conscience révolutionnaire dans une classe ouvrière, supposée incapable de le faire sans lui. Lénine parlera même d'une classe ouvrière en général «spontanément trade-unioniste». Il désignait de cette façon une conscience sociale s'exprimant spontanément dans des revendications syndicales sans projet politique global. Alors, «la classe» devrait recevoir sa conscience révolutionnaire de l'extérieur, par l'action du parti d'avant-garde.

Lorsque la thèse fut formulée, s'insurgeant contre cette conception, Léon Trotsky dénonçait un «substitutisme» dangereux. Il changea d'avis plus tard. Mais à ce moment il produit un diagnostic hélas vérifié. Il y voyait un modèle où la volonté du parti se substitue à celle de la classe, puis celle du comité central à celle du parti, et pour finir le secrétaire général remplacerait le tout. Trotsky avait été président du «soviet» de Petrograd en 1905. Son expérience de l'action révolutionnaire de

masse l'avait convaincu de la capacité spontanée d'initiative révolutionnaire des ouvriers très présents dans cette ville. Une fois de plus, tous les débats à propos de l'organisation politique sont liés à des situations historiques particulières, c'est-à-dire à une forme déterminée de la composition sociale de la société d'une part, et des moyens militants pour entrer en contact avec elle d'autre part. La situation changea, d'autres nécessités dont celles de la guerre civile formatèrent d'autres prolongements des formes de l'action. Le substitutisme contient une dynamique interne implacable. Pour finir le parti-guide devint le parti-État. Et quand l'URSS s'effondre elle n'a été détruite par rien d'autre que par les contradictions des forces qu'elle contenait.

L'ARCHIPEL OUVRIER

Il faut faire un saut en retrait dans l'histoire pour bien comprendre l'arrière-plan qui donnait son sens à la forme de l'organisation du «mouvement ouvrier» quand il se constitua. En effet, ce modèle reproduisait les délimitations d'un monde où un archipel d'ouvriers et leurs usines était environné par un océan de paysannerie. Un monde où le peuple urbain, alors minoritaire, comportait des dizaines de milliers de commerçants, artisans et petits propriétaires de toutes sortes, imbus de leur spécificité sociale. Toute l'action s'inscrivait dans une forme d'organisation politique et sociale correspondant à cet âge particulier du capitalisme et de la société. Car le mode de production capitaliste vient de loin dans le temps. Il n'a jamais été un fait surgissant de rien, ni une forme définie pour toujours. Il a toujours été un processus dont la forme a changé au long cours. Elle a beaucoup varié avec le temps. Ce mode de production s'est généralisé en Europe à partir de 1820 environ.

Sa première crise générale a déjà eu lieu en 1837. Après la phase constitutive du capitalisme industriel, sa forme a évolué à de nombreuses reprises à mesure que le nouveau mode de production contaminait tout l'espace social de la production et de l'échange. Très vite donc, se sont posées des questions politiques d'ordre global dans le milieu ouvrier, première victime des crises. Celles-ci détruisaient ses emplois et ses outils de travail. Pour autant la montée en puissance numérique du monde ouvrier n'abolissait pas au même rythme les autres catégories sociales ni leur représentation politique traditionnelle. Le prolétariat restait alors dans toute l'Europe une minorité parmi la population totale. Et les urbains y étaient très loin d'être aussi nombreux que les ruraux. L'inversion ne se produira pas en Europe avant la deuxième moitié du vingtième siècle. La doctrine socialiste expliquait la cause des crises destructrices. Et elle concluait combien il était essentiel de travailler d'abord à l'unité de l'action ouvrière si l'on voulait entraîner dans le projet révolutionnaire d'autres catégories sociales dominées pour supprimer les crises du capitalisme en le supprimant lui-même. Au total, la délimitation sociale du prolétariat dans la société paysanne et artisanale a conditionné pour la suite la délimitation organisationnelle du «mouvement ouvrier».

CENTRALITÉ DE LA STRATÉGIE

Cette situation donnait par conséquent un rôle central aux questions de stratégie. Tous les raisonnements butaient sur la même difficulté : la classe réputée libératrice est minoritaire dans la société. Et les avis divergent nécessairement sur la stratégie historique à adopter pour entraîner dans un projet politique d'abolition de la propriété des moyens de production des catégories sociales comme les artisans ou les paysans. Certes la question restait théorique tant qu'il s'agissait de simples actions révolutionnaires de rue. Mais elle devenait très concrète en termes électoraux à propos de la conquête d'une majorité parlementaire ! Avec qui s'allier ? Comment concilier cette alliance avec le projet révolutionnaire du socialisme ? Toute stratégie à vocation majoritaire juxtaposait donc deux niveaux d'unification préalablement nécessaires. D'abord celui de l'unité de la classe ouvrière, elle-même fragmentée dans les diverses branches d'activité. Ensuite l'union politique avec les catégories hétérogènes à rallier au combat commun. Dans le premier cas, il s'agissait de construire une conscience commune de soi et de son destin de classe. Dans l'autre, il s'agissait d'allier des catégories sociales en partie opposées par leurs intérêts matériels au programme socialiste. C'est pourquoi les débats stratégiques sur les alliances occupent alors l'essentiel des discussions des directions politiques. Ils devinrent centraux. Le contenu du projet socialiste lui-même, son contenu, ses étapes le sont infiniment moins dans les débats de la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle. Et parfois même ils sont tout simplement inexistants. On est vite loin des débats passionnés sur le sujet des débuts polémiques de Marx lui-même avec le programme du mouvement social-démocrate allemand. La propriété collective des moyens de production et la dictature du prolétariat ne sont plus des sujets : socialistes et communistes en conviennent tous. La stratégie devient la seule question relevant de l'action politique concrète elle-même, puisque pour le reste, la doctrine était déjà gravée dans le marbre de l'idéal socialiste dont l'accomplissement serait l'œuvre de la nécessité historique et de la révolution nécessairement triomphante.

LE CONGRÈS DE TOURS FRANÇAIS ET SA SCISSION

En France, on réalise mieux l'importance des questions sur la forme de l'organisation politique et sur le rapport de celle-ci à son projet politique en l'étudiant dans le contexte si particulier du congrès socialiste français de 1920 à Tours. La discussion entre socialistes et communistes à ce congrès débouche sur une scission et la formation de deux partis distincts. Du fait des légendes entourant ce congrès au fur et à mesure de l'histoire, on sait moins à quel point la question concernant l'organisation interne du parti provoqua la séparation entre eux. Et rien d'autre parmi les questions de doctrine fondamentale. Car sur ce point, les «socialistes maintenus» parlant par la voix de Léon Blum ont affiché sans nuance une adhésion totale, et même un peu caricaturale, au cadre de pensée révolutionnaire marxiste. À cette date, le «parti», c'est encore celui fondé en France en 1905 par la fusion de cinq partis socialistes initiaux. Il a quinze ans. Ce congrès de Tours a lieu tout juste trois ans après la prise du pouvoir par les bolcheviks dans le cadre de la Révolution russe d'octobre 1917. Deux ans plus tôt aussi avait pris fin la guerre mondiale de 1914/1918. Le débat fut celui où l'on établissait la nouvelle identité du Parti socialiste français après ces événements.

LE VRAI DISCOURS DE LÉON BLUM

À ce moment, la révolution russe, suprême réponse à la guerre impérialiste, surplombe les travaux du congrès de Tours. Une légende a été construite ensuite. En scissionnant le parti, Léon Blum se serait opposé au socialisme révolutionnaire au profit du réformisme et de la démocratie interne du parti. Il aurait soutenu le choix d'une ligne légaliste. Il aurait réservé la conquête du pouvoir à la seule voie des urnes. Enfin, il se serait opposé à la dictature du prolétariat. Pourtant il n'y a absolument rien de tout cela dans le discours de Blum. Rien. Il défend même exactement le contraire. Il prône le socialisme révolutionnaire, la conquête du pouvoir par «*tous les moyens, y compris les moyens légaux*». Et il s'indigne qu'on doute de lui à propos de la nécessité de la dictature du prolétariat. Rien de moins ! «*Nous pensons, nous socialistes, que la transformation révolutionnaire de la propriété ne peut s'accomplir que lorsque nous aurons conquis le pouvoir politique*». Un incident intervient à ce moment dans la salle du congrès. Le compte rendu officiel du congrès note un raidissement de l'atmosphère. Des interjections et des cris s'entendent au milieu des applaudissements. La réplique de Blum veut donc mettre un terme à la dispute avec lui. Il va donc choisir des formules plus abruptes pour résumer sa pensée sur la forme de la conquête du pouvoir. C'est pourquoi ce moment nous intéresse.

Un délégué : «*Vous dissiperez toute équivoque en disant qu'il ne s'agit pas, dans votre pensée, de la conquête électorale.*»

Léon Blum : «*On m'invite à dissiper un malentendu. J'allais le faire. La conquête des pouvoirs publics, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie : prise de l'autorité centrale qui, actuellement, s'appelle l'État, par n'importe quels moyens, sans que ni les moyens légaux, ni les moyens illégaux soient exclus. (Applaudissements, bruit) C'est la pensée socialiste.*»

Pour l'humour, imaginons un quelconque des dirigeants du PS actuel en train d'expliquer à la télévision qu'il veut conquérir le pouvoir «par n'importe quel moyen». Et surtout sans exclure d'user de «moyens illégaux» ! Avec ce discours, Léon Blum serait fiché «S» et convoqué au commissariat pour «apologie du terrorisme» !

«*Où est par conséquent le désaccord ?*» demande alors Blum pour expliquer la scission. «*Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les Soviets, mais par le Parti communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste lui-même devenant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier.*»

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Je ne crois pas qu'on ait relevé une seule fois l'énormité de cet aveu de Blum. Pour lui, les soviets exercent une dictature qu'il ne met pas en cause. Et comme ils ne le font pas, le parti avait bel et bien vocation à représenter le prolétariat tout entier même s'il s'agissait d'une «fiction» comme il le dit. Il assume donc combien le parti a vocation à exercer lui-même la dictature du prolétariat. Sur ce point il n'a aucune divergence avec le lééninisme. L'écart est immense entre la fable sur «le réformisme» de Blum et la réalité de son discours.

Il faut souligner encore un point sensible de son propos sur la «dictature des soviets». Car celle-ci n'a jamais existé. Les soviets ont été la forme alors de l'assemblée citoyenne des révolutions contemporaines. Ils ont été le point de jonction et d'unité pour l'action commune entre classe ouvrière, soldats et paysans. Ils existent avant la révolution d'Octobre. Ils sont constitués de personnes élues. Au début, elles sont issues de divers partis. Une constituante aussi avait été élue dans laquelle les bolcheviks (communistes) n'étaient pas majoritaires. Il y avait alors trois structures dirigeantes dans la Russie révolutionnaire : l'assemblée des commissaires, vrai gouvernement du pays, les soviets et la Constituante - les communistes ont mis fin à cette situation ne conservant que le gouvernement et en interdisant les autres partis. En effet les soviets ont d'abord été supprimés, avec l'argument du déperissement de «l'ardeur révolutionnaire» en leur sein. Alors le parti communiste se donne la tache d'assurer la continuité du mouvement révolutionnaire.

Tout le substitutisme est là. Le régime du parti-État pouvait prendre alors toute sa dimension. Blum en est d'accord. Son propos transforme le remplacement des organes de la révolution en une évolution évidente qui ne lui inspire pas un mot de commentaire alors même qu'il s'agit du fond de la question posée par le substitutisme ! Car les soviets ont permis de sceller une alliance (temporaire !) entre classe ouvrière et paysannerie. La ligne de Léon Blum est donc réduite à sa divergence sur le fonctionnement du parti. Et rien d'autre. Une méthode constante des secteurs minoritaires dans toutes les luttes entre factions des bureaucraties de ce type de parti.

«La différence tient, comme je vous l'ai dit, à nos divergences sur l'organisation et sur la conception révolutionnaire. Dictature exercée par le Parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre. (Exclamations)».

Tout tient ici dans cette dernière phrase : «par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre». Un pauvre refuge dans le bruit et la fureur d'une époque pareille.

LA FORME DU PARTI COMME SEUL DÉBAT

Ce débat entre fins spécialistes de la doctrine marxiste (dont tous se réclament) n'a pas lieu dans le vide d'un colloque savant. La date du congrès de Tours dit que nous sommes en pleine période d'extrême agitation sociale. La guerre civile n'est pas finie en Russie. L'Allemagne a connu il y a à peine quelques mois une révolution sociale brisée. L'Italie mûrit une agitation ouvrière qui produit deux ans de grèves insurrectionnelles, à partir de 1919. Et ainsi de suite. Mais Léon Blum et sa fraction dans le PS de l'époque refuse l'appartenance commune à la nouvelle organisation conquérante née de la social-démocratie russe ! Cela au moment où elle est pourtant encore engagée dans un combat à mort pour la victoire de la révolution en Russie. C'est donc la forme du parti, et cela seulement, qui déterminera la divergence entre ceux qui vont maintenir le Parti socialiste et ceux qui vont créer le Parti communiste. Et quelle est cette différence si fondamentale ? Elle tient en un point seulement ! Blum refuse de devoir obéir aux directives du comité de la nouvelle internationale communiste. Celles-là mêmes que Grégoire Zinoviev vient de transmettre au congrès de Tours par les 21 conditions écrites par Léon Trotsky pour l'adhésion à l'internationale communiste.

Étonnante dispute ! Tout cela à propos de la forme du parti ! Et de rien d'autre ! Ce n'est ni l'opposition entre réforme et révolution, ni l'idée de dictature d'un petit groupe de gens, ni le modèle de gouvernement. Non rien de tout cela. Seulement les statuts du parti pour pouvoir refuser d'obéir aux consignes de la nouvelle internationale ! C'est-à-dire garder le droit de tourner le dos à l'internationalisme qui justifiait pour ses auteurs russes la discipline de l'internationale en pleine crise révolutionnaire continentale. Tout cela contient les leçons les plus diverses. Ici dans le cadre de ce travail elles sont surtout utiles pour comprendre l'importance singulière de la forme de l'organisation dans l'accomplissement d'un projet de société. Même quand il s'agit d'un prétexte comme c'est le cas avec le socialiste Léon Blum. Et avec ses héritiers bien plus mal intentionnés que lui.

TRADITION RÉVOLUTIONNAIRE

En France, les références révolutionnaires sont étroitement liées à l'histoire nationale. C'est d'abord la grande révolution de 1789 puis les trois révolutions du dix-neuvième siècle dont la fameuse et fondatrice Commune de Paris en 1871. Quatre révolutions politiques et deux coups d'État en à peine plus d'un siècle influencent en profondeur la vision populaire du changement politique. On trouve là trois républiques, quatre monarques, deux empereurs. Sans compter le putsch contre Robespierre, la répression de «la conjuration des égaux», première forme socialiste, avec Gracchus Babeuf ! Dans cette ambiance, la forme de l'action révolutionnaire et de l'outil pour l'accomplir ne sont pas de simples questions académiques pour animer des colloques de théoriciens. Le fait révolutionnaire n'a rien d'exotique ou d'extraordinaire dans la culture politique de l'époque. Il est une tâche à venir très probable.

Tout au long de ces débats, pour les théoriciens et les stratégies, l'idée dominante, selon la formule de Marx, c'est : «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Oui mais comment ? Avec l'hypothèse de la victoire électorale

possible les formulations ont dû se préciser. Engels, le duettiste de Marx, lui-même n'exclut pas qu'en France la victoire du socialisme puisse être acquise de cette façon. Il ne faut pas croire que tout le monde en ait été partisan pour autant.

La naissance du Parti communiste au congrès de Tours n'y poussait pas non plus. Lorsque la victoire se produisit par les urnes, ce fut d'une façon imprévue par la doctrine. Ce fut le cas en 1936 avec la victoire du Front populaire en alliance avec les radicaux et les communistes. Elle donne de façon absolument imprévue la direction du gouvernement au Parti socialiste de Léon Blum. Elle sera suivie d'une grève générale dont le résultat est un nouveau rapport de force social. Les revendications vont aussitôt bien plus loin que les prévisions du programme gouvernemental du Front. Léon Blum formule alors une théorisation de cette situation. Les socialistes français distingueront «l'exercice» institutionnel du pouvoir et sa «conquête» au sens historique révolutionnaire du passage à la domination («dictature») de la classe ouvrière sur la société. Cette distinction était utile pour régler la contradiction entre le projet révolutionnaire du socialisme mis en œuvre par la révolution et le programme de réformes à mettre en œuvre par le parti devant une assemblée parlementaire. Car il s'agissait de le faire, avec le Front populaire selon le discours de Narbonne de Léon Blum le 25 octobre 1936, «*dans le cadre de la société présente*». C'est-à-dire sans avoir instauré pour autant le socialisme comme nouveau mode de production. Dans ce contexte, le parti devient le conservatoire d'un projet global alors même qu'il ne le met pas en œuvre quand il exerce le pouvoir.

LE MOUVEMENT OUVRIER A ÉCHOUÉ

Le bilan global de tout cela au fil des décennies n'a rien à voir avec la doctrine initiale. Certes, des améliorations considérables ont été acquises pour la classe ouvrière et par extension pour la société tout entière. Mais le projet global a disparu. Le courant anarchiste échoue lui aussi à illustrer sa thèse dans un pouvoir gouvernemental.

La thèse marxiste sociale-démocrate n'ira pas plus loin vers le socialisme que les exemples pourtant remarquables de démocratie sociale dans l'Europe du Nord. Mais elle n'aura jamais abrogé le capitalisme. La version du parti révolutionnaire professionnel d'avant-garde fera naître l'URSS, le bloc socialiste de l'Europe de l'Est et la Chine de Mao. Aucun de ces bouleversements ne correspond aux formes annoncées par la théorie. Qui s'en soucie ? Ils permettront cependant un bond de développement inouï des forces productives de ces pays, avant ensuite un retour féroce du capitalisme, dès lors sans rival. Ensuite, l'internationale socialiste survivante sera surtout le passe-plat des mesures destinées à donner de l'énergie à la dynamique du capitalisme, avec l'espoir d'y grappiller des avantages pour les salariés. Le parti et la classe qui devaient être les accoucheurs du socialisme par l'histoire ont donc échoué dans cette tâche.

TROISIÈME PARTIE : LE MONDE A CHANGÉ DE BASE



CHANGEMENTS RADICAUX

Voici venu le moment de faire un retour dans le présent. L'opposition entre l'oligarchie et le peuple succède à celle des bourgeois et des prolétaires du siècle précédent. L'organisation politique de «l'ère du peuple» ne peut être celle du parti de classe dominant la scène antérieure. Non par effet de mode, mais du fait des relations sociales nouvelles qui organisent désormais la société. Les changements dans l'organisation sociale du capitalisme et plus encore des formes d'interactions individuelles ont été tellement profonds à la fin du vingtième siècle ! Le capitalisme a tellement changé ! Et avec lui tous les aspects de la vie sociale. Il s'est réorganisé au fil des catastrophes, comme les deux guerres mondiales qu'il a lui-même engendrées. La population s'est homogénéisée sur de nouvelles bases. Le rapport de production capitaliste, surtout dans sa version actuelle mondialisée et numériquement globalisée, a contaminé tous les compartiments de la production et de l'échange en général et toutes les relations entre les humains et avec la nature.

Le modèle politique social-démocrate fondé sur la prise d'avantages dans le cadre de la dynamique du capitalisme lui-même ne fonctionne plus. Et quand le modèle fonctionne, si peu que ce soit, le coût écologique et social est disproportionné.

Chaque étape de ce changement a institué des rapports humains nouveaux en fonction des facteurs qui dominent désormais l'existence individuelle. La société urbaine consumériste de la fin du vingtième siècle a fort peu à voir avec la société majoritairement rurale du début de ce même siècle. Il ne s'agit pas seulement ici des grandes mutations de la vie productive. Il y a plus.

NOUVELLE HUMANITÉ, ANCIENS FORMATS

Dans le cadre du travail de ces pages l'attention doit être surtout attirée sur tout ce qui concerne la mutation anthropologique de nos sociétés. Une place singulière doit être reconnue aux bases profondes de la constitution des sociétés. Par exemple, la forme, la durée et la place des couples humains telles qu'elles étaient avant la légalisation de la contraception, de l'interruption volontaire de grossesse et du divorce par consentement mutuel n'ont rien à voir avec celles ensuite de l'époque de l'égalité des droits parentaux. On pourrait écrire une longue liste de mutations de cet ampleur. On verrait comment des formes nouvelles de socialisation humaine se succèdent en relation avec le changement du mode de production, des rapports sociaux et du cadre de vie. Alors le mode d'entrée en contact de l'organisation politique avec la société est lui aussi obligé au changement. Tout simplement parce qu'elle ne s'adresse pas aux mêmes êtres humains puisque leurs codes de références, leurs attentes d'inclusion et leur perception de soi ont été bouleversés.

Les partis traditionnels sont cependant restés enfermés dans les formes déduites de l'organisation du travail et de la cité, tels qu'ils l'étaient au dix-neuvième et pour l'essentiel du vingtième siècle ! Ils sont donc intrinsèquement extérieurs et inadaptés aux conditions dans lesquelles se joue l'action politique populaire contemporaine et les prises de conscience politique. Ils ont certes voulu devenir des «partis de toute la société». Ce point de vue de surplomb n'a pas de réalité. Entre l'intérêt général humain

et sa mise en œuvre il y a toute la conflictualité sociale de notre temps dans la définition des buts de la production, le partage de la richesse, la définition des priorités politiques et l'identification des moteurs de l'histoire. Quand peuple et oligarchie s'affrontent, ce n'est pas aux technocrates qu'il faut demander des solutions « pour tout le monde » mais à la dynamique de l'histoire, celle de la société !

INDIVIDUATION ET COLLECTIF

Quand la sociale-démocratie renonce à l'identification de classe, elle déclare être le parti de la société tout entière. Elle dissimule son abandon en prétextant le besoin de prendre en compte ainsi l'individualisation des comportements. Mais elle n'en comprend pas les moteurs. L'individualisation des rapports sociaux et la diversification des personnes dont elle prétexte n'ont jamais été synonymes d'une volonté d'isolement des individus. Au contraire c'est plutôt la base d'une réorganisation singulière de leurs rapports pour organiser plus librement mais plus solidement leur socialisation pour résister à sa mise en cause par la vie quotidienne. Mais ils ne sont pas moins denses, moins identifiants que dans le passé. Ils sont plus nombreux, divers, plus volatils et plus connexes. Un bon exemple de cette homogénéisation dans la dispersion est le phénomène de «poly-présence». Elle se réalise constamment sous nos yeux. C'est la pratique combinée de la présence effective dans un contexte de sociabilité où chacun a en même temps une autre activité de communication, un smartphone à la main. Tout le monde a fait l'expérience d'un repas entre amis, où la discussion orale est alternée avec la consultation par les convives de leurs messageries et réseaux sociaux. De tels comportements révèlent des modifications fondamentales de la perception de l'existence et elle influence tous les aspects de la conscience sociale des individus. Et une lourde recomposition de capacités d'attention des individus. Ces personnes assument un mode de présence et d'action appelant de nouvelles stratégies de captation de l'attention, d'autres modes de présence dans le contact et dans la proposition d'action.

Un phénomène comparable s'exprime avec les jeux vidéo. Les expériences qu'ils proposent n'ont pas de moins de réalité subjective qu'une expérience «réelle» même s'ils n'en ont pas les mêmes conséquences concrètes. Il s'agit donc d'un élargissement de l'expérience vécue plutôt que d'une réduction de celle-ci. En ce sens, il s'agit aussi d'un nouvel espace de formation de la conscience de soi.

Dès lors, la forme et le fonctionnement actuels des organisations traditionnelles de la gauche politique traditionnelle ignorent à la fois la matrice sociale des comportements politiques et les formes contemporaines de l'individualisation. Elles sont obsolètes. Cela vaut pour leur façon d'agir dans la société comme pour leur régime intérieur.

Le peuple, nouvel acteur de l'histoire, émerge et s'épanouit politiquement comme sujet politique avec d'autres instruments. Cela s'observe concrètement dans toutes les situations de «révolution citoyenne» dans le monde. Un autre outil politique est nécessaire pour aider à la prise en charge des tâches qu'il accomplit dans ces situations. Nous nommons cette organisation de type nouveau : «mouvement». Ce n'est pas une invention sur plans. Il résulte tout au contraire d'une évolution de la société et donc de la condition humaine en général.

LE NOUVEAU MONDE ÉMIETTÉ

On le sait, les grands collectifs de travail ont été pulvérisés par les réformes néolibérales. Dans les années 1970, le fordisme est entré en crise et le capitalisme a muté. Les statuts salariés ont été émiétés jusqu'au point où la majorité des embauches se fait dans des contrats courts et précaires. Et pour un même ouvrage entrent en action sur un même chantier des dizaines d'employés et presque autant d'employeurs en chapelets de sous-traitances et de contrats de travail différents. Depuis, le système des auto-entrepreneurs a encore aggravé cet émiétement. Au total, les grands collectifs de travail industriels eux-mêmes ont été cassés. Domine désormais l'externalisation systématique des tâches, le recours à l'intérim et la multiplication des statuts. Les délocalisations, la fragmentation mondialisée des chaînes de production couronnent la segmentation de l'organisation de la production et des salariés. Le monde du travail ne peut s'identifier par sa seule communauté de situation au poste de travail. Ce sont les statuts juridiques réels, le contenu et les obligations du contrat de travail connus de chacun, les revendications communes qui produisent la «conscience de classe» effective. Cela et non les gestes du travail, ni les conditions de son exécution. Une fois encore, tout commence par les normes culturelles qui organisent la perception de soi. Alors, on comprend mieux comment la formation de «la conscience de classe» bute en permanence sur les sujets de compétition et de clivage qui peuvent entrer en ligne de compte dans la vie et la conscience intime des salariés. Nous avons en mémoire une discussion avec un syndicaliste indien à propos du rôle désagrégateur des castes pour l'unité des salariés dans une grève.

Cet exemple, extrême d'absurdité aux yeux d'un Européen, permet de mieux faire comprendre à ce même Européen le rôle du racisme et du conflit religieux comme outil désastreux de fragmentation de «la conscience de classe» et donc de la conscience populaire dégagiste. D'autant plus désastreux quand les statuts sociaux et contrats de travail ne procurent plus aucun sentiment «d'identification» commune. Le racisme, quelle que soit sa forme, n'est d'ailleurs pas qu'un outil de division sociale et politique. C'est aussi toujours un outil d'exploitation économique. Le racisme sert à faire bouger le curseur du taux d'exploitation acceptable pour certaines catégories racisées. On sait qu'il a commencé dans cette logique jusqu'à l'extrême, c'est-à-dire pour justifier culturellement l'esclavage. D'une façon plus générale, ce genre de constat extrême nous oblige à prendre en compte tous les facteurs subjectifs non comme des réalités évanescentes mais comme des composantes à part entière pour l'action politique.

LA FIN D'UNE IDENTITÉ

Le continuum social duquel était issu le parti de classe a éclaté, produisant une autre société. Il reposait sur un modèle d'accumulation capitaliste aujourd'hui remplacé. À son tour, le nouveau régime d'exploitation et d'accumulation capitaliste que l'on appelle le néolibéralisme forme un tout. Il a éclaté les populations par l'étalement urbain, les mécanismes d'accès à la propriété du logement par l'endettement et la gentrification des centres métropolitains. Dans le passé, on avait déjà connu des délimitations sociales entre corporations et métiers, souvent liées à des quartiers spécialisés. Elles s'inscrivaient ainsi dans l'espace et ses différences d'usage, comme c'était le cas auparavant plus grossièrement entre villes et campagnes. Dans les premières villes, la division du travail se manifeste dans la répartition par quartier des diverses productions. De nos jours encore cette forme de spatialisation par l'activité professionnelle existe dans maintes très grandes villes. Mais à l'âge de la ville sans fin, les délimitations entre les habitats se font de moins en moins à partir de l'insertion professionnelle des habitants. Les corons n'existent plus tels qu'ils fonctionnaient aux abords d'une usine ou d'un puits de mine. La répartition sociale s'inscrit dans ce que décrit un mot nouveau : la «ghettoïsation» généralisée. C'est-à-dire sur le mode de la relégation par niveau de revenu. Et celui-ci se superpose souvent aux origines ethniques. Dès lors les adresses affichent alors un signal ethnique et social. Rien de cela n'unifie directement dans une conscience de soi commune. Les identités culturelles urbaines s'additionnent alors autrement. La conscience commune naîtra de nouveau d'une superposition de facteurs juridiques (contrat de location, accès aux réseaux collectifs, etc.) et revendicatifs communs. Là où s'exprimait le continuum social et politique ouvrier, s'installe en relève un nouvel état de la conscience commune avec les aspects matériels de la condition urbaine et de l'accès aux réseaux collectifs qui la constituent. Les bases matérielles et culturelles des partis de classe et de masse de l'ancien continuum sont désormais reléguées dans les dernières grandes concentrations de salariés sous statut commun. Mais cette situation commune ne s'articule sur aucune autre dimension de la vie sociale ordinaire des gens concernés. Ils impliquent une portion infime de la population salariée et de la population générale. Comme, dans le même temps, le processus d'individualisation a augmenté la personnalisation des relations sociales en général, il ne reste presque plus rien des bases matérielles et culturelles rendant possible les «partis de classe». Rien sinon la trame englobant toute la réalité au service du processus de l'accumulation du capital.

LE PEUPLE ET SES MÉTHODES

L'étoilement de la puissance de ces organisations doit certes à la façon dont elles ont été dirigées. Notamment avec l'acceptation par ces mêmes organisations de la mise aux normes néolibérales dans l'espoir de voir «leur» capitalisme national accepter ensuite un bon compromis social. Cette vaine croyance a désamorcé la fonction tribunicienne de cette gauche traditionnelle et souligné son impuissance. Leur ancrage dans la conscience populaire s'est effacé au fur et à mesure du remplacement des générations. Finalement ils se sont effondrés, à l'image des partis socialistes historiques comme en Italie, en Grèce, en France. Ou des partis communistes dans toute l'Europe, mais notamment en Italie et en France, quand s'y trouvaient les deux plus importants d'Europe de l'Ouest. Mais cet écroulement est tout autant produit par l'effacement des conditions matérielles, culturelles et sociales qui les rendaient possible.

Cette situation ne dit en aucun cas que le salariat et sa condition exploitée n'existent plus, ni que son action revendicative soit impossible ou inutile du point de vue politique. Le constat fait doit nous aider à changer le sens du regard. Le passé n'est pas un absolu. Le présent en montre un autre état. Par nos livres et brochures précédents et maints travaux des équipes insoumises, on connaît notre conclusion. Le salariat comme classe sociale et le capitalisme comme mode de production ont généré une nouvelle entité sociale : le peuple. Le peuple prolonge les méthodes d'action du salariat et ses mécanismes de solidarité. Mais d'une nouvelle façon. Il acquiert une conscience de soi par d'autres canaux. Il conduit une action révolutionnaire par d'autres formes.

NOUVEL AGRÉGAT SOCIAL

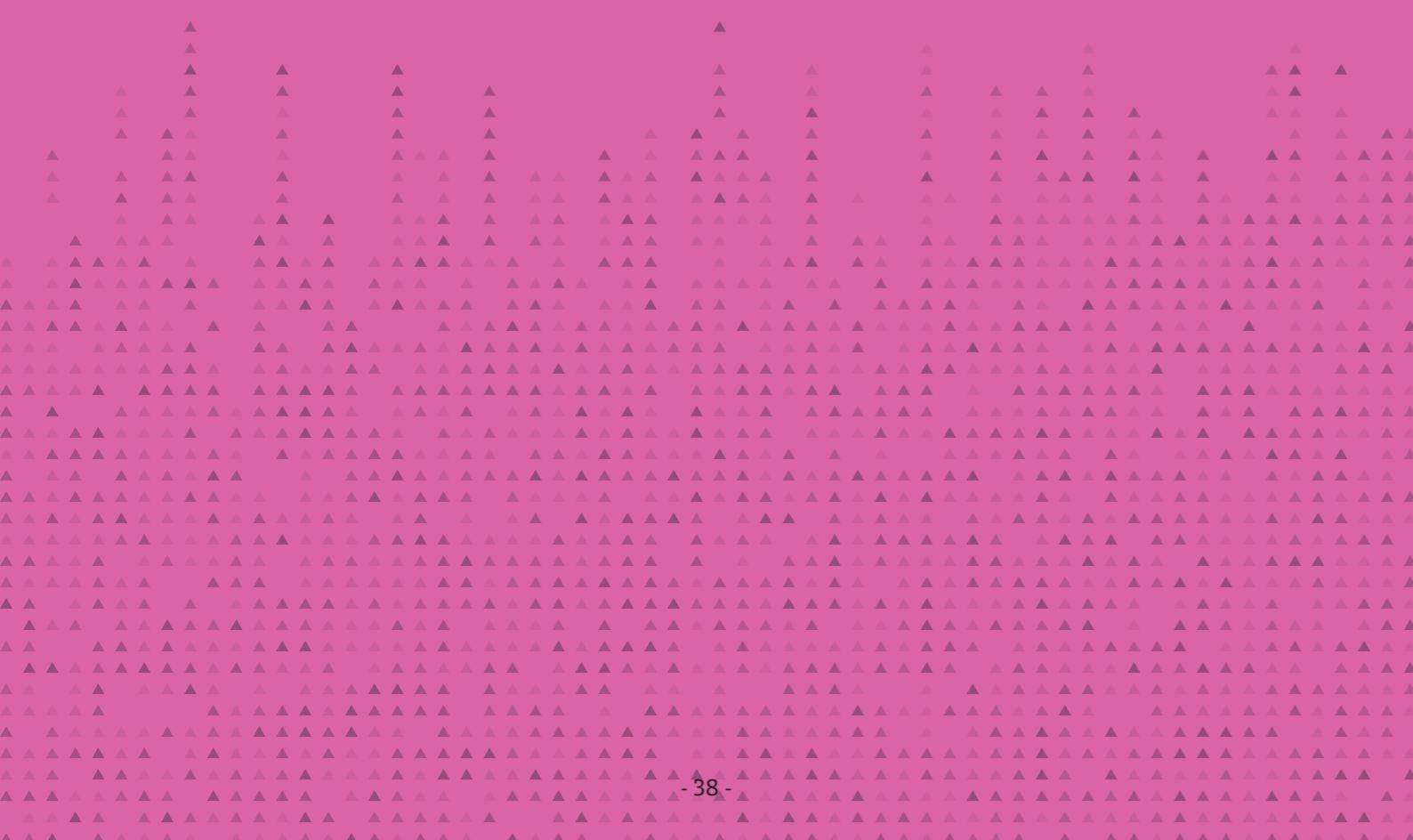
Conforme à la méthode des débuts du mouvement anticapitaliste, notre conception de l'organisation s'appuie donc sur l'existence d'une catégorie sociale intéressée au renversement de l'ordre établi. Mais nous avons identifié un nouvel acteur social et politique: le peuple. Pour être bien compris, ce mot doit recevoir sa définition matérialiste. Le peuple est défini dans les rapports sociaux dont dépendent la production et la reproduction de la vie matérielle des individus et des groupements qu'ils forment. Mais cette définition ne se confond pas avec celle de la classe prolétarienne fondant l'ancienne doctrine socialiste. Dans la théorie de «l'ère du peuple» cette dépendance réside dans la nécessité pour chacun d'accéder aux réseaux collectifs dont dépendent l'existence matérielle : eau, électricité, nourriture, santé, éducation, etc. La nature publique ou privée de ces réseaux instaure des conditions sociales d'accès et une violence d'aliénation différentes. On le sait bien dans une époque où la tendance est au rétablissement de droits d'accès privés sur les réseaux auparavant publics. Ce retour des «tributs» privés est une caractéristique des tentatives actuelles du capitalisme pour surmonter sa propre crise d'accumulation. Dans cette description, le «peuple» contient le salariat mais ne s'y limite pas. Il inclut aussi les retraités, les personnes en formation, les chômeurs, toutes les catégories de «sans», et d'une façon générale les autres composantes de la population contraintes à la même dépendance absolue aux réseaux collectifs. En ce sens, le peuple est un «agrégat social». Mais il est objectivement homogénéisé par sa position dans les

rapports sociaux. L'agrégat est un ensemble à bords flous. Ni l'espace urbain toujours composite, ni les temps, ni les statuts sociaux ne lui définissent chacun à soi seul une frontière stable. Ces réalités l'instituent concrètement certes mais le fil fondateur est dans une autre dimension de la réalité sociale. Elle repose sur la nature du capitalisme lui-même. Dans notre vision comme dans celle de Marx, l'accumulation qui forme le capital n'est pas une chose. Elle ne peut être même résumée par le temps du travail gratuit du producteur qui produit la plus-value capitaliste. Le capitalisme est un cycle de la marchandise à «l'argent». Il englobe donc toutes les étapes et toutes les activités de circulation contribuant à l'accumulation. Par exemple y entrent aussi bien la marchandisation de l'espace urbain que les tâches de reproduction sociale accomplies gratuitement par le travail des femmes dans le patriarcat.

Mais à son tour cette réalité objective ne suffit pas à fonder le peuple «en soi». Il lui faut encore subir le fouet de la conflictualité sociale. Ici l'antagonisme entre «eux» et «nous» est l'accoucheur de la distinction consciente entre le très grand nombre visible et l'étroite oligarchie des possédants. Même quand celle-ci vit bien cachée en sécession dans ses territoires spécifiques et son autonomie sociale.

Dans ces conditions, le mot peuple désigne spécifiquement la forme politique d'une population quand elle agit ensemble pour des objectifs communs. Cette mise en mouvement est toujours le résultat d'un conflit reconnu comme tel, apparaissant aux yeux de tous. L'expérience montre que cette entrée en action se produit dans les conditions spécifiques à notre époque. Le peuple y devient acteur dans des formes et avec des outils techniques numériques contemporains. Il ne peut le devenir que par l'action de ces moyens. Car c'est eux qui établissent la connexion concrète de ses membres. Sans eux les individus resteraient cloisonnés par leurs modes d'existence différenciés. Ces outils ne sont donc pas un décor ou un simple «cadre» mais la réalité effective par laquelle la mutation de la population en peuple se réalise, se maintient et perpétue.

QUATRIÈME PARTIE : **LA FORME MOUVEMENT**



L'INTERNATIONALE SOCIALISTE BEGAIE

L'interrogation et les débats sur la forme de l'organisation politique se sont effacés à la fin du vingtième siècle. Comme on l'a vu, l'idée de voir correspondre aux besoins de la gauche et de son projet une forme d'organisation a pourtant très longtemps été un sujet central pour cette famille politique. On a vu comment elle a été à l'origine de clivages déchirants entre groupes de pensée dans le «mouvement ouvrier». En France on a vu comment elle est passée par des étapes cruciales avec la charte d'Amiens du syndicalisme révolutionnaire et la fondation du Parti socialiste en 1905, puis la séparation entre socialistes et communistes en 1920. La chute de l'Union soviétique en 1991 a fonctionné comme la fin globale de tout ce qui s'y rattachait, incluant la forme classique du parti d'avant-garde devenant, après la révolution russe victorieuse en 1917, un parti-État. Toutes les nuances autour de cette formule semblaient avoir été disqualifiées en même temps. La forme du parti inséré dans les institutions démocratiques représentatives du pays l'emportait partout. Loin de vouloir incarner politiquement une classe sociale, toutes ces organisations se sont limitées à une prudente sollicitation de la société dans son ensemble en considérant le système néolibéral et son capitalisme comme indépassables. Après la chute du mur de Berlin en 1991, l'internationale socialiste, petit regroupement de partis européens, devint en quelque années une organisation réellement mondiale. Des formations les plus diverses y adhéraient comme moyen d'obtenir un label de bonne conduite et donc de responsabilité. Ainsi par exemple d'anciens parti communistes européens ou le mouvement de guérilla M19 de Colombie y côtoyaient le Parti révolutionnaire institutionnel du Mexique (PRI), le Fatah palestinien et le Parti travailliste israélien. Ils se retrouvaient aux côtés du superpuissant et traditionnel parti social-démocrate allemand, la paisible social-démocratie de l'Europe du Nord et l'inclassable Parti socialiste français, parmi d'autres. L'histoire semblait bégayer en reproduisant le choc des pudeurs réformistes et des audaces verbales de la première internationale.

UN PARTI DE TOUTE LA GAUCHE ?

Après la chute du mur de Berlin, en France, où le PS avait toujours refusé de se dire social-démocrate, des discussions s'ouvrirent. Fallait-il faire «un congrès de Tours à l'envers» demandaient les uns ? N'était-ce pas le moment de fonder un «parti de toutes les gauches» proposaient les autres. Le premier secrétaire socialiste d'alors, Lionel Jospin trancha pour rassurer tous les appareils des partis dans une de ces formules concises qu'il affectionnait : «un parti POUR toute la gauche oui, un parti DE toute la gauche, non». L'histoire réelle se chargea de proposer un autre menu. Le traité constitutionnel européen de 2005 divisa de la cave au grenier les forces politiques selon qu'elles ralliaient la thèse libérale dominante ou bien qu'elles en refusaient la constitutionalisation. Toute l'officialité sociale-démocrate européenne vota «oui» et se rallia au nouvel ordre du monde capitaliste. En France la victoire du «non de gauche» permit la création du petit «Parti de Gauche» en 2008, se proposant comme cadre de convergence fondamental pour toutes les gauches du «non» par le refus intransigeant du «social-libéralisme». L'alliance alors conclue avec le Parti communiste dans le cadre du Front de Gauche buttera sur un plafond de verre, celui des permanences conceptuelles de l'ancien monde et du conservatisme de

ses organisations. En réalité la forme «parti» était condamnée comme le monde d'où elle venait. Elle se montrait inapte à épouser son époque et le nouvel âge des révolutions anticapitalistes.

Pourtant la discussion sur la forme de l'organisation disparut aussi des ordres du jour. Si la question de la forme du parti agitait encore quelques cénacles issus de l'ancien mouvement communiste, elle demeurait surtout confidentielle, nostalgique et lourdement passéeiste. Rien n'y fit. Sans doute parce que, pendant ce temps en Europe, le ralliement des sociaux-démocrates au modèle néolibéral provoquait à son tour un effondrement électoral et social spectaculaire de leurs partis. Et comme leur programme suppose une croissance sans fin, ils se trouvèrent de surcroît en total décalage avec les impératifs et attentes écologiques de la période pourtant largement partagées par les populations et la jeunesse.

LE RENOUVEAU LATINO

La vague de gauche antilibérale victorieuse dans les années 2000 en Amérique du Sud ne changea rien pour la gauche traditionnelle européenne. Elle ne vit rien et n'apprit rien. Pourtant on y voyait s'exprimer une renaissance politique. Une nouvelle forme de jonction avec les catégories sociales traditionnelles liées à la gauche s'exprimait. Du neuf émergeait et d'abord dans la nature des révoltes politiques populaires. Ce fut la vague des révoltes citoyennes de la fin du vingtième siècle. Ce fut le cas avec la naissance, puis la victoire du Parti des Travailleurs emmené par Lula. C'était d'abord une fédération d'organisations de tailles diverses se tenant à distance de la social-démocratie alors hégémonique. L'émergence de ce modèle de nouvelle organisation se décrivait facilement. Il passait de l'union électorale entre organisations à la fédération de partis puis de cette fédération à la fusion. Quoiqu'il soit advenu ensuite, ces processus marquèrent leur époque. Au point de devenir une stratégie politico-électorale : la recomposition unitaire de la gauche autour de la gauche radicale. Mais, pour finir, ils reproduisaient aussitôt la «forme parti» habituelle. Pourtant cela va s'exporter et devenir le projet de plusieurs secteurs de gauche antilibérale ou anticapitaliste en Europe et dans le monde. Elle donne naissance à «Die Linke» en Allemagne, «Syriza» en Grèce, «Izquierda Unida» en Espagne et, dernier venu, le «Front de gauche» en France. Mais parfois les trajectoires de chacun divergèrent. Le Front de gauche en France et Izquierda Unida en Espagne ne purent accomplir l'étape de la fusion et l'union se brisa. Ce fut essentiellement du fait de la volonté des organisations communistes qui s'y trouvaient. Elles voulaient absolument maintenir leur spécificité comme organisation. Mais ces ruptures donnèrent lieu ensuite à une nouvelle vague organisationnelle sous la forme de «Podemos» en Espagne et de «la France insoumise» en France.

Podemos se disloqua en prenant la forme traditionnelle d'un parti avec des tendances et des courants, des majorités et des minorités. Gouverner avec le PS le cloua dans le monde des arrangements et compromis tortueux et illisibles. Sa propre balkanisation devenait incompréhensible pour les participants aux mouvements sociaux qui s'y reconnaissaient d'abord. Il décrocha de sa base populaire dans les grands mouvements sociaux et passa de 14 % à 3 % dans les

élections. Cet échec a d'ailleurs déclenché depuis une réaction de survie. La ligne de rupture avec la social-démocratie a été réinvestie. La culture du dissensus interne étalé semble avoir été mise au placard. Et Podemos a commencé à remonter la pente. Tant mieux pour nous tous.

Le même retour à la rupture avec la social-démocratie et à la fin de la quête larmoyante de respectabilité a sauvé Die Linke de la disparition à laquelle ce parti semblait voué. Sur la base de l'opposition frontale au système, son retour dans la périphérie des 10 % permet d'envisager une concurrence sérieuse avec l'extrême droite en dépit des années perdues dans les tentatives de séduction de l'officialité social-démocrate.

Le projet de la recomposition unitaire guida nos choix en France. Il fallait d'abord dépasser la gauche traditionnelle dans les urnes. Ce fut la présidentielle de 2017. Alors il devenait possible d'agglomérer tous les vaincus autour du programme radical devenu dominant. Et pour cela d'avoir des candidatures communes dès le premier tour des législatives. Ce fut fait. C'était sans précédent dans l'histoire de la gauche française. À la sortie de ce processus pouvait émerger une organisation politique nouvelle. Ou sinon les alliés de la gauche radicale, terrorisés par la pression médiatique, s'évaporaient dans des mises à distance ou la trahison ou le ralliement à la politique européenne de grande coalition avec la droite. Nos alliés communistes écologistes et socialistes firent les trois à la fois chacun dans son registre. Une situation entièrement nouvelle a donc été créée. Celle que nous vivons à la veille de l'élection structurante de 2027 avec la présidentielle. Il ne peut être question de développer le récit, les calculs et les projets tactiques et stratégiques de notre mouvement. Il suffira d'observer pour les comprendre, si du moins on veut bien admettre que ni nos choix ni nos méthodes ni nos priorités ne concernent les organisateurs du parti médiatique et de ses marionnettes mais au contraire sur l'énergie que contiennent ses indignations et ses lamentos.

LE PARCOURS VERS LA FRANCE INSOUMISE

Revenons au regard global. Le cas français exprime une histoire qui a suivi les évolutions de la nouvelle gauche. Mais elle a pour l'instant mieux réussi à en dépasser les limites. «La France insoumise» est la traduction d'une longue réflexion et d'une série de combats contre l'évolution de la gauche en Europe et dans le monde depuis le début des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000. Comme on vient de le voir, elle a hérité d'un contexte décisif avec les conséquences du vote «non» sur le traité constitutionnel européen en France. En mai 2005, le monde politique a changé de base avec le référendum. Le «non» l'emporta par 55 % des suffrages exprimés. La campagne électorale avait été intense et totalement disproportionnée. 71 % du temps médiatique avait été occupé par les partisans du «oui». Toutes les élites du pays, médias, institutions, églises, et autres, sauf la CGT, s'étaient prononcés pour le «oui». Le vote a été la mise à nu des limites de leur pouvoir d'influence. Une authentique vague dégagiste fit ainsi son apparition pour la première fois depuis des décennies en France. Son irruption a fracassé le paysage politique et précipité dans le vide les organisations traditionnelles de la gauche et de la droite. Les enquêtes ont montré comment les deux tiers du «non» correspondent

à des votes de gauche et un tiers du «non» à ceux de droite. Dans les bassins ouvriers du pays le «non» culminait. La séparation sera irrémédiable et définitive. Les directions du PS et des Verts l'aggravèrent en récusant le résultat. Ils ne maîtrisèrent pas leur hargne publique contre les animateurs du «non» de gauche. Ce fut là aussi une première vague de ce qui va devenir un phénomène d'effondrement du débat public dans les injures et la stigmatisation des opposants aux décisions des dominants. Par exemple, au PS, tous les partisans du «non» furent expulsés des instances dirigeantes de ce parti. Les électeurs du «non», insultés publiquement, furent traités comme un ramassis de personnes sans idéal ni rationalité et comme des suppôts de l'extrême droite. François Hollande déjà tout en finesse déclara «*Le Pen n'a pas besoin de faire campagne pour le "non", Mélenchon s'en charge*». On retrouvera ensuite ces façons avec les railleries contre les «Gilets jaunes» supposés fumer des cigarettes mais en jouissant de conduire des voitures diesel ! Dans la vie sociale, les années PS-Hollande, ce furent la loi «permis de tuer» et la loi El Khomri ainsi que deux ans de travail supplémentaires avant la retraite.

DÉMOCRATIE INSTITUTIONNELLE ET CAPITALISME

Trois ans après le référendum, le 4 février 2008, le «non» était converti de force en un «oui» par un vote du congrès du parlement français à Versailles. En effet, un nouveau texte était proposé. En fait, selon l'aveu de Giscard d'Estaing, auteur du texte repoussé en 2005, il était quasi exactement similaire au précédent, sauf l'ordre des paragraphes et des phrases. Il s'agissait alors pour le parlement de se prononcer d'abord sur les modifications à opérer dans la Constitution française pour la rendre conforme aux dispositions du nouveau traité proposé sous le nom de «traité de Lisbonne». Puis la loi autorisant la ratification du traité lui-même fut adoptée par l'Assemblée nationale le 7 février et par le Sénat le 8 février 2008. La majorité du Parti socialiste et de la droite votèrent donc en faveur du texte. Le PS confirmait son adhésion au «social-libéralisme» et à sa stratégie d'accompagnement du nouveau capitalisme. Mais le choc du «oui» et du «non» prenait alors une autre signification : celle du refus de la décision démocratique des votes populaires. Elle retrouvera bientôt cette méthode dans le refus du président Macron de reconnaître le résultat des élections législatives anticipées après dissolution qu'il avait convoquées en 2024. Pour la première fois l'idée que le capitalisme et la démocratie étaient équivalents était officiellement rompue sur le continent où cette dernière avait été tant de fois proclamée. De «représentative» qu'elle se disait, la démocratie parlementaire se décrétait désormais depuis le bureau du président comme l'incarnation d'un intérêt supérieur. Même contre l'opinion clairement et démocratiquement exprimée par le peuple pourtant déclaré «souverain».

ÉCROULEMENT DES PARTIS DE GAUCHE TRADITIONNELS

Quelques mois après le coup de force du vote du traité de Lisbonne, une scission du PS est réalisée par un ample secteur du «non de gauche». Le «Parti de gauche» était créé. Le projet était de réunir dans une coalition la gauche antilibérale refusant le cadre économique et politique du Traité de Lisbonne. La coalition des groupes qui fondent ce parti voulait en être une préfiguration. Vite, ce Parti signait un accord d'alliance électorale avec le Parti communiste français et une petite scission du NPA trotskiste. Cette alliance permit l'élection de cinq députés européens en 2010. Puis à l'issue d'un vote interne des adhérents du PCF et du PG, il investit la candidature commune de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012. Nous avons réuni alors 11,10 % des électeurs au premier tour. Cela prouvait que le nouveau bloc pouvait être en mesure de disputer la première place à gauche et d'ancrer un nouveau centre de gravité dans un programme de rupture avec le capitalisme. Pour cela il faut réussir ce que Podemos appelait le *sorpasso* (dépassement du PS).

Si cette première campagne présidentielle ne nous a pas permis de réaliser le *sorpasso*, elle a placé néanmoins la gauche de rupture au-dessus du seuil hautement symbolique des 10 %. Beaucoup en attendaient un renouveau des organisations par la création de structures de base locales se nourrissant de l'action de ses membres et de son insertion dans les luttes de la société sur un mode ouvert. Mais ce Front de gauche se dissoudra en 2016. Le déclencheur se fit à partir de la décision du PCF de refuser la création d'une structure intégrée pour ses composantes. Pourtant sa secrétaire nationale elle-même, Marie-George Buffet, l'avait proposé. Le Front de gauche ne suivrait pas la trajectoire du parti des travailleurs de Lula. De plus, le PCF décida de participer à une primaire de la gauche proposée par le PS. En réplique, la France insoumise fut créée et la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle de 2017 fut proposée de nouveau mais en solo. Il s'agissait de signaler la continuité du projet politique initial. Elle fut ensuite soutenue par un vote des adhérents du PCF, après deux votes internes contradictoires. Il venait après une opération de collecte de 150 000 parrainages populaires. Dès 2017 avec 19,5 %, cette candidature insoumise passe en tête de la gauche. Elle devance largement celle du PS réduit à 6,30 %. En effet, elle fait peser sur tout le champ politique le poids de l'onde de choc du «non de gauche». Elle fait exploser l'électorat social-démocrate qui rallie assez largement le vote macroniste. En 2022 cette pente des événements s'accentue : la candidature Mélenchon rassemble 22 % des voix, le PS 1,67 % et le PCF 2,3 %. Ainsi, dans les faits, les deux partis traditionnels de la gauche furent fracturés et marginalisés électoralement. Le PS et le PCF ont été largement doublés par les insoumis en moins de sept ans. La droite «Les Républicains» le fut par le RN d'une part et la macronie d'autre part. Une autre mappemonde politique s'est ainsi instaurée dont la pente conduit à une confrontation entre le néolibéralisme autoritaire, unifiant le bloc des droites, et le mouvement insoumis, fédérant toutes les gauches écologiques et sociales. Ce qui nous intéresse à cet instant du récit est combien ce processus amorcé a inclus dès ses premiers pas la visée d'un renouveau absolu de la forme d'organisation. Car d'entrée de jeu nous eûmes la conscience claire de devoir renouveler les méthodes pour enracer le projet politique dans ses bases sociales.

ENFANTS DE 2005

Mais il faut pour le comprendre prendre toute la mesure du paysage dessiné par le référendum de 2005 en France. Car au total, le fil conducteur de l'histoire des insoumis commence et se poursuit comme conséquence de ce vote. «Le Front de gauche» puis la «France insoumise» ont assumé de prolonger son contenu politique comme base de leur programme. Les programmes présidentiels de 2012 («l'humain d'abord») et de 2017 («l'Avenir en commun») confirment le refus des fondements du traité de Lisbonne comme base et cadre de leurs propositions gouvernementales. C'est-à-dire notamment : «la concurrence libre et non faussée» et le «libre-échangisme commercial». Dans la suite, c'est la raison pour laquelle la France insoumise a toujours mis l'accent sur le contenu de son programme en exigeant la conclusion en bonne et due forme d'un accord de programme à la base de ses accords électoraux. Ce furent, en 2022, les 650 mesures du «programme partagé» de l'accord NUPES pour les candidatures communes du premier tour des législatives. Puis, ce furent les 340 mesures de l'accord du «Nouveau Front Populaire» en 2024. La question du contenu du programme reste l'arrière-plan que repoussent dès qu'il le peut le centre gauche PS et EELV dans les phases pré-électorales législatives et présidentielles. La féroce de ce refus a toujours fini par se traduire par une rupture avec la société mobilisée du pays. En effet, le programme insoumis est une production des rencontres entre le Mouvement avec les protagonistes des conflictualités du pays. Et la racine de celles-ci à notre époque est toujours quand se manifeste l'alignement des politiques gouvernementales sur les exigences du traité de Lisbonne. Il est le résultat d'une nouvelle relation de l'organisation politique avec eux. Le programme insoumis est très souvent une reprise de leurs revendications. Ce programme est donc en contradiction constante avec les obligations du traité de Lisbonne. C'est pourquoi, au sein de l'ancienne gauche favorable au «oui», PS et EELV furent chaque fois extrêmement «réticents et chatouilleux» sur ce chapitre de l'Europe dans la rédaction du compromis électoral. Et c'est pourquoi encore, dès l'élection passée, ils passèrent ce programme par-dessus bord. Le soutien inconditionnel à l'Europe de Lisbonne et à l'atlantisme dans tous ses aspects se présentent comme des piliers fondamentaux immuables de ces deux partis. Et c'est une bonne image de leur adhésion à l'ordre géopolitique établi.

Ce n'est pas un détail. Car c'est la mise en œuvre du traité de Lisbonne qui rend possible les «grandes coalitions» à l'allemande. Donc avec elle, le traité de Lisbonne fournit un programme commun. Il est censé garantir partout la continuité politique d'une reconstruction, sur des bases libérales, de toutes nos sociétés sur le continent. Quelles que soient les intentions, au fil du temps quels que soient les votes aux élections, les pouvoirs restent les mêmes, les politiques restent les mêmes. Car la destruction des acquis des nations qui en est la conséquence continue au seul très visible profit des oligarchies mondialisées de chaque pays. Par conséquent partout l'opposition ne peut se construire autrement qu'en opposition frontale avec cette orientation. Et cette dernière est condamnée à finir dans la «grande coalition» des partis traditionnels avant leur glissement progressif dans des coalitions dominées par l'extrême droite. Ce scénario s'est répété dans toute l'Europe et les Amériques. Alors s'affirme d'un côté l'émergence de la droite «ethniciiste» et de l'autre la possibilité d'une gauche radicale, c'est-à-dire collectiviste. Et toute la dynamique de décomposition des sociétés conduit alors à leur affrontement en fin de parcours.

LA DEUXIÈME RUPTURE

Les résultats des présidentielles de 2007 et de 2012 ont affirmé la possibilité d'une forte gauche de rupture en France. Mais l'usage qu'il fallait en faire restait disputé. La question de la forme de l'organisation fut de nouveau le point d'achoppement. Comme en 1920 elle exprimait pour finir une question stratégique plus profonde. Après les élections législatives de 2012, deux lignes s'affrontent. D'un côté celle portée par le nouveau Parti de Gauche : l'enracinement du Front de gauche par la mise en place d'une structuration locale et la formation d'un nouvel outil politique commun. De l'autre celle, portée par le PCF, où le Front de gauche ne peut être davantage qu'un accord électoral à géométrie variable qui n'exclut pas de se replacer sous la direction du programme socialiste. Cette divergence de vue va se cristalliser sur l'impossibilité de présenter à gauche une bannière alternative unie aux élections municipales de 2014. Le PCF fait alors le choix de constituer de manière privilégiée des listes avec le PS, mettant ainsi en danger l'objectif central du Front de gauche, à savoir la prééminence de sa ligne de «rupture avec le capitalisme». Dès lors, le Front de gauche enchaîne les réalisations médiocres à toutes les échéances électorales suivantes, à commencer par les élections européennes de 2014 où il perd la moitié des voix de la présidentielle. Pour finir, le PCF accepte la participation à une primaire de la gauche proposée par le PS, EELV et diverses personnalités et médias de centre gauche et centre droit. Ce fut le déclic. Pour surmonter cet enlisement dans le retour à la vieille alliance sans programme de rupture, la décision est prise de constituer «la France insoumise».

UN pari stratégique fort

Le lancement de «la France insoumise» intervient à l'occasion de la déclaration de candidature à l'élection présidentielle en février 2016. À ce moment-là, la décision de constituer un nouvel outil politique n'est pas encore définitivement arrêtée. Le pari stratégique qui est alors fait est celui d'une candidature hors du cadre des appareils de partis existants. Il s'agissait de fédérer au sommet et à la base toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le programme proposé, peu importe leur parcours militant individuel et leur adhésion idéologique. Il leur est proposé de constituer des groupes de soutien à la candidature porteuse de notre programme et de devenir ainsi les acteurs de cette campagne, et non pas seulement ses spectateurs. Pour la première fois une plateforme numérique libre d'accès va être le lieu d'organisation concrète et directe de l'action politique.

Au lancement de cette campagne, un slogan est mis en avant : «la France insoumise, le peuple souverain». Au fil de la campagne, les personnes appuyant la candidature de leur signature commencent à se dire elles-mêmes «insoumises». Alors la «France insoumise» est devenue un objet politique en soi du fait de ceux qui l'avaient investie comme moyen d'action ! Tout est alors à inventer. Le mouvement cherche surtout à répondre à cette réalité sociale nouvelle dont il est le résultat. Le mouvement est en cela aussi inédit que le peuple contemporain dans l'histoire. Le mouvement doit et veut être une forme nouvelle. Elle doit être adaptée aux caractéristiques socioculturelles contemporaines de la population. Car si le clivage se creuse entre oligarchie et peuple dans la répartition de la richesse, cette

polarisation ne rend pas plus spontanément homogène le peuple. On peut même parler de sujet social à «bords flous», à la différence de la classe ouvrière d'autrefois nettement délimitée dans le reste d'une population composite. La forme «mouvement» est pensée pour répondre aux réalités de l'époque. Un nouveau continuum social populaire est discerné. Il est vu comme un agrégat social lié à la condition urbaine et aux réseaux collectifs. Si l'on a rappelé les continuités d'inspiration avec l'époque des «partis de classe», il est temps de formuler le schéma alternatif d'ensemble qui s'en distingue dans le nouveau contexte et sous la «forme mouvement».

QUEL PROGRAMME HISTORIQUE ?

Historiquement, le mouvement Insoumis s'est fondé autour de son programme de gouvernement. Cet objet électoral permet de dépasser la forme éparpillée du peuple contemporain. C'est une nouveauté. Bien plus qu'on ne le croit. Car le programme concret du socialisme initial n'a jamais été mis en mot pendant des décennies. Ce silence dure de la fondation de cette mouvance jusqu'à la révolution russe. Celle-ci dut en mettre un en œuvre qui ne se résumait plus au slogan de la révolution «paix terre pain». Peut-être la Commune de Paris par ses décrets est-elle la première formulation programmatique décrivant des principes d'action de la société socialiste. Marx enthousiaste dit à son sujet : «*c'est la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat*». Ce schéma presupposait un développement historique spontané vers une nouvelle société définie essentiellement par la propriété collective des moyens de production. D'ailleurs, cette absence de description précise de la société communiste est revendiquée et assumée par Marx et Engels comme une sorte de quintessence de la méthode matérialiste historique. Dans *L'Idéologie allemande*, ils écrivent «*Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes*». Et même dans le *Manifeste du parti communiste* : «*Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux*». Le parti est bien alors «l'accoucheur» de l'histoire : elle met au monde la société nouvelle dans tous ses détails. L'actualité maintenue de cette thèse générale n'efface pas son silence sur les formes concrètes de la gestion socialiste de la société. En effet pour le reste, le projet restait dans une dimension idéalisée. Il se résumait donc à l'idée générale de la conquête du pouvoir. Suivrait l'instauration d'une société nouvelle dont les moyens de production seraient collectivisés sous l'autorité du prolétariat, dans une forme non décrite. On a vu comment le parti incarnait la conscience de ce projet et la direction effective des moyens d'action pour y parvenir. La classe ouvrière était l'agent de l'histoire qui, en se libérant, libérera la société elle-même. Point final.

VERS L'HARMONIE

Dans la «théorie de l'ère du peuple», la révolution citoyenne met à l'ordre du jour la reprise de contrôle populaire sur la société par des institutions démocratiques dont les mandatés sont révocables. Quant au régime de la propriété, elle distingue plusieurs formes dans le cadre d'une économie mixte où l'on trouve des biens communs inaliénables, des entités publiques, des coopératives et des entreprises privées. La hiérarchie des normes juridiques place en tête la coopération et l'entraide plutôt que la concurrence libre et non faussée.

Pourachever avec ces définitions générales, le but affiché est une société d'harmonie. La forme poétique de l'expression ne pas faire oublier son contenu matérialiste. Il désigne une concordance des cycles de la réalité écologique et sociale. C'est celle des êtres humains entre eux et avec l'équilibre de l'écosystème. Cela suppose la centralité de l'égalité et la fin de l'exploitation capitaliste entre les humains d'une part. Et d'autre part la fin du productivisme. C'est-à-dire l'organisation de la synchronie des cycles de l'activité humaine avec ceux de l'écosystème de sorte de ne jamais prélever davantage que celui-ci peut reconstituer dans un temps donné.

UN PROGRAMME DE TRANSITION

On sait que le programme historique ne peut être accompli dans la durée d'un mandat institutionnel renouvelable dans un cycle démocratique. Donc le programme historique doit être décliné en séquences temporelles pour sa mise en œuvre. Chaque étape se présente donc sous la forme d'un programme électoral projetant tous les thèmes de la société à construire sur le délai du mandat et sur les secteurs directement impliqués. Il propose le contenu de la transition entre la société actuelle et la suivante résultant de l'insoumission populaire par la révolution citoyenne. Mais cette transition ne doit pas être comprise dans le sens d'un passage graduel et linéaire d'une société à l'autre. Cela ne correspond pas à la façon dont l'histoire advient, comme nous l'enseigne son étude avec les outils théoriques du matérialisme historique probabiliste. Le programme de transition vise plutôt à faire franchir des seuils de non-retour, à imaginer les mesures qui vont *précipiter* les évènements en élargissant les rangs de l'action citoyenne. Les conséquences de cette méthode impactent la manière de préparer ce programme.

Ici prévaut l'exemple des cahiers de doléances des états généraux de 1789. Le programme s'écrit donc en deux temps : premier temps, la collecte publique des revendications auprès des corps intermédiaires associatifs, syndicaux, institutionnels. Puis mise en cohérence globale et plan de financement non moins public et présentation à la discussion populaire. À ce moment-là, le document final peut jouer le rôle fédérateur qui lui est assigné. Le mouvement n'a ni doctrine de référence, ni aucune affirmation autre que celles contenues dans ce texte. Sous cette forme le mouvement peut être analysé comme un état du peuple lui-même. Un «état» signifie une forme, comme la vapeur ou la glace sont des «états» de l'eau. Il suffit d'approuver ce texte (même incomplètement, cela va de soi) et de s'engager pour sa mise en œuvre pour pouvoir être membre du mouvement. Cette limite

trace la différence entre parti et mouvement. Le mouvement, c'est l'action pour le programme. Le programme, c'est le but de l'action du mouvement. Pas davantage. Pas moins. C'est par l'adhésion au programme, c'est-à-dire à son contenu et à ses objectifs, que s'opère la mutation de l'agréat social qui constitue le peuple en un bloc sociopolitique démocratiquement majoritaire.

S'INSCRIRE DANS UNE ÉPOQUE

Ce qui vient d'être décrit en résumé suffit à discerner les points de passage ou de mise en œuvre décisifs. Chacun suppose des moyens techniques dédiés adaptés aux objectifs. À vrai dire, ces moyens techniques numériques sont la condition du fonctionnement en «mouvement». Le modèle d'organisation des insoumis n'est donc pas seulement une circonstance temporaire autour de ses fondateurs et de leur contexte. Il s'agit d'une tentative globale pour mettre en place une nouvelle forme politique active. Elle se veut représentative d'un état de la société et des moyens techniques d'action collective désormais disponibles. Le but est de signaler déjà, par l'utilisation d'un mot nouveau, une rupture de méthode de travail, d'organisation interne et de rapport avec la société telles que les pratiquent la «forme parti» et la conception «d'avant-garde» politique.

Certes, un projet politique ne se réduit pas à l'efficacité de la forme de son organisation, ni à sa seule connexion organique avec un secteur de la société comme ce fut le cas aux dix-neuvième et vingtième siècles avec le monde ouvrier. Tout un environnement est en cause. Les socialistes et les communistes y étaient installés au centre d'une myriade de syndicats, mutuelles, associations dont les membres étaient connectés par les courriers postaux, les affiches et les tracts unifiant leur expression. Désormais, toute la nébuleuse mutualiste, assurante et associative a été largement diluée dans l'univers marchand du régime néolibéral. Tout l'environnement syndical a été pulvérisé par la contre-révolution dans les statuts salariaux, les vagues de répression et une crise de légitimité au moins aussi intense que celle frappant les partis eux-mêmes. Mais précisément ce souvenir proche permet de comprendre l'importance de cette connexion et de se poser la question : comment articuler les deux de façon cohérente pour optimiser l'effet de conviction dans la société au sein de laquelle ils sont proposés ?

LE MOUVEMENT ET SES OUTILS

En fondant la France insoumise, ce fut notre question. La fondation du mouvement correspond dès le départ à une volonté délibérée de nous engager globalement dans une nouvelle direction de travail par rapport à nos expériences du passé. Nous l'avions fait d'abord avec la façon de préparer le programme *L'Avenir en commun* lui-même, ou pour définir notre stratégie d'action après la rupture du «Front de gauche». Il en fut de même en créant le mouvement Insoumis comme organisation. En réalité, il s'est agi tout de suite de trouver la forme d'organisation correspondant aux pratiques et aux outils de communication de notre époque. Il faut être ici bien clair : il ne s'agit pas seulement de la transposition d'une série de méthodes dans de nouveaux outils. Il faut plutôt tirer parti d'opportunités inconnues

jusqu'à présent en accompagnant les changements de comportements qu'elles impliquent pour la masse des individus. On ne peut accepter l'idée que les moyens techniques de communication disponibles à une époque n'aient pas de rapports avec les moyens et mécanismes de la prise de conscience politique pour le plus grand nombre des gens ! L'apparition de nouveaux moyens de communication et le degré extrême de connectivité dans nos sociétés ont bel et bien bouleversé les données du combat politique autant que l'ensemble des relations de la vie des gens. C'est certes un phénomène récent puisque, par exemple, le smartphone date de 2007 (lancement de l'iPhone). Mais les acquis du travail du mouvement Insoumis sont suffisamment explicites après sept ans pour tenter des généralisations à partir des retours d'expérience.

LE FETICHE DU SYSTÈME DES COURANTS

Faute d'analyse et de projection sur les conditions de notre temps, souvent la gauche politique se replie sur un fétiche prétexte : celui du modèle de «démocratie interne sous forme de la concurrence des courants, plateformes et autres textes d'orientation» comme si ce sujet en définissait l'identité. En pratique cette «démocratie» reste saisonnière le temps des congrès et donne lieu à d'après batailles de personnes conclues par des triches généralisées avant des votes groupusculaires comme le montrent le montrent les chiffres internes d'EELV et du PS.

Le mouvement Insoumis a tiré la leçon de cette comédie. Il repense de fond en comble le sujet de la démocratie interne de l'organisation. Il règle essentiellement cette question par son adhésion permanente au contenu d'un programme lui-même mis en débat de façon permanente. Dans cette méthode il n'y a donc pas de «parti dans le parti», ni de pouvoirs de nuisance âprement négociés contre des postes ou des investitures. Sans regrets. Car à notre époque, la liberté des courants, plateformes et autres droits de tendance des divers partis traditionnels n'est rien d'autre qu'un héritage obsolète du passé et des questions qui se posaient à lui. Mais en réalité, elle est devenue désormais sa propre fin dans bien des cas. Elle fonctionne alors comme un mode d'arbitrage de conflits internes sans aucun lien avec les questions posées par la société. En effet, les caractéristiques particulières de l'émergence du «peuple» comme nouvel acteur politique reformulent entièrement la nature des tâches pour faire d'une majorité sociale une majorité politique électorale. Avec la disparition du lien avec les syndicats d'une part, et d'autre part le renoncement au projet de changement de société, la social-démocratie ou l'écologie d'accompagnement ne sont plus les lieux où peuvent s'arbitrer et se synthétiser les revendications des catégories sociales. En France l'affaire tourne à la caricature dans le Parti socialiste dont les courants n'organisent plus que des factions concurrentes pour le pouvoir sur l'appareil de l'organisation lui-même. Les divergences n'y ont plus aucun contenu programmatique ou social. Les disputes sur la stratégie générale et les accords électoraux n'y sont que la projections des intérêts de baronnies locales et de leur système féodal d'allégeance verticale.

NOUVEAU PROLÉTARIAT

L'effacement des partis communistes correspond de même à l'évidence de la disparition du prolétariat tel que l'instituait le capitalisme des dix-neuvième et vingtième siècles. Et donc l'impossibilité de reconstruire sur cette base une perspective communiste dans le vingt-et-unième siècle. Pourtant l'idée communiste retrouve dans l'écologie une assise globale plus ferme et assumée par des millions de consciences sans appartenance politique. Ce qui est en cause ce n'est pas la disparition d'une classe sociale. En effet la classe ouvrière combinée à celle des employés est dans la société contemporaine européenne plus nombreuse que jamais. Alors ? Comment expliquer la disparition des partis ouvriers ? Quand des millions de familles trient à la maison leurs déchets entre diverses poubelles de couleur, comment expliquer les scores groupusculaires des partis écologistes ? Ce qui est en cause ce sont les conditions générales dans lesquelles cet agrégat social est socialement organisé et comment il peut être politiquement réuni. Preuve que la localisation, le mode de connexion sociale et le mode d'inclusion se construisent car ce sont des facteurs centraux de l'auto-identification politique des individus.

Ici la dévitalisation désormais profondément engagée des anciennes organisations politiques souligne l'importance de penser les formes politiques en relation avec les réalités qu'elles peuvent vouloir représenter. N'est-il pas frappant qu'aucun d'entre eux ne s'en soucie jamais dans aucun de leurs débats internes ? Jamais. Alors, comment régler un problème que l'on ne se pose pas ?

LE MOUVEMENT RÉPOND À LA NOUVELLE ACTION

POPULAIRE

Les insoumis ont confirmé leur fonctionnement dans la forme mouvement avec les modalités en évolution qu'ils y ont attaché au fil du temps et de l'expérience. Leur score a déjà atteint 22 % lors de la présidentielle de 2022. C'est un niveau sans comparaison dans l'histoire. Dix ans après la fondation de leurs partis, les socialistes, comme ensuite les communistes ne rassemblaient pas beaucoup plus de dix pour cent des électeurs chacun. Évidemment cette brève histoire présentée sous une forme nécessairement très linéaire ne doit pas être séparée des contextes sociaux dans lesquels elle s'inscrit. Cette période a été celle d'une saison d'intenses agitations populaires sociales et politiques. Ce fut le cas, d'abord en Amérique du Sud, puis au Maghreb, dans le sud de l'Europe, au Proche-Orient, puis en Asie où elle continue à présent en prenant des formes aiguës. La gauche européenne y accorde très peu d'intérêt. Pourtant ces deux décennies de révoltes citoyennes dans le monde ont mis en scène de nouvelles formes de l'action politique populaire de masse. En France le mouvement des Gilets jaunes illustre bien cette éruption. De fait, les partis de la gauche traditionnelle ont montré chaque fois leur incapacité à épouser ces événements ou même simplement à s'en nourrir. Cela doit interroger. Bien sûr, nous tenons compte d'une réalité dérangeante pour eux : il s'agit souvent des partis parfois directement responsables des politiques rejetées par l'action populaire de masse dans les révoltes citoyennes. En Tunisie, au Venezuela, en Équateur, au Brésil, la révolution citoyenne s'est heurtée à des gouvernements

inscrits à l'internationale socialiste. Ils restèrent soutenus jusqu'à la dernière minute par leurs homologues européens. Mais notons toutefois combien cette sorte d'indifférence se constate aussi pour les partis de tradition révolutionnaire assumée. Eux aussi se sont montrés le plus souvent incapables de prévoir ces événements puis d'en tirer le profit prévu pourtant par leurs doctrines.

Les uns et les autres ont pourtant été prompts à prodiguer des conseils et même des critiques selon le modèle habituel d'arrogance européocentré. À y regarder de plus près, on voit vite comme ce type de comportement sous-entendait en réalité un modèle non-dit mais bien présent : le caractère indépassable du mouvement ouvrier européen. Dans ces conditions, aucun n'a montré après cela la moindre intention de tirer des conclusions de ce qui se passait pour changer sa manière d'agir. De fait, une bonne partie se rangea d'ailleurs du côté des oppositions de droite ou social-démocrate de ces pays.

LE REFUS DU SUBSTITUTISME

Dans l'idée générale, le mouvement Insoumis est construit en vue d'une situation politique particulière : la révolution citoyenne. Son impératif est de n'agir jamais en substitution à l'action populaire comme y conduit le plus souvent l'ancienne formule du «parti» et la conception «avant-gardiste». Ce problème n'est jamais posé pour les organisations conservatrices ou réactionnaires. Car leurs partis sont bel et bien une sorte de prestataires de service. Il fournit une présence de la classe dominante dans les institutions et une action organisée au service de ses intérêts. Elle ne conçoit ni ne souhaite d'autre usage à une représentation politique. La situation est différente quand il s'agit d'un projet comme le nôtre où le pouvoir politique est destiné à devenir le fait de chacun des membres de la société. Cette question est soulevée depuis le début de notre famille politique dans le processus même de la révolution de 1789. Le concept de «démocratie représentative» fut avancé par le jacobin babouviste Antonelle, premier maire d'Arles. Mais notons-le : ce mot fut présenté comme un outil descriptif et non comme un principe immuable.

CINQUIÈME PARTIE : L'ACTION ET SES MOYENS



L'OUTIL FAIT LA MAIN

Le tour d'horizon qui nous a retenus au début de ces pages a été à la croisée de plusieurs pistes d'investigation. Celle de l'histoire politique, de la doctrine «socialiste» active et dominante pendant un siècle, de l'observation de ses liens avec la société qui l'a vu naître, des formes d'organisation et de quelques autres sources de savoirs. Le moment est venu ici de faire aussi le lien entre une forme d'organisation et les moyens d'action qu'elle met en œuvre. Ici il ne s'agit pas de sa stratégie ou de sa tactique mais des moyens matériels par lesquels celles-ci sont déployées. C'est un abord inhabituel, il faut en convenir. Car les moyens techniques utilisés par l'organisation politique pour mener son activité ne sont jamais considérés comme des composantes à part entière de son identité. Pourtant l'observation montre comment ces moyens techniques déterminent la forme et par là même une partie du contenu de l'action politique dans tous ses aspects. Dès lors, ses systèmes de communications internes et avec la société ne doivent plus être regardés comme de simples infrastructures disponibles comme si elles étaient neutres par essence. Ils sont en réalité l'organisation elle-même.

MOYENS MATÉRIELS ET ACCOMPLISSEMENT

Dans le passé déjà, chaque phase de la vie de l'organisation mettait en œuvre un ensemble de moyens matériels pour s'accomplir. Il ne pouvait se concevoir en dehors d'une culture générale de l'organisation elle-même. Mais elle ne tombait pas du ciel. Elle correspondait étroitement aux schémas venus de la production, de ses hiérarchies de fonctionnement, du maniement des outils de travail. Les formes de la division du travail politique s'en décalquent. De même pour les moyens d'entrer en relation. Le tract, l'affiche, les moyens de communications, tout est intimement lié aux techniques disponibles. Elles en donnent l'ampleur et les limites. Une bonne partie d'entre eux n'ont pas évolué pendant des siècles. Exemple : la prise de parole publique des tribuns. Ou les lectures publiques comme pour «la guerre des Gaules» de César. L'invention de l'imprimerie est évidemment le premier changement substantiel. Car ce qui vaut pour la lecture facilitée de la Bible vaut pour tout autre texte plus subversif. En France l'affaire des «placards», affichettes du «parti» protestant placardées au palais royal de François 1^{er}, date de 1534. Elle commence le choc puis la guerre de Religion entre catholiques et protestants. Elle occasionne une cruelle répression politique. Puis elle motive la première forme de censure préalable des écrits imprimés, depuis l'invention de Gutenberg.

L'ONDE DU MESSAGE

La propagation du message pour fédérer la base sociale dans une conscience de soi active va de l'intérieur vers l'extérieur. Elle fonctionne comme une onde portant un message à travers l'espace social. Elle émerge entre les adhérents comme résultat de l'impact sur eux des évènements de la société dans laquelle ils sont immersés. Elle est d'abord reformulée entre les adhérents, puis, depuis les premiers cercles de sympathisants vers les électeurs même occasionnels et le reste de la société.

Cette fonction de contagion commence donc avec l'accueil dans l'organisation puis les contacts entre membres dans la vie de l'organisation, ensuite l'échange d'informations et d'avis, et enfin la prise de décision en commun. L'onde naît dans la rencontre interne régulière et se propage à travers les cercles qui l'environnent jusqu'aux épisodiques réunions publiques et aux campagnes menées en commun. Dans ce scénario, tout part de la relation interne des membres entre eux. D'abord avec la mise au point des messages internes, puis avec leur transmission à l'extérieur. Et tout cela dépend absolument du maniement des moyens pour échanger entre décideurs et acteurs. Cela qu'il s'agisse de la mise au point des messages ou de la conduite de l'action pour les faire connaître. Slogans, analyses, convocations, tout pour s'accomplir dépend des moyens de transmission et du type de relations qu'ils structurent.

L'ensemble de cette activité suppose une division du travail et en retour une coordination des moyens d'action. Celle-ci se déroule toujours en incluant la gestion des temps de diffusion des messages. Cela concerne la transmission des consignes, la distribution du matériel et la division du travail qui va avec. Tout cela instaure des modes de fonctionnement interne distincts de la vie de la société mais qui doivent finir par s'accorder avec elle. Cette façon de faire organise aussi par là même la manière d'être en lien avec la société à laquelle on s'adresse par l'action politique.

LES MOYENS ÉVOLUENT

Ce qui vient d'être décrit ne date pas d'aujourd'hui. Les formes de l'action des «partis de classe» ont eux aussi dépendu des moyens techniques étroits dont ils disposaient alors. Cette dépendance modelait l'action elle-même. Le courrier, l'imprimé, le meeting, puis l'intervention audiovisuelle imposent chacun un rythme lié à leurs conditions matérielles de mise en œuvre puis de déroulement. Exemple : il fallait huit heures entre la fin de la rédaction d'un journal et la fin de son impression. Il en fallait 72 pour la livraison d'un colis ou d'une lettre. Une consigne ou un rendez-vous proposé par ces moyens sont inscrits dans ces délais. En décidant de leur tenue, on le savait et on devait s'y plier. Et cela sans alternative.

À l'évidence, les moyens matériels et leur mode d'usage politique correspondaient aux techniques et aux formes de l'organisation du travail à chaque moment de cette histoire. Mais ils dépendaient aussi des temporalités imposées par les déplacements dans l'espace physique entre habitat et lieux de travail ainsi que des temps sociaux comme la durée du travail quotidien ou hebdomadaire. Tout cela entraînait déjà nombre d'occasions spécifiques de vie en commun. Avant l'apparition

de la journée de huit heures, l'échange et la propagation d'informations reposaient sur les lieux et parcours de travail, du fait de la faible disponibilité de temps libre quotidien. La rumeur, la prise de parole publique, le tract et l'affiche sont les seuls vecteurs de l'onde du message dans cette sorte d'espace public.

LE CENTRALISME TÉLÉPHONIQUE

On a vu progressivement les nouveaux moyens techniques faire changer les modes d'action et la façon de travailler et d'agir politiquement. Par exemple, le temps passant, le bouche-à-oreille et le dialogue par courrier se sont emparés d'un outil technique de longue portée quand il a été disponible : le téléphone. Pourtant cette connexion à distance ne peut concerner que deux personnes. Mais son impact est là, de bien des façons. Le grand Jaurès passe des heures chaque jour à dicter au téléphone ses articles quand il se déplace puisqu'il n'a plus besoin d'être dans son bureau parisien pour livrer ses écrits à paraître dans le journal «l'Humanité». À son tour, le journal imprimé en grand nombre est lu à haute voix dans maints endroits. Mais sa pagination n'est pas expansible et son contenu doit donc être absolument utile à son éditeur. Pas d'expression individuelle possible, pas de tendance critique dans cet espace limité du coup nécessairement très contrôlé. L'invention du mode de contrôle, la désignation des contrôleurs, sont alors autant d'occasions de luttes d'influence personnelle et d'enjeux de pouvoir. La raison d'être de ces luttes : la surface de papier disponible.

La harangue à la tribune est le mode dominant pour l'interpellation et l'explication. Faute de micro il faut des hommes capables de parler très fort, sans hurler. Des répétiteurs se mettent en place dans la foule pour répéter ce qui est dit à mesure que les paroles sont prononcées. La forme oratoire doit se plier à cette contrainte. Le ton est celui de la harangue plutôt que celui de la conférence. Léon Blum, à une époque bien plus tardive, est pourtant flanqué de deux assistants qui l'aident à rester debout quand il part en avant sous l'effort du hurlement quand il s'exprime dans un rassemblement de rue. Car il n'a pas trop de «coffre». Aucune de ces séquences ne supporterait le gros plan filmé de notre époque et ce qui valorisait hier serait disqualifiant aujourd'hui. Le gros plan de télévision interdit l'expression tribunicienne classique, fige le corps et le visage, limite les décibels supportés.

NOUVEL ESPACE TEMPS

La mise en commun du passé était nécessairement «présentielle» comme on le dit aujourd'hui. On le comprend d'autant mieux depuis qu'il est possible de faire autrement avec les visio-conférences. Celles-ci sont devenues des pratiques banales depuis le confinement contre la Covid. Dans ces conditions, le temps des débats était autrefois strictement lié aux moyens de transmission des documents, aux possibilités de temps disponibles pour se réunir et pour «remonter» les résultats de ces discussions. Ce sont autant de limites par les délais, et les coûts qui imposent leurs contraintes sur toute la chaîne de production et de diffusion. Celle-ci lui impose en réalité sa structure concrète. Puis l'ancien espace-temps de l'action politique a été balayé par la baisse des coûts de transmission et la diffusion

personnelle, sans limite de nombre pour des documents numérisés. Même absence de limite du nombre des participants pour les réunions en vidéo. L'impact sur le mode de fonctionnement interne du mouvement Insoumis s'y est vite mesuré. Les réunions des membres des groupes d'action ou des membres des boucles départementales peuvent se tenir avec une convocation en vingt-quatre heures et impliquer plusieurs centaines de participants, quand on le veut et autant de fois qu'on le veut. C'est l'équivalent de ce qui ne pouvait se tenir qu'une fois par an ou par trimestre à l'époque précédente. Et c'était alors une logique de nombre limité par les frais de transport et d'hébergement occasionnés...

NOTRE ÈRE MODÈLE NOTRE ACTION

Mais d'abord a-t-il fallu que cette pratique passe par une éducation populaire de masse. Ce fut le cas avec la contrainte de la Covid. Elle a institué des modes de fonctionnement non seulement pour la vie familiale mais aussi pour la vie professionnelle. Cet exemple permet de constater aussi combien les pratiques ne dépendent pas uniquement, et loin de là, des possibilités offertes. La vidéo-conférence existait. On y recourait pourtant bien moins. Il faut que les circonstances obligent aux usages. Un nouveau paramètre intervient pour la compréhension de la vie militante concrète. Celui des habitudes de pratiques sociales.

Un contre-exemple. À la fin du vingtième siècle est donné le moyen de «conférences téléphoniques». Cette possibilité est ouverte au maximum à une dizaine de personnes en même temps. C'était en soi une révolution des pratiques possibles. Mais si l'appel téléphonique était devenu de pratique courante, les conférences de cette sorte restaient sans équivalent dans la vie professionnelle ou familiale. La pratique ne s'en est jamais répandue. De même, l'envoi de messages simultanés en forme de circulaires par mails n'a pas dominé avant que ne se généralise la pratique des formulaires à remplir dans la vie sociale des administrations. Mais la détermination des dates et heures de réunions «présentielles ou visio» par sondages en ligne comme c'est le cas pour les boucles de messageries s'est vite généralisé. D'abord le fax avait révolutionné la transmission de documents individuels. Mais ces procédés sont restés d'usages limités par leur coût ou le nombre des destinataires possibles par ce moyen. Bien auparavant, le bélénographe avait aussi permis soudain la transmission de photos sans portage de colis entre les agences départementales des rédactions et le secrétariat général de rédaction centrale. De cette façon, l'image à sensation et quasi en direct faisait son entrée dans les pratiques éditoriales quotidiennes. Mais cela aussi avait un prix et une durée de transmission qui en limitait l'utilisation. On ne peut avoir idée aujourd'hui du rôle restreint de pratiques dont l'émergence a pourtant été ensuite la base du «tout visuel» de notre temps numérique.

Pendant une très longue période, toutes les informations internes circulaient par le courrier postal. Les délais de transmission et d'exécution des consignes étaient alors ceux de la distribution postale et de ses délais. La poste et le train transportaient les affiches et les paquets de tracts avec lesquels étaient répandus consignes et mots d'ordre. Les militants savaient faire voyager gratuitement leur paquets d'affiches en train. Mais toute l'action et sa préparation étaient soumises au rythme et à la forme des moyens qui les rendaient possibles.

Par exemple, appeler à manifester, c'est réunir les moyens de le faire. Tracts, affiches, messages individuels par courrier ou téléphone. Dans chaque cas, les délais de transmission font partie de la préparation et donc de la prise de décision. Les premiers sites du type de ceux disponibles aujourd'hui par Internet sont nés dans les minitel, premiers terminaux d'ordinateurs installés dans le monde... en France. Celui que certains parmi nous ont animé en 1988 s'appelait 36 15 Gau(che) comportait une messagerie interne un mur d'expression libre et des argumentaires en ligne... Le smartphone apparaît vingt ans plus tard. Tout cela s'y retrouve à la disposition de chacun.

TOUS CONNECTÉS

C'est un monde si récent ! Et un bouleversement si profond de la condition humaine ! Les premières entreprises fournisseur d'accès et l'apparition d'Internet datent de la fin des années 1980. La naissance des premiers réseaux sociaux (*Weblog*, *Hotmail* et *Six Degrees*) date de 1997. Le premier smartphone apparaît dix ans plus tard. C'était hier. Il y avait 82 millions d'ordinateurs connectés à l'Internet en 1997, il y a moins de trente ans. Ils ne concernaient encore que 377 millions de personnes en septembre 2000. Mais ils sont déjà un milliard connecté en 2005 et 3,9 milliards onze ans plus tard, fin 2016. À présent, on préfère compter dans l'autre sens : il y a encore un tiers de la population mondiale privée d'accès à Internet en 2022. Certes, l'Afrique est le continent le moins connecté. Mais 40 % de la population peut entrer en ligne. Puis c'est 64 % en Asie-Pacifique, 80 % aux Amériques, et 89 % de la population en Europe. Bien sûr, dans chaque groupe continental, les taux peuvent varier considérablement. Mais nous parlons ici au total de 5,3 milliards d'êtres humains connectés en 2022.

On ne peut réduire cette connexion au seul phénomène physique de transmission de l'information désormais rendu possible entre ces milliards de personnes. D'abord parce que cette connexion n'est jamais réalisée. Quelle que soit l'étendue d'un «réseau d'amis», il a toujours une limite. On ne peut avoir plus de cinq mille «amis» sur Facebook par exemple. Ensuite parce que même dans cette limite, les relations ne sont jamais effectives à cette échelle. Plutôt que de s'ébahir devant ce qui serait possible, intéressons-nous à ce qui est, à ce qui se passe réellement. Un mode de relations et une culture spécifique «déborde» par l'usage qui est fait de ces moyens.

NOUVEAU CENTRE DE GRAVITÉ

Le centre de gravité du monde militant numérique n'est plus dans la connexion des personnes «pour donner son avis». Il est dans l'action à engager, fusse celle «d'avoir à dire» sous une forme ou sous une autre : image, musique, dessin, appels ou encore des mix de tout cela. L'expression sur la toile n'est pas celle du modèle téléphonique. C'est celle de la multitude devenue accessible. Les avis ne se confrontent plus, les certitudes se proposent. Et chacun les révise ou les reformule selon l'écoute qu'elles ont reçues. En faire le constat ne comporte aucun jugement de valeur, ni approbation. On décrit ici un fait comme on décrirait un terrain où placer son action. On distribuait des tracts à la porte d'une usine sans porter de jugement sur la qualité de lecteurs

de ceux à qui on les proposait, sur un marché sans avis sur les achats des gens qui viennent là pour acheter. La toile est un monde neuf peuplé de vieilles habitudes transfigurées par un imaginaire nouveau et des possibilités d'expressions créatives radicalement neuves.

Si le moment politique se déroule dans un monde sans bord, dans un continuum informatif global numérisé, la porosité ainsi possible entre l'organisation et son milieu permet une phase nouvelle dans la connexion des situations. Tout change. Une action décidée à l'extérieur peut devenir une action suivie en interne, propagée par les canaux de l'organisation, démultipliée et soutenue séance tenante par des milliers de personnes. Et vice versa.

C'est à partir d'un réseau, Internet, que s'organisent les parcours de foule en mouvement ou de groupements militants. Exactement comme les avis de bouchons dans la circulation sont détectés et des contournements proposés par des plateformes spécialisées. Ce fut le cas au Soudan autour de la place du ministère de la Défense occupée, réglant par cette méthode les accès, les fournitures d'eau et de nourriture ainsi que le contrôle des entrées et des sorties du lieu occupé. À ce moment-là, les moyens de la mobilisation et ceux des organisations politiques présentes en soutien se confondent. C'est aussi à partir d'une plateforme numérique que se déclenche puis s'anime l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid. En Tunisie, l'arrivée de Facebook permet la diffusion des évènements de Sidi Bouzid et des actions spontanées qui vont aussitôt se déclencher en divers points du pays, incitant autant de groupes locaux à se constituer pour agir. Là encore, les moyens des organisations se dissolvent dans l'action commune. La visibilité, enjeu du processus de la révolution citoyenne elle-même, se joue ici dans celle de l'action. Les consignes circulent comme autant d'offres suivies ou non sans que l'action globale ne s'interrompe jamais dans l'attente des consignes d'un quelconque centre de décision.

FORMER UN RÉSEAU SOCIAL AUTONOME

L'épreuve de vérité dans les étapes de la construction d'un mouvement est le moment où il fait appel aux ressources intellectuelles pour programmer son propre réseau social numérique et assurer sa sécurité. Si l'on a bien compris le lien intrinsèque entre le continuum social de l'ère du peuple et le rapport entre les outils techniques et les manières d'être d'une organisation politique, on comprend la centralité de la plateforme numérique à partir de laquelle tout s'organise et se connecte. Aucune naïveté n'est possible à ce sujet. La construction d'un réseau social autonome n'est donc pas simplement un accessoire technique parmi d'autres. Nous avons tous pu constater les effets inquiétants du pouvoir arbitraire concentré entre les mains des entreprises privées propriétaires des grands réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Google. Bien sûr, l'évènement où l'on a pu voir l'ampleur de leur pouvoir fut le bannissement de Donald Trump de Twitter et Facebook en janvier 2020. L'animosité à l'égard du personnage ne doit pas faire perdre de vue le franchissement de seuil que la réplique des GAFAM a banalisé du fait même de son énormité. En réalité, cette affirmation sans gêne d'un pouvoir de censure politique par ces multinationales n'était déjà pas vraiment nouvelle. Des exemples précédents ont existé. On finit par se demander s'il ne s'agissait pas de tests. Par exemple, en

2017, un changement dans l'algorithme de Google US censé réprimer la diffusion des fausses informations avait entraîné la baisse du référencement des sites d'actualités socialistes, progressistes et anti-guerre aux États-Unis. Une baisse des visites jusqu'à 45%. De même, Podemos en Espagne et l'ancien président de gauche équatorien Rafael Correa ont connu la même mésaventure. Du jour au lendemain, leur page Facebook ou leurs boucles WhatsApp ont été suspendues à quelques jours de la date des élections générales. En France même, nous avons connu le cas de pages Facebook de la gauche militante dont la portée de diffusion s'effondrait mystérieusement juste avant des évènements revendicatifs où elles jouaient un rôle actif. Ce fut le cas par exemple des pages «Nantes Révoltée», «Cerveaux Non Disponibles» ou «Lille insurgée» dans les jours précédents et pendant l'organisation du G7 à Biarritz en août 2019. Plus récemment encore, plusieurs comptes féministes ont été bannis de X (anciennement Twitter) en France - avant d'être débloqués. X admit finalement une «erreur» après mobilisation.

RAPPORT DE FORCE NUMÉRIQUE

Nous savons donc désormais que la possibilité d'une censure politique sur les réseaux sociaux existe, qu'elle s'abat de manière arbitraire, ne prévient jamais ses victimes quand elle va arriver et les prive de toute possibilité de recours. Voir les réseaux sociaux comme une simple agora géante en pensant que les intentions et les intérêts de ceux qui les possèdent n'influeraient jamais son fonctionnement n'est plus possible. Il faut se préparer à une censure dure, par coupure, ou molle, par manipulation algorithmique, et donc avoir une solution autonome et de repli pour continuer à communiquer - puisque les réseaux sociaux sont devenus le principal moyen de communication avec le continuum politique populaire. C'est une question de réalisme stratégique pour un mouvement qui vise des changements révolutionnaires. D'autant plus que la donne a changé récemment. Le rachat de la plateforme Twitter, devenu alors X, réseau social politique par excellence, par Elon Musk, le soutien de ce dernier à Trump et sa victoire contre Kamala Harris lors de l'élection américaine ont précipité un alignement des Big Tech sur l'extrême droite mondiale. Mark Zuckerberg, patron de Meta, qui contrôle les plateformes Facebook et Instagram ainsi que la messagerie WhatsApp, a publiquement déclaré son revirement trumpiste après l'élection. Lors de la cérémonie d'investiture du milliardaire orange, il occupait le premier rang aux côtés d'Elon Musk mais aussi de Sundar Pichai, PDG de Google, qui contrôle aussi YouTube. Tous ceux-là ne cachent pas leur intention de réorganiser leurs plateformes pour y favoriser la circulation et la visibilité des informations qui favorisent le courant idéologique qu'ils ont épousé. C'est déjà très visible sur X où tout le monde est forcé, qu'il l'ait choisi ou non, de voir les posts de Trump et Musk, et où les contenus fascistes sont bien plus proposés que ceux de gauche. Mais si Musk est l'avant-garde de ce mouvement, les autres suivent. Ce contexte aide à comprendre le caractère réfléchi de la création par le mouvement de son propre réseau social. Il s'agit d'une adaptation stratégique à une évolution durable des multinationales du numérique.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Le propos n'est pas ici d'enchanter la forme numérique comme si elle réglait les obstacles de fond que rencontre l'action révolutionnaire contemporaine autant que par le passé. Car les conditionnements culturels et sociaux n'ont pas changé aussi vite que les pratiques. Quand la structure du virtuel est projetée sur le sol concret, quand une agora ou un groupe Facebook est projeté sur le sol d'une place, les codes peinent à produire autre chose que du virtuel. L'occupation de la Puerta del Sol se dilue d'elle-même dans le sable de forums permanents confrontant des utopies exutoires. Pendant ce temps, les tâches d'organisation de l'occupation de la place mobilisent tous les moyens d'action disponibles faisant d'une occupation devenue sans autre objet qu'elle-même une fin en soi, hors de toute action sur la société. Même syndrome pour «Nuit debout» à Paris dont les initiateurs finissent par être eux-mêmes expulsés par une sorte de Constitution spontanée régissant sans bienveillance des débats sans autre objet qu'eux-mêmes. Ces deux bouts de la chaîne des étapes du processus sont directement le produit des moyens de leur fonctionnement et mettent en œuvre des enchaînements de faits spécifiques. À ce moment, la place occupée reprend les codes de la connexion numérique pour en faire des fins en soi. Donner à voir, se raconter, imaginer, discuter tout ce qui dans la phase initiale motive et accompagne le passage à l'action du virtuel vers le réel fonctionne alors comme une vis sans fin brassant le vide d'action. Abandonnée à la dynamique spécifique de la prise de parole publique, le mécanisme produit sans frein des logiques d'exclusion. La parole masculine et la parole sachante invisibilisent les catégories traditionnelles de la discrimination : femmes et milieux populaires. Elles sont aussitôt reléguées aux tâches matérielles au service des sachants parlant. Bref l'outil transforme l'auditeur, la forme du message et la capacité à le propager. Mais il ne règle aucun des conditionnements socioculturels des milieux qu'il atteint. Ou alors seulement comme une fenêtre quand elle s'ouvre sur un paysage inconnu qui pique l'attention.

LA MURMURATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'analyse montre comment et pourquoi les réseaux sociaux ont été et restent l'élément-clé de l'auto-organisation de ce type de révolution. Ils sont dans tous les cas analysés et suivent à leur tour des déroulements similaires en tous lieux. Vecteurs de diffusion, extrêmement inclusifs et expansifs, ils s'apparentent alors au phénomène de «murmurations» des vols d'oiseaux. Quelques règles forment un ensemble de «principes auto-organisateurs» pour le grand nombre, par effet de voisinage. Ici l'intervention du mouvement va être décisive pour nourrir le phénomène. Fonctionnant par interconnexions de réseaux de publics les plus divers, le processus produit une homogénéisation rapide de l'action et des mots d'ordre. Dans les nuits qui ont suivi le 49.3 à l'Assemblée sur la réforme des retraites, les manifestations nocturnes spontanées auto-organisaient leurs mouvements par ce type de «boucles». Si le mouvement a su créer ses propres toiles dormantes d'interconnexion de réseaux, il peut dans les circonstances de l'action produire des métaréseaux démultipliant dans toutes les directions l'imprégnation des mots d'ordre et des rendez-vous dont les assemblées citoyennes ont été les décideuses.

SIXIÈME PARTIE : LE MOUVEMENT DANS LA RÉVOLUTION CITOYENNE

LES FONCTIONS DU MOUVEMENT

Que fait le mouvement au quotidien ? Il est d'abord un «lanceur d'alerte». Pour qu'un conflit ait lieu, il faut d'abord que sa réalité soit perçue. Pour qu'il mobilise il faut que la motivation d'agir se répande. Le mouvement se donne alors pour objectif de faire connaître les causes de conflits quand elles viennent d'une remise en cause d'intérêts collectifs menacés. On doit prendre ce rôle dans toute son étendue et toute sa portée. Pour que le conflit soit assumé, encore faut-il qu'il soit identifié. Cette identification est un processus qui engage un ensemble de motivations diverses qui dépendent à leur tour de la position sociale ou culturelle de ceux qu'il affecte. Un processus qui n'a rien de mécaniquement prévisible. Au contraire il nécessite une intervention humaine argumentée méthodique et le recours à tous les moyens techniques disponibles pour réaliser cette «alerte».

Le mouvement est ensuite un «éclaireur». Il met la lumière dans le cours de l'action en produisant les éléments d'informations et d'expérience dont ses acteurs ont besoin pour prendre leurs décisions. Ses membres intégrés à la lutte peuvent proposer des connexions avec d'autres secteurs.

Ensuite sa pratique est de se rendre «concrètement utile» dans l'action collective par l'expérience que ses membres ont accumulée et qu'il met au service de la réalisation des décisions des organes collectifs de la lutte. C'est le cas par exemple avec la pratique de «caisses de grève» organisées par le mouvement ou ses parlementaires pour soutenir l'action de secteurs syndicaux en lutte. Cette pratique est à la fois un renfort moral pour les combattants et un facteur d'appel à solidarité car il fait connaître la lutte, ses motifs et ses acteurs.

Dans cet ordre d'idée, des activités plus directes sont menées aux périodes correspondantes. Par exemple, des sessions de collecte de fournitures nécessaires à la vie quotidienne : collectes alimentaires, de fournitures scolaires, etc. Il organise aussi pour cela des actions collectives d'intérêt général, écologique ou autre. Une action aussi modeste porte plus loin qu'il y paraît. Venant d'une organisation politique, elle souligne le caractère politique de la pénurie dont souffrent les gens concernés. Elle fonctionne alors aussi comme une dénonciation. Dans tous les cas, le but est en permanence de fortifier les méthodes d'apprentissage de l'auto-organisation dans son milieu d'intervention. Ou de soutenir les organisations déjà existantes dans le domaine considéré. Le mouvement n'instaure pas un clientélisme de bienfaiteurs. Aussi les collectes des fournitures sont-elles remises aux associations ou instances capables de réaliser elles-mêmes la redistribution. De fait, cela revient à organiser une convergence politique dans l'action et former un métaréseau activiste.

LES ASSEMBLÉES CITOYENNES

Alors l'appui à des actions engageant ses forces militantes se fait en lien avec les associations ou syndicats. Cela, soit parce que ces dernières en sont les organisatrices et acceptent d'être aidées, soit parce que le mouvement va leur proposer de prendre en charge l'organisation logistique de l'action et se mettre à leur service. Dans la même perspective, le mouvement organise des sessions de formation thématique dans les domaines où se posent les questions que doit traiter le peuple dans une action. L'objectif final est de permettre au peuple de s'auto-constituer lui-même comme acteur politique. En période de tension et d'action de masse, le mouvement aide les secteurs populaires mobilisés à constituer leurs assemblées citoyennes. Ces assemblées sont la forme observée dans tous les grands conflits sociaux. Les insoumis alors participent activement à celles-ci et se mettent au service de leurs décisions.

Résumons. L'acteur social du processus révolutionnaire se met en action par lui-même, produit ses propres organes de décision puis instaure les nouvelles institutions. Le mouvement se met au service du processus de révolution citoyenne et se définit alors comme un agent remplissant plusieurs fonctions pour la bonne marche du mouvement populaire lui-même. Il n'est alors ni une avant-garde ni le dépositaire de la conscience politique collective. Ses fonctions sont autres. Pour les évoquer, pour les comprendre dans les divers contextes de leur usage, nous voudrions les replacer dans le déroulement du processus de révolution citoyenne.

LA RÉVOLUTION CITOYENNE

Pour aborder la question de la forme de l'organisation nécessaire, on peut soit partir des conditions sociales et culturelles du moment politique, soit de l'objectif politique historique visé. Cela a déjà été fait du point de vue des conditions socio-culturelles dans les chapitres précédents. Il faut maintenant partir de l'objectif auquel l'organisation est vouée : la révolution citoyenne. On verra combien cela facilite l'exposé des méthodes d'action et de la forme d'organisation en lui redonnant sans cesse son contexte opérationnel. Mais il faut alors avant tout donner une précision essentielle.

La révolution citoyenne n'appartient pas au mouvement. Ce n'est pas un projet. C'est un fait qui s'auto-réalise. L'analyse des cas concrets de telles révoltes dans le monde montre en effet comment le déclenchement de cette révolution se présente d'abord comme le résultat d'une nécessité indépendante de la conscience de ses acteurs. Ce n'est donc pas le parti qui «fait la révolution» mais les citoyens, c'est-à-dire les personnes quand elles exercent leur pouvoir social ou politique de décision dans la société qu'ils constituent. Les observations de terrain montrent comment la révolution citoyenne ne se déclenche ni ne se mène au nom d'une idéologie. Elle le fait par et pour des objectifs de vie concrets dont la pleine réalisation nécessite pour finir une réorganisation complète des rapports sociaux et donc aussi celle des institutions politiques.

Dès lors l'accomplissement des objectifs du programme insoumis et de son projet de société suppose que la société elle-même accomplisse la révolution citoyenne qui va le mettre en œuvre. Les causes et les moyens de la révolution citoyenne

dans la société sont donc présents dans toutes les luttes. En effet, c'est là où se dispute le pouvoir de décision entre le grand nombre populaire en action et n'importe quelle instance de pouvoir qui s'oppose à ses revendications. Le mot révolution citoyenne désigne donc le processus où la société reprend le pouvoir sur elle-même en vue de la satisfaction de ses propres besoins humains.

En ce sens, au total la révolution citoyenne est une révolution sociale et politique. Elle se conclut politiquement dans la tenue d'une assemblée constituante reformulant l'ensemble des institutions du pays concerné au service des objectifs écologiques et sociaux de la révolution. Cette conclusion, oui, c'est le projet des insoumis. Pour finir, un processus autonome et auto-organisé y conduit. La stratégie insoumise l'accompagne donc en se mettant au service de son déploiement.

PROCESSUS PERMANENT

Une imagerie doit être abandonnée pour bien comprendre notre propos. Il ne faut pas enfermer le concept de «révolution citoyenne» dans une représentation tirée du passé des événements révolutionnaires. La révolution citoyenne n'est pas un événement à date fixe sous forme violente faite de barricades et d'épisodes de ce type. Il s'agit d'un processus.

Il faut la comprendre comme un ensemble d'événements populaires. Ils se déploient dans une séquence plus ou moins longue. Cela au fur et à mesure de l'extension du champ des luttes, de l'évolution des rapports de force et du niveau de prise de conscience populaire à propos des nécessités du combat. En ce sens, cette trajectoire ne distingue pas entre le caractère révolutionnaire du processus et les étapes intermédiaires petites et grandes qu'il franchit pour maîtriser les problèmes posés et atteindre ses objectifs. Le sens révolutionnaire des événements se déduit du niveau d'évolution des revendications présentées et aussi longtemps que la démarche se construit comme une rupture avec l'ordre établi. D'un certain point de vue, la révolution citoyenne est une révolution permanente.

LES PHASES DE LA RÉVOLUTION CITOYENNE

L'observation des révolutions citoyennes permet de déterminer trois phases caractéristiques. La première est «instituante», c'est le moment où le peuple entre en mouvement, se constitue et s'identifie lui-même comme acteur de l'action. Ici la visibilité d'un mouvement est essentielle à son auto-identification. Elle est assumée comme telle. Les symboles, signes distinctifs, emblèmes de la culture contestataire populaire sont alors convoqués. C'est aussi l'appropriation de signaux auditifs (musique, casserolade, slogan). Mais aussi très souvent le drapeau national fonctionne comme un signal de légitimité sur le mode : «le pays réel, le peuple, c'est nous» ! Le port du gilet jaune en est une forme quasi emblématique. En deuxième temps, le processus révolutionnaire devient «destituant». Est alors exigé des pouvoirs et de ses agents qu'elle affronte de «dégager». Enfin, la dernière phase est «constituante». C'est le moment où le peuple décide de la reconstruction du cadre politique pour prendre les décisions.

LES CARACTÉRISTIQUES

On distingue bien les signaux distinctifs de ces phases et la forme de progression. C'est notamment l'apparition d'assemblées citoyennes comme ce fut le cas des ronds-points de Gilets jaunes. L'assemblée citoyenne est la structure de base commune aux révoltes citoyennes. Elle construit un discours et une légitimité sur le processus lui-même. Dans le même temps, on voit des méthodes se retrouver d'usage dans chacune de ces révoltes. Dans le même registre de mise en relation et de connexion, l'utilisation des réseaux de communication autonomes est une constante. Ils permettent d'amplifier et d'homogénéiser le mouvement en reproduisant par la fonction «transfert» les mots d'ordre, informations ou images-clés de la situation.

Mais ce n'est pas le seul signal commun. L'étude des cas de révolution citoyenne en relève d'autres comme le cas paradoxal du «refus de faire de la politique parce que ça divise». En résulte la promotion d'un unanimisme qui autorise alors une radicalité d'action complète et acceptée comme légitime. Un point essentiel : l'espace urbain et la maîtrise des réseaux qui le constituent est le lieu central de la révolution citoyenne. La barricade d'hier trouve une nouvelle forme pour interrompre l'ordre politique entre «eux» et «nous». C'est le blocage des flux, des réseaux, des lieux de logistique. Et la forme urbaine est à la fois le lieu mais surtout la matrice de la confrontation. Car l'appropriation de la géographie urbaine, exprimant la condition sociale du peuple, devient l'enjeu énoncé par les participants. C'est la forme correspondant à «la grève avec occupation» du lieu de travail. Enfin la présence des femmes dans les révoltes citoyennes est massive, et caractéristique. Elle concentre la signification révolutionnaire du processus. Porteuses des tâches de reproduction sociale au sens large, leur mise en mouvement est le signal de la profondeur de la panne sociale qui rend ces tâches vitales elles-mêmes impraticables. Il indique le niveau d'enracinement matériel ultime de la phase révolutionnaire. Résumé : quand les femmes s'y mettent c'est que tout est perdu pour l'ordre établi.

NOURRIR LES TRANSITIONS DE PHASE

Le processus révolutionnaire est un phénomène global qui affecte l'ensemble des couches constituant la société. Nous disposons d'une description précise du déroulement des phases des révoltes citoyennes contemporaines. Elle est basée sur des observations faites dans vingt pays. On comprend alors comment l'adjectif «citoyenne» nomme à la fois la méthode et le but. Le moyen et la fin sont identiques. Cette révolution consiste à reprendre le pouvoir concret de contrôler et de décider sur un aspect de la condition de vie populaire. La révolution citoyenne est l'expression de la société cherchant à débloquer elle-même une impasse concrète quand on ne peut accomplir une tâche urgente du présent et satisfaire des besoins essentiels. Si le moment déclencheur est fortuit, le reste du processus passe par des phases que l'étude des cas concrets a rendu possible d'identifier. Ici tout aussi importante est l'identification des étapes d'un processus de cette nature. Et à partir de là de prendre en compte les transitions entre les phases. Dans ces transitions, le mouvement en tant qu'organisation politique va trouver son rôle pratique. Il va aider, faciliter, nourrir les moyens des transitions de phase. Au fond, ces transitions

sont le processus révolutionnaire lui-même. Ici s'observe la «transcroissance» des revendications. C'est un phénomène crucial dans le déroulement d'une révolution citoyenne. Il s'agit du passage d'un registre de revendications à un autre. De demandes sociales ou écologiques à des revendications politiques. Tout se tient, du passage de l'assemblée citoyenne à la revendication du pouvoir référendaire et ainsi de suite à chaque étape et pour finir à la tenue d'une Assemblée constituante.

LA STRATÉGIE DE L'UNIFICATION POPULAIRE

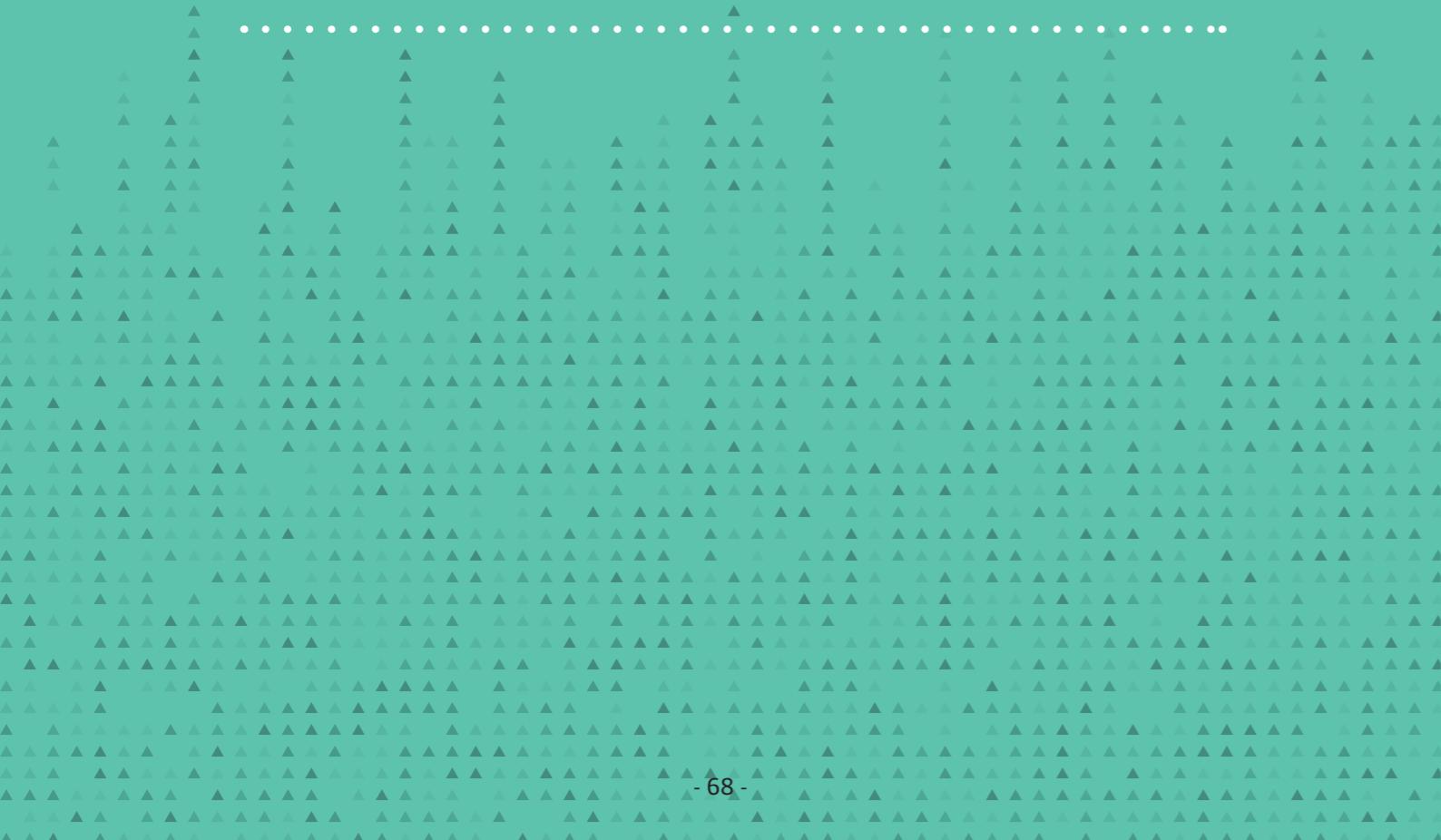
Le peuple est un «agrégat» du point de vue de la diversité des conditions d'existence qui le constituent. Dès lors, l'unification politique du peuple est l'enjeu essentiel du travail que doit accomplir le mouvement. Ce qui suppose un programme politique qui permette cette unité. La question stratégique d'hier à propos des alliances sociales et politiques prend alors un nouveau visage. Celui d'un processus d'unification par une identification politique commune. C'est le rôle du programme de gouvernement qui s'adresse aux catégories sociales du peuple «balkanisées» par le néolibéralisme. Mais comment ce programme entre-t-il dans la vie de ceux à qui il est destiné et à qui il propose un horizon commun ? Ici, l'école de formation c'est l'action commune. Cette approche distingue bien la condition sociale «en soi» du peuple et les apprentissages qu'il doit opérer pour parvenir à une conscience de soi politique. L'action est considérée comme le liant fédérateur et la source d'apprentissage des identifications politiques. La question de l'unité organique nécessaire de celui-ci reçoit ici sa réponse. Certes ce sujet touche d'amples champs d'applications. Mais il fonde aussi et surtout des directions de travail invariables.

Il s'agit des luttes contre les méthodes de fractionnement du peuple. Si l'unité organique prend un sens fondateur, c'est bien dans le refus du racisme et du sexism. Ces deux thèmes illustrent (sans les y réduire) toutes les campagnes d'essentialisation. Ils ne résument pas mais ils incarnent pourtant deux domaines centraux par les masses humaines qu'ils impliquent et l'impact transversal fédérateur qu'ils ouvrent. Car ces dernières sont l'outil essentiel et le cœur de la contre-offensive des dominants. Fractionner le peuple en «naturalisant» les différences qui le touchent est une égie efficace pour la domination de l'oligarchie. Également en les moralisant, par la mise en scène des «mauvaises classes populaires profiteuses» dont les contours recoupent et renforcent les stigmatisations raciales.

S'APPROPRIER L'HISTOIRE DE L'ÉMANCIPATION

Les organisations d'extrême droite ont pour objectif ce rôle essentiel : briser le lien du vécu vers la conscience politique de rupture avec le système. Elles y substituent des leurre criminogènes. Il est essentiel de comprendre à cet instant l'importance du point de vue sous lequel nous nous plaçons. Racisme et sexism ne sont pas des diversions pour «éviter de parler du reste» et notamment des questions sociales comme on l'entend hélas trop souvent. Racisme et sexism sont des stratégies concrètes de domination. L'un et l'autre sont requis pour opérer la division du peuple qui est la condition initiale de sa soumission et l'outil essentiel de la domination de l'oligarchie. Ce front de lutte engage donc des batailles concrètes pour l'égalité des droits des personnes. Mais elle doit se doter d'un système d'appropriation positive de l'histoire de l'émancipation. C'est-à-dire celle de personnages et de situations historiques. Il s'agit de ceux qui incarnent les temps forts héroïques et emblématiques de ces luttes. Rosa Parks et la Révolution française sont des exemples de ce que signifient ces appropriations. Mais on doit y inclure les musiques, les rites et d'une façon générale toutes les productions intellectuelles et sociales humaines fondées sur le respect de l'égalité.

SEPTIÈME PARTIE : **L'ORGANISATION INTERNE DU MOUVEMENT**



A) LES PRINCIPES DU MOUVEMENT

L'ADAPTATION PERMANENTE

Cette nouvelle approche bouleverse notre vision et la pratique de la lutte politique. Nous avons devant nous à la fois un acteur social nouveau mais aussi des moyens d'action nouveaux. Et nous affrontons un double défi écologique et social. Tout est nouveau sous nos yeux. Notre but est alors d'adapter notre organisation au processus de la révolution citoyenne tel que l'accomplit le peuple contemporain. Il ne s'agit ni d'une prise de pouvoir par un coup de force, même quand il connaît des épisodes violents, ni une classique occupation majoritaire des institutions parlementaires, même si elle est très puissante. La révolution citoyenne est un processus de durée et d'intensité variables selon les pays et les circonstances. Il passe de façon autonome par des phases distinctes depuis son étape initiale instituante son moment « destituant » jusqu'à sa phase finale constituante. Il s'agit d'un processus de transcroissance des revendications entre le niveau où elles démarrent, social ou politique, et la conclusion à laquelle elles arrivent. Le rôle du mouvement est d'être une composante de ce parcours pour aider à son succès qui se joue dans les transitions de phases du processus révolutionnaire, dans le succès du passage d'une étape à l'autre. S'il doit emprunter beaucoup aux leçons et aux pratiques du passé, l'exercice à faire reste aussi nouveau que les circonstances et l'acteur qui le porte. Notre expérience en France montre que la mutation de la culture de la forme « parti » vers celle de Mouvement politique de la révolution citoyenne est avant tout une pratique d'adaptation permanente. Elle se redéfinit à mesure où l'expérience se précise et où se transforment les conditions initiales de la société, des outils disponibles et des systèmes de connexion des individus.

CONSENSUS ET CONFLICTUALITÉ

Les questions du fonctionnement interne se posent autrement une fois définie de cette façon la place du mouvement dans le processus de la révolution citoyenne. Quels sont les principes à mettre à l'œuvre dans une organisation de ce type comme conditions nécessaires pour un fonctionnement conforme à l'objectif politique ? Le premier d'entre eux est d'opérer un distinguo fondamental. Autant dans la société et les institutions représentatives, le Mouvement doit accompagner et construire les conditions de la conflictualité, autant l'objectif est exactement inverse en son sein. En effet, le but de la démocratie est de trancher entre des positions contraires. Les positions contraires ou du moins différentes sont la condition de son fonctionnement. Leur existence et le choix à leur sujet sont un signe de bonne santé de la société. À l'inverse, dans une organisation politique unie sur son programme, il s'agit de construire des consensus. C'est-à-dire la cohésion la plus forte possible entre ses membres pour entrer dans l'action. L'objectif n'est donc absolument pas le même. La tentation de vouloir une organisation construite sur le modèle des institutions communes de la société est un germe de substitutisme évident. Si l'organisation a le fonctionnement idéal des institutions, à quoi bon ces institutions ? Le parti guide vainqueur est promis à devenir un parti-État.

LA MÉTHODE «INCLUSIVE» ET «FÉDÉRATIVE»

La méthode à l'œuvre est l'inclusion et la fédération en vue du consensus plutôt que la «démocratie» fractionnelle. En effet l'expérience montre comment cette «démocratie» crée des fractions permanentes, des «partis dans le parti». Elles produisent et reproduisent sans cesse des majorités toujours les mêmes et donc autant de minorités. L'expérience montre comment les unes et les autres durent bien au-delà du moment des choix de congrès. Elles conduisent toujours à une instrumentalisation des divergences dans les luttes de personnes. Alors, immanquablement, le lien entre les composantes de l'organisation se fragilise à mesure qu'elles durent. Et celles-ci produisent à leur tour sans cesse des nouvelles conflictualités en leur sein et avec l'ensemble. La démocratie par la vie des courants du vingtième siècle contourne vite une question pourtant invariante d'échelle : la démocratie des sous-courants dans les courants... La duplication du mécanisme central conduit directement à un émiettement généralisé.

Les deux mots «fédératif» et «inclusif» sont consubstantiels au mouvement qui les a revendiqués dès ses premiers pas, en opposition à la méthode de la prétendue «démocratie des courants». Nos mots ont une fonction large. Ils décrivent les contours d'un objectif qui fonctionne à tous les niveaux, au centre du mouvement et partout ensuite. La maison est organisée par compartiments : dans les villes, ou par thèmes de travail. Tout est uni en se fédérant. L'idée était d'imiter le fonctionnement des confédérations syndicales. Cela veut dire d'autres méthodes de fonctionnement, totalement nouvelles par rapport aux pratiques des partis traditionnels. Nous avons donc inventé le tirage au sort des membres d'instances d'animation, le mandat populaire, les boucles de messagerie qui dirigent, les votes électroniques en ligne et combien d'autres choses. Chaque fois sont annulées les contraintes de temps et d'espace par le contact numérique comme le permettent les techniques de notre temps.

FÉDÉRER

La nouvelle réalité sociale de notre temps si émiettée soit-elle n'a pas effacé la tendance de l'animal social humain «à faire société» envers et contre tout. Certes, par un côté, la population se fractionne en groupes distincts. Mais d'un autre côté elle ne les dissout pourtant pas dans une individualisation totale. Au contraire, on voit aussitôt se partager toutes sortes de traits considérés par les intéressés eux-mêmes comme des identifiants collectifs. Les signaux en sont de tous ordres : adresses, lignes de transport en commun et ainsi de suite. Hier la condition sociale unifiait en uniformisant. Le bleu de travail ou la blouse blanche pouvaient presque en être l'uniforme. À la fusion succède un format en grumeaux, des îlots d'identités partagées dans des flux de connexions qui les englobent. Des sociologues ont parlé d'une ère des «tribus urbaines». Mais il est important de repérer comment les composants de cet ensemble ne se dissolvent pas. Ils ne fusionnent pas. Ils ne s'annulent pas. Une autre nouvelle dynamique l'anime. La nouvelle condition humaine produit aussi une créolisation générale des cultures et des identités. C'est-à-dire le surgissement imprévisible de nouveautés faisant culture commune, venues de musiques, de mœurs et de goûts issus pourtant d'horizons sociaux et culturels parfois très éloignés. Des formes d'organisation sont venues de ce moment social et des instruments techniques disponibles pour surmonter la pulvérisation des situations. La fonction de connexion des temps de vie, hier assumée par l'organisation du travail, sera assurée autrement. Mais ici émerge la mise en œuvre d'un nouveau principe d'auto-organisation que nous jugeons essentiel.

Dorénavant l'organisation doit unifier ses rangs en fédérant. Le mot fédérer est déterminant. Fédérer, cela signifie se connecter pour agir entre groupes au départ disjoints. D'une certaine façon, ce principe reproduit le mécanisme coopératif de la division du travail. Bien sûr entre les groupes fédérés il n'y a pas forcément une répartition bien établie des rôles à jouer dans l'action. Le processus fédératif s'accomplit dans et par l'action. L'être à l'œuvre dans l'action commence et finit avec elle. Fédérer est ainsi une action plus complexe qu'il y paraît à première vue. Car cela doit à tout moment identifier les participants sans les dissoudre. Ce concept est central dans la conception de la forme du mouvement politique. Chaque composante contient une raison d'être. Elle la maintient, conserve son identité et souvent son affichage. Mais elle s'unit aux autres par l'action qu'elle rejoint pour son propre compte sans s'y dissoudre. Ces composantes construisent elles-mêmes l'action dans la démarche fédérative et non par la fusion ou la reproduction de structures d'encadrement hiérarchique. Dans le processus fédératif, pas un gramme d'énergie n'est utilisé à autre chose qu'à l'action commune. Le continuum fédératif succédant à la forme «fusionnelle» du salariat de la période fordiste reprend en tous points les caractéristiques de la société dans laquelle vivent les gens. Il reprend le mécanisme qui unit l'individualisation croissante des relations et leur participation inclusive dans les réseaux sociaux de communication. Le mot fédérer n'est pas parfait pour décrire le phénomène mais c'est le mieux adapté.

INCLURE

Pour une organisation politique, tout commence par une fonction de base : la mise en relation mutuelle de ses membres, pour que ceux-ci y trouvent leur efficacité dans leur action avec la société. Dans le vocabulaire contemporain, on dirait que tout commence par la connexion. On penserait alors aux outils numériques. Mais de quoi parle-t-on ? Il s'agit de créer un continuum. Le terme mérite précision. On parle ici de la construction d'un «espace» commun continu. Comme on le dirait de la surface d'une toile ou d'une feuille de papier. Ici il s'agit d'un espace physique de gens socialement reliés les uns aux autres. Mais il s'agit aussi d'un espace symbolique. Et les deux à la fois ? Ce sont par exemple des gens rassemblés dans un espace commun comme un atelier, une entreprise ou une place, une rue lorsqu'ils sont unis par une action, une revendication, une prise de conscience, un mot d'ordre commun. Une continuité sociale devient un continuum politique quand une même condition sociale unit les individus qui la composent dans une même action politique. Au fond, c'est bien la toile internet qui en donne la meilleure image. L'objectif d'une connexion générale se comprend alors plus facilement. C'est elle qui peut créer le continuum où l'individu est uni à une action de masse consciente et concertée. C'est le cœur de la stratégie pour construire une conscience collective entre «nous» face à «eux».

C'est la réplique de la conscience de soi de classe. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui. Au moment où d'autres moyens technique rendent tout cela possible avec une nouvelle portée. Ceux-ci ont aboli la quasi-totalité des contraintes de l'époque précédente. Ils ont créé un espace-temps nouveau. Ne pas l'identifier c'est vivre «hors du temps» de son époque au sens littéral.

Mais attention ! Ne pas identifier les limites que les nouveaux outils contiennent est aussi une forme d'irréalisme. Car il les transposent aussi sur le terrain et cela peut coûter cher pour le succès de l'action.

Au total, et quel que soit le moment ou bien le dernier outil technique rendu disponible, il faut accepter un préalable. On ne peut jamais se dispenser d'inclure une réflexion sur les conséquences de l'usage de ses propres outils sur le fonctionnement et donc la définition de l'organisation politique. Tout un monde d'habitudes et de comportements a été implanté dans les esprits par la longue durée pendant laquelle les précédentes façons de faire se sont imposées. Mais le rythme accéléré des changements techniques depuis lors a aussi des implications. Une nouvelle fois sa source est dans la société, dans son organisation du travail et de la production en général. L'explosion des technologies de la communication ne doit rien à un quelconque souci bienveillant d'améliorer les échanges humains. Elle est le produit direct de la réorganisation du capitalisme. La formation de la sphère financière globalisée autant que la mondialisation et l'interconnexion des réseaux de production et de services en sont la source. Ils formatent donc l'ensemble des relations quotidiennes ordinaires de millions de gens. La palette des méthodes de contacts évolue. Mais elles produisent un résultat plus ou moins inclusif selon l'usage fait de ces outils et la manière de les manier.

B) LE FONCTIONNEMENT DU MOUVEMENT

COORDINATION DES ESPACES

Voyons maintenant les structures, les outils « concrets » sur lesquels repose le mouvement Insoumis. Ils ne sont pas très nombreux. La coordination de ces actions est assurée par la «coordination des espaces» du mouvement Insoumis. Elle trouve son origine dans la structure d'organisation de la campagne de 2017. Elle a depuis été perfectionnée par l'amplification du mouvement, l'installation du groupe parlementaire et son passage de 17 à 72 députés.

La «coordination des espaces» de la France insoumise est une structure opérationnelle. Son objet est de fédérer l'activité de secteurs d'action. Ceux-ci ont par ailleurs un fonctionnement autonome. Son rôle est de coordonner, comme son nom l'indique. Cela va du suivi, du soutien et de l'impulsion des luttes sociales, écologiques, antiracistes et citoyennes à l'analyse des résultats électoraux et la préparation des batailles électorales, en passant par le soutien à l'implication citoyenne à travers les méthodes de l'éducation populaire, l'animation d'un réseau jeune. Une mission essentielle incombe à l'Institut La Boétie, fondation insoumise, en charge du travail d'élaboration intellectuelle et du lien avec le monde universitaire, scientifique et culturel en France et à l'international. Évidemment son école de formation est décisive dans la production par elle-même de ses animateurs qui sont ses dirigeants.

Rien à voir donc avec un «bureau politique» ou un salon de rencontres aigres entre courants et sous-courants. Le bilan des miasmes de l'époque des partis du vingtième siècle a été tiré de longue date. À présent, la nouveauté est évidemment sur les visages. Le renouvellement des cadres s'opère. La parité femme-homme est parfaite à tous les niveaux de décision du mouvement. Ni faveur du prince, ni certificat de baptême ni carte d'ancienneté ni de négociation de pouvoir de nuisance dans cette composition. Depuis 2017, tous gagnent leurs galons dans l'action et leur participation à l'effort collectif. Bien sûr, tous ceux qui l'ont fait aussi ne sont pas tous là. Beaucoup d'autres pourraient être là mais ne le demandent pas. Car ils sont conscients qu'il faut être disponible, collectif et actif à haut niveau ce qui n'est pas toujours possible pour chacun.

D'autant que l'obligation de présence est rigoureuse pour que le travail soit vraiment coordonné et suivi. Comme il y a une obligation de discréction absolue, on peut aussi trouver ça peu gratifiant médiatiquement. Reste que cette discréction seule rend le travail commun possible. Cette discréction étant une condition du bon fonctionnement et de la possibilité d'un travail commun, elle est prônée et défendue comme un bien commun.

Les postes opérationnels font la vie quotidienne du mouvement. Ils sont considérés comme vitaux et ne peuvent en aucun cas être abandonnés aux hasards des parolotes ni à la dictature bavarde mais inefficiente des professeurs «y a qu'a» qui pullulent et s'agitent bruyamment ailleurs. Dans la vie quotidienne ordinaire du mouvement chacun décide du niveau et de l'intensité de son engagement. Les fluctuations entre l'intérieur et l'extérieur du mouvement sont permanentes.

LE PROGRAMME, LES LIVRETS

Lorsque *L'Avenir en Commun* a été publié dans sa version originelle, en 2016, il a été décidé de le compléter par 41 livrets thématiques. Ces livrets couvrent les très nombreux domaines essentiels concernés d'une façon ou d'une autre par une action gouvernementale : transports, logement, sport, culture, déchets, construction, mais aussi espace, mer, numérique, etc. Ils ont servi à compléter, préciser, approfondir le programme *l'Avenir en Commun*. Mais ce faisant, ils ont aussi aggloméré des militants insoumis réunis par leur intérêt commun pour un sujet, soit comme syndicaliste, professionnel, associatif, membre de collectif, ou en tout cas directement concerné par le problème en question. Ces groupes de travail se sont prolongés comme un pôle à part entière de la France insoumise. Ils représentent la part sans cesse vivante, sans cesse en évolution du programme. Ils sont un point d'entrée permanent pour la société mobilisée, qui, dans ses luttes produit sans cesse de nouvelles revendications.

Parce que les membres de livrets sont imprégnés dans ces luttes, ils peuvent capter ce qui est nouveau, faire entrer les nouveaux fronts, les nouveaux débats dans la réflexion programmatique de moyen terme du mouvement Insoumis. Ainsi, ils participent à toutes les grandes phases de renouvellement programmatique. Régulièrement, ils synthétisent ce travail permanent en contributions pour compléter, amender, modifier le programme. Ils sont aussi en lien avec des réseaux spécifiques de la France insoumise. L'objectif alors n'est pas de faire une synthèse intellectuelle mais plutôt d'être impliqué directement dans les mobilisations sociales. En effet, la forme mouvement se veut aussi mouvement social. Ainsi, le réseau des luttes écologistes, le réseau des syndicalistes, le Réseau insoumis antifasciste ou encore les Jeunes Insoumis sont consultés par les groupes thématiques des livrets pour faire le bilan des luttes et des nouveaux thèmes qu'elles imposent.

LES BOUCLES DÉPARTEMENTALES

Les boucles départementales ont été mises en place en décembre 2022 afin de faciliter la mise en relation et la coordination des différents groupes d'action certifiés d'un département. Elles favorisent le partage des informations et des actions entre groupes d'action et permettent l'organisation d'initiatives communes à l'échelle d'un département. Elles sont dotées d'une trésorerie sur Action populaire : la caisse départementale. La prise de décision s'y fait au consensus et dans le respect du principe d'autonomie des groupes d'action et leur fonctionnement est encadré par une charte.

Les « boucles départementales » sont des lieux de connexion sur une messagerie (Telegram, Signal, WhatsApp). Elles regroupent : les binômes paritaires d'animation des groupes d'action certifiés, des groupes d'action lycéens et étudiants certifiés, les députés, les élus régionaux et départementaux et le député référent du département pour les départements où nous n'avons pas de parlementaire, le binôme paritaire représentant l'association départementale des élu·es, un binôme ou un·e représentante du Service d'ordre, en charge des questions liées à la sécurité des évènements, un binôme de correspondantes de l'Institut La Boétie, en charge des demandes de formation à l'échelle départementale. Cette architecture est la trame concrète de l'organisation matérielle. Elle est cent pour cent numérique.

Elles désignent parmi ses membres des binômes paritaires chargés de tâches opérationnelles comme l'animation des réseaux sociaux et relations presse, l'organisation des commandes de matériel, le suivi des luttes locales, des relations unitaires et la gestion de la caisse départementale. Ces binômes sont en lien avec leurs « espaces » respectifs. Ils peuvent aussi être réunis si les circonstances le nécessitent. Par exemple, pendant la lutte contre la retraite à 64 ans, les binômes chargés du suivi des luttes de tous les départements ont été réunis en visio à haute cadence pour coordonner nos actions sur tout le pays.

LES GROUPES D'ACTION

Il y a près de 5 000 groupes d'action dans toute la France, dont plus de 2 000 ont accepté de se soumettre aux conditions d'une certification plus exigeante. Une centaine de ces groupes se trouve dans les Outre-mer. Mais l'action ne s'arrête pas là puisqu'il y a également une centaine de groupes d'action en dehors de la France, sur tous les continents. Ces groupes sont des cellules d'action comptant au maximum entre 3 et 12 membres actifs en principe. Ils peuvent être constitués sur une base géographique ou professionnelle. Il y a ainsi des groupes d'action locaux constitués à l'échelle d'un territoire réduit (quartier, village ou petite ville, canton) ; des groupes d'action professionnels au sein d'une même branche d'emploi ; des groupes d'action lycéens et étudiants au sein d'un même lieu d'étude. L'immense majorité des groupes d'action sont des groupes d'action locaux. Cela peut sembler contre-performant de vouloir diviser l'action en petits groupes. C'est le contraire. En réalité, cela permet une action collective très méthodique. Cette forme d'organisation vise ce que Gramsci appelait dans les *Cahiers de Prison* le niveau « moléculaire » du social. Les groupes d'action ont vocation à s'insérer dans la trame micro-sociale du quartier voire de l'immeuble. Cette dernière modalité a été expérimentée réellement par le mouvement Insoumis avec l'activation pendant ses campagnes de ses « correspondants d'immeuble ». Nous pouvons reprendre à notre compte le slogan du Parti communiste italien de l'après-guerre, quand décrivant l'ambition de maillage des communistes transalpins décrétait « une section pour chaque clocher ». À la France insoumise, c'est « un groupe d'action pour chaque quartier ».

Une fois par mois, les membres de groupes d'action se réunissent en assemblée numérique. Ces assemblées reçoivent les informations sur les actions engagées, est saisie d'un thème ou autre de la vie du mouvement. Elles permettent de faire des

points politiques réguliers, fournir des argumentaires, rendre compte du travail parlementaire, présenter les campagnes du mouvement. Elles se font systématiquement en présence d'un ou plusieurs membres de la coordination des espaces. C'est également un moment d'échange privilégié direct entre les insoumis et les animateurs politiques nationaux du mouvement qui répondent à toutes leurs questions. L'animateur de groupe d'action a l'unique tâche d'animer politiquement le groupe. Il en assure la bonne coordination. Mais il n'a aucun privilège d'information. Chaque insoumis peut donc avoir le même niveau d'implication dans le mouvement.

L'important à observer est que la plupart des participants à ces groupes d'action n'ont en général aucune expérience de l'action politique organisée. Du coup, chacun vient avec ses méthodes, ses questionnements, ses certitudes pas toujours explicitement formulées. Le mélange avec des militants politiques aguerris n'est pas forcément toujours une réussite. D'entrée de jeu, les uns s'exaspèrent souvent vite des naïvetés des premiers. Et les autres se lassent vite des routines des seconds. Dans ce type de cas, l'alchimie est complexe. L'observation montre que l'inventivité maximale est toujours dans les groupes les plus « inexpérimentés ». Le secret est le suivant : faute de savoir-faire, ces groupes doivent importer et mettre en pratique des méthodes et des intuitions qu'ils observent dans d'autres secteurs d'activité de la société. Il est donc toujours recommandé de s'obliger à l'invention comme une consigne stimulante. Quant aux blocages liés aux inévitables problèmes entre les personnes, la réponse la plus performante trouvée est la « scissiparité » : ceux qui ne se supportent pas se séparent et deux GA se constituent pour aller à la conquête de la société. Ce processus existe dans toutes les « sociétés élémentaires ». L'émulation entre collectifs peut alors remplacer la compétition entre les personnes.

FINANCER L'ACTION

En tant que mouvement, la France insoumise a fait le choix de ne pas demander de cotisations à ses militants afin que les questions financières ne soient pas un frein à l'engagement et à l'action. Le financement de notre mouvement repose donc en très grande partie sur les dons, ponctuels ou mensuels, de nos militants et sympathisants. Quant aux cotisations des élus, elles sont réparties en deux parts : une part pour le département dont ils sont élus et une part qui est une participation solidaire aux caisses départementales qui ont peu d'élus.

Autre détail qui compte : le fléchage des dons... Lorsqu'une personne effectue un don, elle a la possibilité de flécher celui-ci soit nationalement pour financer l'activité, les événements et les campagnes du mouvement, soit vers la caisse de leur groupe d'action ou leur boucle départementale pour financer les actions locales, soit le répartir sur les trois. Les dons attribués aux groupes d'action ou boucles départementales peuvent être utilisés localement comme ils le souhaitent : achat ou location de matériel pour des actions (sono, barnum...), impression de tracts locaux, achat de nourriture et boissons pour des événements locaux par exemple... C'est la France insoumise qui procède ensuite au règlement.

Le matériel militant national (tracts, affiches et autocollants) est mis à disposition gratuitement pour les militants, ils peuvent le commander en ligne sur Action populaire.

DÉSIGNATION DES CANDIDATS

Lors de chaque échéance électorale, de nouvelles formes d'assemblées peuvent être créées selon les objectifs politiques (assemblée de ville pendant une campagne municipale, assemblée de circonscription pour une législative, etc.). La France insoumise désigne ses candidats et candidates en s'appuyant sur les remontées de noms proposés par des groupes d'action dans ces nouveaux cadres. Ce moyen de fonctionnement empêche toute baronne locale de perdurer : les chefs de file et candidats d'une élection ne sont pas des chefs locaux à vie et la France insoumise n'a pas de candidats professionnels.

Voici la procédure. Un appel à candidatures est lancé nationalement, ouvert à tous les insoumis. Avant de désigner des candidates et candidats, un binôme paritaire de « chefs de file » est désigné pour animer le collectif militant en vue de l'échéance électorale à venir. Les candidatures sont ensuite transmises localement aux insoumis qui, réunis en assemblées départementales, de circonscription ou de communes, les étudient et formulent, au consensus, une proposition de candidats au Comité électoral.

Le Comité électoral valide (ou non) les candidatures et prononce les investitures en garantissant la parité homme femme au niveau national. Mais aussi et surtout il s'assure de la représentativité de nos candidates et candidats. Ici il s'agit des questions d'âge, de catégories socioprofessionnelles, d'engagements associatifs et syndicaux, et ainsi de suite. Le but est d'être à l'image de notre société dans toute sa diversité.

Dans le cadre particulier de l'élection présidentielle, la France insoumise réunie en Assemblée représentative décide de quel moyen elle se dote pour la désignation du candidat et soumet cette proposition à la collecte de cent cinquante mille parages de citoyens.

ASSEMBLÉE PRÉSENTATIVE

Pour finir, événements fondateurs, les Conventions et les Assemblées représentatives permettent les décisions collectives de la France insoumise. Ces rassemblements fixent les objectifs et les campagnes du mouvement. Évidemment tout cela doit être construit dans le cadre fédérateur du programme *L'Avenir en Commun*. En toute circonstance, celui-ci demeure l'agglomérateur suprême. Ces événements ont aussi pour mission de réfléchir à de nouvelles formes d'actions, ou à la création de nouveaux outils.

Les Conventions sont convoquées avant chaque grand moment politique, elles permettent de réunir plusieurs centaines voire milliers d'insoumis en un même lieu. Elles proposent sur un ou deux jours des outils collectifs de mise en mouvement et projection de tous les insoumis dans une bataille à venir avec des moments de formation, d'ateliers. Ils se concluent par une séance retransmise en direct dans la forme d'un meeting.

La France insoumise se réunit au moins deux fois par an en «Assemblée représentative». Les Assemblées représentatives réunissent les animateurs des Pôles et des Espaces du mouvement, ainsi qu'un insoumis de chaque département, des Outre-mer et des Français de l'étranger, tirés au sort parmi les animateurs de groupes d'action certifiés. Les Assemblées représentatives font le lien entre le travail hebdomadaire de la «coordination des espaces», organe central d'animation, et les groupes d'action actifs sur le terrain.

Les Assemblées représentatives semestrielles sont les moments centraux de cogitations. On y fait le bilan des différentes séquences politiques, on réfléchit au déploiement de nos campagnes. On prend le temps d'échanger sur les perspectives de la France insoumise et de faire le point sur l'activité des différents Pôles et Espaces du mouvement. Elles servent de coordination de tous ces secteurs sur le plan national mais ce ne sera jamais pour autre chose que pour coordonner leurs actions. Non pour en décider.

Car cela, ces «orientations stratégiques» sont traitées sous forme de textes élaborés collectivement. En effet, bien en amont de la tenue de l'Assemblée représentative, la «coordination des espaces» en propose une première version, qui est discutée dans tous les groupes d'action de France. Les boucles départementales s'activent ensuite pour collecter et synthétiser les remarques, propositions faites par les insoumis sur le texte. Puis les membres de l'Assemblée représentative travaillent à intégrer ces «retours» des groupes d'action dans le texte. Cette nouvelle version rédigée par l'Assemblée est ensuite soumise au vote de l'ensemble des insoumis. Le but assumé de cette méthode est d'éviter les clivages, de produire du consensus plutôt que de l'arbitrage de désaccords.

Cet objectif a pu être tenu. Cela y compris contre la volonté de ses opposants qui auraient souhaité un retour aux confort féodaux des fractions, tendances et plateformes. Malgré aussi le caractère nuisible des ingérences de presse dans le but d'exaspérer les discussions. Le succès de ce fonctionnement est venu de la pratique et des rapports de confiance qu'elle a construit dans la durée. Pour cela a été mis en place un moyen simple de consultation interne. Une fois par mois se réunissent en ligne les responsables des groupes d'action ou leurs représentants. L'intensité et la régularité de ces rencontres sont équivalente à ce qui était obtenu par un congrès dans les anciennes formes. Du fait de son fonctionnement non conflictuel, cette instance informelle produit une culture favorable au consensus, aux mœurs qui y correspondent et aux désaveux de celles qui s'en écartent. Tous les moyens de pression extérieure ont dû être subis avec sang-froid pour ne pas céder à l'habitude détestable et liquidatrice des indiscretions de presse produisant du fractionnement.

C) AU-DELÀ DU MOUVEMENT

MARCHER FAIT LE CHEMIN

C'est en marchant que nous ferons le chemin, selon l'expression bien connue. C'est à ce prix que nous pourrons le plus étroitement ressembler à la société que nous voulons aider à se mettre en mouvement et la représenter. Car on ne doit jamais l'oublier, le moyen préfigure la fin : la révolution est citoyenne si son acteur l'est. En ce sens, l'objet de l'action ce n'est pas le «développement du mouvement» mais l'augmentation de la capacité d'auto-organisation de la société !

Cette diversité de motivations est aussi une diversité d'intensité d'engagement, et une variété tout aussi grande de rapports à l'action politique. Le mouvement ne peut donc pas lui-même s'approprier ses propres soutiens. Il ne peut les déclarer fondus dans une même entité assez homogène pour se doter d'une «direction politique» qu'ils désigneraient par des votes après débats entre plateformes et ainsi de suite. Le mouvement est une entité qui s'organise par l'action de plusieurs types d'activités et des structures qui rendent ce travail possible. Il est donc «polycentrique». Il y a plusieurs centres d'action, souvent autonomes les uns des autres. La liberté d'action est la méthode. Le contrôle à posteriori est la règle de fonctionnement dans chaque domaine d'action. Il n'y a donc pas de présidence au mouvement et il n'y en aura pas. Et pas davantage de «délégué général» à cette étape car le besoin ne s'en constate pas. La fonction de « coordinateur du mouvement » est celle d'un facilitateur.

LA FORME ONDE

L'expérience concrète nous a enseigné l'importance de la maîtrise du temps de l'action politique. Toute action s'inscrit qu'elle le veuille ou non dans un espace déjà saturé de rendez-vous et d'informations. Le mouvement attache donc une très grande importance à la coordination de ses actions et à leur insertion dans le calendrier commun. La journée du lundi est donc consacrée pour l'essentiel à cette tâche à tous les niveaux nationaux de l'organisation. Elle commence donc par la réunion de l'observatoire consacrée aux calendriers de la société et à ceux de l'organisation. Puis la coordination met en place les priorités du cadre de travail collectif, les collectifs de permanents se réunissent ensuite et le bureau du groupe parlementaire clos l'enchaînement des réunions de prévisions.

Le mouvement s'organise ainsi comme une onde : des consignes et mots d'ordre se propagent depuis la coordination des espaces (le point de départ), passent et s'enrichissent par le bureau du groupe parlementaire LFI à l'Assemblée nationale et ainsi de suite. C'est ensuite discuté à la réunion de groupe hebdomadaire de l'ensemble des députés insoumis, déployé à la coordination opérationnelle (l'organisation interne du siège du mouvement) afin de répartir les tâches. À intervalle d'une fois par trimestre ou plus quand les circonstances le nécessitent, l'intergroupe parlementaire et la coordination des espaces peuvent être réunis pour travailler à produire une déclaration commune officielle. Pour finir, l'ensemble des insoumis reçoivent les informations et font

leurs retours. Tout cela a lieu chaque semaine et circule à une haute vitesse numérique. Les boucles départementales favorisent le partage des informations et des actions entre les groupes d'action certifiés et permettent l'organisation d'initiatives communes à l'échelle d'un département. La prise de décision s'y fait au consensus. La règle reste le respect du principe d'autonomie des groupes d'action, qui est un principe cardinal de l'organisation de la France insoumise. En aucun cas les groupes d'action ne peuvent voir leur action entravée par l'existence d'un échelon territorial supérieur. Le but de cette limite est d'empêcher la reconstitution de ces féodalités territoriales qui minent les partis traditionnels. Seul l'échelon national a le pouvoir de rétablir la cohérence quand elle est mise en cause par un signalement.

Cette organisation sous forme d'onde de propagation rayonnant par pallier peut donc aussi fonctionner dans l'autre sens. Par les remontées des boucles départementales et des groupes d'action, tous les militants peuvent faire circuler des propositions et des idées.

INTERFACE INTELLECTUELLE

Le forme du mouvement Insoumis a décorrélé la question du fonctionnement de l'organisation et celle du débat sur les orientations de fond. De cette manière, il rompt avec les fausses postures intellectuelles qui camouflent mal une vraie lutte des places dans les partis traditionnels sclérosés. Bien sûr, c'est la centralité du programme qui permet d'accomplir cette salutaire évolution. Mais le programme, parce qu'il est tourné vers la déclinaison concrète d'actions gouvernementales, n'épuise pas les discussions théoriques plus amples qui se présentent à mesure de l'apparition de nouveaux objets sociaux. Pour faire vivre cette production continue d'analyses critiques sur l'évolution du capitalisme et de sa société, le mouvement avait besoin aussi d'un outil. C'est l'Institut La Boétie. Il fonctionne comme un espace d'interface entre le monde intellectuel, universitaire et celui de l'action en faveur de la révolution citoyenne. Son caractère disjoint de la vie ordinaire du Mouvement permet qu'y vivent les controverses, les débats nécessaires aux élaborations savantes. Mais sa connexion assumée et revendiquée avec lui évite l'écueil d'une pensée à vide, coupée des enjeux concrets de la lutte. Ainsi, un travail approfondi, pendant une année, des chercheurs associés à l'Institut sur la question de l'intelligence artificielle a permis de mettre en lumière les enjeux, les lignes de front politique et le vocabulaire pour décrire le phénomène.

ÉDUCATION POPULAIRE

Les missions de l'Institut se complètent d'une école de formation pour les militants insoumis. Les élèves y reçoivent des cours qui font le tour de la théorie de « l'ère du peuple », et des formes les plus actualisées de la pensée du matérialisme historique et de l'humanisme global. Bien que cette école soit comparée dans la presse à plusieurs reprises aux anciennes écoles des partis communistes, elle est très différente par certains aspects. Le contenu des enseignements se présente d'une manière moins dogmatique que ceux qui étaient prodigués dans les écoles de l'ancien monde. Mais aussi, la forme du mouvement, fédératif et polycentrique

implique que l'objectif de notre école n'est pas de fournir des cadres pour occuper les postes de la bureaucratie partiale. Quel est alors son objectif ? C'est d'aider la formation d'un peuple révolutionnaire. Et particulièrement, l'idée est de permettre à la société mobilisée de produire, dans tous ses secteurs, des porte-paroles, des représentants, des organisateurs qui lui ressemblent. La sociologie nous apprend que naturellement, c'est-à-dire sans intervention consciente pour aider au contraire, ceux qui sont programmés socialement pour diriger dans la société se retrouveront aussi aux postes de commandement même des mouvements révolutionnaires. Alors, l'école de formation de l'Institut La Boétie réalise un travail dans la sélection de ses élèves pour y favoriser les groupes populaires, racisés, jeunes, féminisés. Ainsi, sur six promotions de 70 élèves chacune, 57 % des élèves avaient moins de 30 ans, 35 % avaient comme diplôme scolaire le baccalauréat, un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou brevet d'études professionnelles (BEP) ou aucun diplôme du tout et 59 % un revenu mensuel inférieur à 1 500 euros.

LA PLATEFORME EST LE POINT DE JONCTION

Le mouvement Insoumis n'est donc pas un parti, bien qu'il en assume des fonctions. Mais il le fait sous de nouvelles formes. L'une des applications concrètes les plus marquantes est l'organisation autour d'une plateforme numérique commune : Action populaire. C'est surtout une application numérique. Elle permet de rejoindre le mouvement et ses membres. Elle fédère l'action et la mise en mouvement. On s'y inscrit individuellement et collectivement.

Donc dans les faits, tout repose évidemment sur la plateforme internet qui permet ce que l'on appelle « l'horizontalité », terme dont nous nous méfions. D'abord parce qu'il sous-entend souvent une opposition à la verticalité qui est parfois tout simplement incontournable dans l'organisation d'une action. Ensuite, parce que les connexions rendues possibles par une telle plateforme vont dans tous les sens ; elles sont par définition polymorphes. C'est-à-dire qu'elles ne sont ni exclusivement du haut vers le bas, ni du bas vers le haut, mais dans tous les sens, de sorte que la notion même de haut et de bas, comme dans l'univers matériel... dépend de la position de l'observateur.

Pour mieux souligner la singularité de l'objet, nous voulons plutôt appeler ici à réfléchir sur ce que ce type de mouvement a en commun avec le fonctionnement des partis politiques. Un certain nombre de fonctions qui semblaient propres à un parti s'accomplissent aussi en son sein : coordination des actions, appel à mobilisation, fourniture de matériel et de documents, universités populaires et ainsi de suite. Mais toutes ces fonctions donnaient lieu à une répartition parfois très souple des responsabilités. Elles fournissaient la raison d'être même de l'organisation du parti et de l'existence de postes de permanents politiques. Tout cela, désormais, est accompli par la plateforme sans produire aucune sorte de ces bureaucraties intermédiaires hier encore indispensables à la marche ordinaire de la vie quotidienne.

L'ACTION FAIT L'ORGANISATION

Le mouvement repose alors sur une inscription simple sur une plateforme. Une très grande marge est laissée à l'auto-organisation. De la sorte chacun s'organise comme il l'entend. Et aussi et ce n'est pas le moindre : avec qui il s'entend pour la constitution de groupes d'action ! L'idée est que le mouvement ne souhaite pas être constitué uniquement d'ouvriers et de salariés essentiellement masculins fonctionnant à leurs horaires génrés. Sinon comment permettre la participation de femmes, des travailleurs ubérisés, d'étudiants, de chômeurs ? Leurs disponibilités d'engagement rendent caduques les modalités d'engagement partidaires traditionnelles. Mais elles permettent d'inventer de multiples autres possibilités qui trouvent vite leur public disponible dans ces conditions. Le rapport au temps est ici essentiel : le parti est synonyme d'une longue procédure d'adhésion, de réunions contraintes régulières, plus ou moins espacées ; le mouvement permet l'action politique immédiate, à partir d'un simple clic sur une plateforme numérique. Cette souplesse n'implique pas une absence de règles. Ainsi, le mouvement la France insoumise s'appuie sur des principes, les groupes d'action sur une charte : les conflits de personnes, les propos ou les comportements violents, sexistes, racistes, antisémites ou LGBTphobes y sont bannis.

Sa consigne est le premier mot d'ordre en entrant sur la plateforme : «Passez à l'action !». Son explication est claire : «Action populaire est le réseau social d'action de la France insoumise.» On y trouve alors une carte avec toutes les actions à venir en France, classées par catégories. Chacun peut alors voir autour de chez soi ce qui est organisé, y participer, rencontrer les membres. On y trouve des rassemblements, des collages, des diffusions de tracts, des réunions publiques ou bien des réunions de groupes d'action, des formations, des actions de solidarité... Il suffit d'un clic pour s'inscrire.

On peut décider de voir les groupes : «Rencontrez d'autres membres et agissez ensemble», de lire des fiches pratiques sur le militantisme : «Agissez concrètement, formez-vous et convainquez des gens près de chez vous» ou bien de passer à l'action : «Organisez, créez un groupe d'action, commandez du matériel, tracts et affiches». Par ces mots, la plateforme s'adresse à l'utilisateur, elle l'intègre de fait. Le numérique le rend possible et simple d'usage. Y participer ne réduit pas la capacité d'initiative individuelle, elle la démultiplie en grande liberté.

La plateforme renvoie aussi vers les différents sites d'organisation du mouvement : le site de la France insoumise pour retrouver l'actualité et les campagnes du mouvement, le programme de la France insoumise et le site de l'Insoumission, journal de la France insoumise. On peut également y faire un don.

Les formes d'engagement sont alors totalement individualisées et à géométrie variable de l'un à l'autre et pour chacun au fil du temps. Tous ses utilisateurs sont libres de participer, ou non, aux actions proposées. Celles-ci le sont soit par le centre de l'organisation, soit par les groupes d'action locaux. Les actions n'appellent ni vote ni délibération puisque personne n'y est obligé. C'est la forme mouvement. Cela peut paraître troublant mais c'est la forme rendue possible par la plateforme commune.

INDIVIDUATION, MOUVEMENT ET RÉSEAU

Il faut ici accepter l'idée que des procédures d'action ou de mise en contact de personnes touche à des ressorts fondamentaux de la vie en commun. Les boucles de messagerie, les avatars, les votes par sondage numérique ne sont pas de simples continuations des anciennes pratiques par des moyens nouveaux numériques. Ils expriment quelque chose de plus profondément ancré dans le fonctionnement humain contemporain. Ici s'agit d'une caractéristique décrite par «l'ère du peuple». Elle est liée à tout ce que l'on a décrit des changements dans les modes de vie. Mais elle se présente cependant comme une rupture profonde à l'échelle du temps long et sans doute des décennies les plus proches. Il s'agit de l'individuation : chacun tend de plus en plus à se vivre comme un être singulier, un sujet unique plutôt que comme une partie d'un ensemble délimité exclusif.

Il faut prendre la mesure de la trajectoire ainsi accomplie dans l'autodéfinition. Il faut comprendre ses origines et ses voies de passage pour ne pas se méprendre sur les moyens d'en épouser les conséquences. Ce changement de fond est le produit de l'exode rural qui a dissous en grande partie les solidarités traditionnelles de la famille, du village et de la religion. Les conséquences de l'urbanisation ont été renforcées par l'élévation rapide et très importante du niveau d'éducation. Les femmes ont lutté pour que leur aptitude biologique à procréer cesse d'être un destin social non choisi. Ainsi, les droits à la contraception et à l'avortement ont conforté l'idée que chaque être humain en général a le droit d'être maître de lui-même. Pour autant, rien de tout cela ne conduit sur un nouvel égotisme. Le processus d'individuation n'est pas une volonté d'isolement. Car dans le temps même de cette singularisation, les fonctions essentielles de l'existence sont assurées pour l'individu par son raccordement personnel à des réseaux collectifs très larges: eau, électricité, alimentation, écoles publiques, médecine et hôpital public, etc. Chaque individu est donc connecté avec bien plus de monde que dans les sociétés agricoles. Et cela d'une manière nullement anonyme. La multiplication des avatars, pseudonymes et autres identifications signalent comme «la poly-présence» déjà évoquée un autre «je», choisi et assumé à côté de ceux imposés par l'appartenance et l'identité sociale. Ce processus est un des ressorts puissants de la révolution citoyenne car il contient une aspiration universelle à l'auto-contrôle. Transposée au niveau collectif, cette aspiration s'appelle la souveraineté. Elle touche à tous les domaines. Les formes de l'organisation n'y échappent pas. Elles ne peuvent rester basées sur l'effacement total de l'individu au profit du collectif. Le réseau social répond à cette évolution : il représente et matérialise l'existence de l'individu non comme une entité détachée ou même opposée à la société mais au contraire restituée dans ses liens d'interdépendance avec elle qui reste libre.

La stratégie de la révolution citoyenne incorpore tous ces éléments d'analyse sur ce qu'est le peuple à notre époque. Elle permet de comprendre pourquoi le lancement de l'application militante d'«Action populaire» a été un évènement si important. Il ne s'agit pas d'un artifice de campagne. C'est une véritable proposition d'un nouveau modèle d'«organisateur collectif». Le rôle que Lénine attribuait au journal et à son parti d'avant-garde est enfin rendu compatible avec une structure ouverte qui se confond tantôt avec l'action des militants et tantôt avec celle des masses elles-mêmes lorsqu'elles entrent en action. Tel est le mouvement Insoumis.

CONCLUSION



La vie du mouvement connaît des phases en lien avec celles de la société. Ses effectifs militants peuvent s'accroître de façon extraordinaire dans certaines circonstances comme le sont des élections ou des périodes de fortes mobilisations sociales. Dans ces cas arrivent par dizaines des personnes qui forment des «ateliers pancartes», préparent les cortèges, organisent des soirées de porte à porte de masse. De même dans l'exécution même des actions par les militants insoumis. Une formule habituelle pour définir ce type de moment est : «les insoumis ne récupèrent pas une lutte, ils sont récupérés par elle». D'ailleurs le plus souvent un grand nombre de ceux qui sont en action sont électeurs du mouvement ou bien se déclarent eux-mêmes «insoumis». C'est de là que part la demande d'aide.

L'OSMOSE

Le reste suit dans une ambiance d'osmose complète où nul n'éprouve le besoin de se distinguer de l'action pour exister ou bien se rendre visible. Cette osmose est un état particulier, provisoire mais d'autant plus fort qu'il a été personnellement et délibérément assumé. Il représente un état idéal. Celui où les frontières entre le mouvement politique et le mouvement social en action s'estompent au point de ne plus constituer un sujet d'inquiétude ou de tension pour les protagonistes. Par exemple, en inaugurant le système des caisses de grève solidaire, les insoumis ont franchi une étape et créé un nouveau vecteur d'osmose. Cette façon de faire, les méthodes qui vont avec sont totalement distinctes de celles de l'avant-gardisme et de son corollaire le substitutisme. Il en va de même dans la collecte de fournitures scolaires ou de denrées alimentaires. Le mouvement n'injecte pas de la conscience. Il aide parfois à «mettre en mots». Dans tous les autres aspects, il n'exprime aucun intérêt distinct de celui des gens en lutte. Dès lors, dans la plupart des cas, il est impossible aux observateurs superficiels ou pressés de reconnaître «qui est qui» entre militants politiques et actifs d'une action. Les intéressés eux-mêmes se ressentent à la fois ou tantôt comme de l'une ou l'autre de ces deux catégories.

L'osmose est le résultat visé pour une action réussie. Elle exclut donc toute visée d'hégémonie ou de rôle dirigeant qui en serait la négation. Le but des insoumis dans l'action n'est pas de récupérer un mouvement mais d'être récupéré par lui.

La méthode sur le terrain est la même que pour la rédaction du programme. Le mouvement Insoumis collecte les revendications, les mots pour décrire, tels qu'ils viennent dans l'action. Le travail programmatique revient alors à rendre cohérent l'enchaînement des mesures, leur financement et leur insertion dans le cadre global. Dans la phase actuelle de la vie de nos sociétés, cette façon de faire va exactement à l'inverse de celle qui domine par ailleurs. Notre démarche part des besoins exprimés par la société. La cohérence entre le projet et l'outil mis en œuvre est ainsi une donnée structurelle. Et c'est ce qui, à partir d'un certain niveau de représentativité, rend si difficile l'éradication de notre mouvement. Mais surtout cela facilite le «retournement» des campagnes de diabolisations engagées par le système médiatico-politique dominant.

LA GUERRE DU VOCABULAIRE

Autrement dit le mouvement considère les campagnes menées contre lui comme des étapes à part entière du travail d'éducation populaire politique de masse. Dès lors la provocation et la mise en scène de la conflictualité sont des outils utiles et productifs. Toutes les séquences de combat de ce type ont donné dans la durée des résultats éducatifs de haut niveau. Non seulement du fait de la position tenue dans la durée mais du fait des abus, grossièretés, sexismes et racisme de ceux qui ont voulu nous affronter sur le terrain de la « mauvaise réputation », cette angoisse de la petite bourgeoisie en voie de déclassement. Nous avons de cette façon construit un dégoût structurel pour certains médias et diverses « autorités morales » de la domination sur la société. Nous avons « retourné » le sens des mots piégés par l'extrême droite et déminé d'autres que les centres en France cherchaient à injecter dans la conscience collective du pays. Tout indique que nous pourrons continuer à le faire sans trop de difficulté dans la mesure où nous ne rencontrons plus en face de nous qu'un bloc idéologique cohérent, celui de l'extrême droite qui ne fonctionne que dans un registre sémantique très étroit. Pendant ce temps les centres ont perdu toute capacité d'initiative et croupissent dans le vocabulaire limité des indignations surjouées à répétition et les formules toutes faites du vocabulaire de l'intrigue politique. C'est aussi pourquoi les insoumis ont remis au goût du jour le rôle du discours public, créé des styles masculin et surtout féminin de la harangue tribunicienne, de la tribune des assemblées à celles des rassemblements de masse.

En mettant un point final à ce document, nous dédions nos efforts à celles et ceux qui ont construit en dix ans ce mouvement impressionnant étudié et analysé dans le monde entier. Aux absents désormais et aux présents de cet instant. Aux milliers de femmes et d'hommes qui passent du rangement des chaises dans un meeting à l'écriture d'un argumentaire, d'une collecte de vivres à la préparation d'un rassemblement. Puissions-nous avoir mené ici notre tâche aussi bien qu'eux la leur. Sachant que tous nous pouvons faire mieux. Et le voulons.

